

FEMMES EN MOUVEMENT

en Amérique latine, dans la Caraïbe et en Europe

Sous la coordination de
Lissell Quiroz

Retour sur le colloque
IDA - EU-LAC - AFD
2020



FEMMES EN MOUVEMENT

en Amérique latine, dans la Caraïbe et en Europe

**Sous la coordination de
Lissell Quiroz**

**Retour sur le colloque
IDA - EU-LAC - AFD
2020**

Illustration de couverture :
Lucie Gautier

Conception graphique (couverture & intérieur) et édition :
Marlène Landon

© Institut des Amériques, 2021

Institut des Amériques
Campus Condorcet
5, cours des Humanités
93322 Aubervilliers Cedex

L'élaboration de ce document a été coordonnée par Lissell Quiroz, professeure en études latino-américaines à CY Cergy Paris Université et chercheuse au sein du Laboratoire AGORA (EA 7392), avec Diana Burgos-Vigna, professeure en études latino-américaines à l'Université Paris Nanterre, et Anne-Claire Sanz-Gavillon, maîtresse de conférences en études hispaniques à l'Université de Rouen Normandie.

L'ouvrage a été réalisé avec l'appui de Marlène Landon, ainsi que de Paul-Henri Giraud, Juliette Serafini, Maylis Labarthe, Sarah Fleury, Ophélie Parent et Mélanie Toulhoat.

Nous tenons particulièrement à en remercier les auteur-e-s et participant-e-s : Lissell Quiroz, Diana Burgos-Vigna, Anne-Claire Sanz-Gavillon, Diariatou Kebe, Nancy Matos, Florence Pinot de Villechenon, Luz Marina Ferro Cortés, Diana Rodríguez Franco, Claire Hancock, Zaida Muxí Martínez, Patricia Retamal Garrido, Horacio Terraza, Carina Lakovits, Priscila González Badilla, Frédérique Martz et Patricia Mohammed.

L'impression a été rendue possible grâce au soutien de l'Institut des Amériques, du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, de l'Agence française de développement et de la Fondation EU-LAC.

Cette publication doit être citée comme suit :

Lissell Quiroz (coord.), *Femmes en mouvement en Amérique latine, dans la Caraïbe et en Europe*, Paris, Institut des Amériques/ Agence française de développement/Fondation EU-LAC, 2021.

Les textes publiés dans la présente édition n'engagent que leurs auteur-e-s et non l'ensemble des institutions partenaires et des participant-e-s.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	9
Lissell Quiroz, Diana Burgos-Vigna, Anne-Claire Sanz-Gavillon	

PARTIE I

S'organiser au féminin	17
-------------------------------------	----

1. DIVERSITÉ ET LITTÉRATURE JEUNESSE

Diariatou Kebe	19
----------------------	----

2. DINÁMICAS DEL EMPRENDIMIENTO FEMENINO INNOVADOR (EFI) EN AMÉRICA LATINA. INVESTIGACIÓN INTERCULTURAL ENTRE COLOMBIA, ARGENTINA Y PERÚ

Luz Marina Ferro Cortés	29
-------------------------------	----

PARTIE II

Genre, urbanisme et politiques publiques	39
---	----

3. GENRE ET INCLUSION EN VILLE : PERSPECTIVES EUROPÉENNES

Claire Hancock	41
----------------------	----

4. CUANDO LOS CUIDADOS SE TRANSFORMAN EN POLÍTICAS PÚBLICAS

Zaida Muxí Martínez	59
---------------------------	----

5. FEMINISMO TERRITORIAL. ACCIONES Y DESAFÍOS EN EL MARCO DE LA PANDEMIA Y DEL PROCESO CONSTITUYENTE EN CHILE	
Patricia Retamal Garrido	77
6. THE WORLD BANK’S HANDBOOK FOR GENDER-INCLUSIVE URBAN PLANNING AND DESIGN	
Horacio Terraza & Carina Lakovits	99

PARTIE III

Violences contre les femmes : du constat à l’action	113
--	-----

7. VIOLENCIA CONTRA LAS MUJERES EN EL CONTEXTO CHILENO DE PANDEMIA COVID-19	
Priscila González Badilla	115

8. WOMEN SAFE & CHILDREN : ACCOMPAGNER LA RECONSTRUCTION DES FEMMES ET DES ENFANTS	
Frédérique Martz	135

9. VIOLENCE AGAINST WOMEN IN TRINIDAD AND TOBAGO: FROM ASSESSMENT TO ACTION	
Patricia Mohammed	151

CONCLUSIONS	173
Lissell Quiroz, Diana Burgos-Vigna, Anne-Claire Sanz-Gavillon	

ANNEXES

RAPPORT EXÉCUTIF	183
EXECUTIVE REPORT	209
REPORTE EJECUTIVO	235
PRÉSENTATION DES AUTEUR·E·S DE L'OUVRAGE	260

INTRODUCTION

LISSELL QUIROZ

Professeure en études latino-américaines, CY Cergy Paris Université

DIANA BURGOS-VIGNA

Professeure en études latino-américaines, Université Paris Nanterre

ANNE-CLAIRE SANZ-GAVILLON

Maîtresse de conférences en études hispaniques, Université de Rouen Normandie

Cette publication est issue du colloque « Femmes en mouvement en Amérique latine, dans la Caraïbe et en Europe » qui s'est tenu en novembre 2020, dans le cadre de la rencontre annuelle organisée depuis 2012 grâce au soutien de la Fondation EU-LAC (Union européenne Amérique latine et Caraïbes), de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Institut des Amériques.

Habituellement présentée dans le cadre de la Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes, cette manifestation a été repensée en raison du contexte sanitaire, sous la coordination scientifique de Lissell Quiroz, professeure en études latino-américaines à CY Cergy Paris Université. Elle a pris la forme d'une série de trois webinaires, abordant chacun une thématique différente, avec une dimension comparatiste Europe/Amérique latine et Caraïbe.

L'objectif des webinaires était de rompre avec des stéréotypes genrés selon lesquels les femmes subiraient plus ou moins passivement leurs conditions de vie et seraient donc des victimes sans capacité d'action. Le projet scientifique de « Femmes en mouvement » s'est alors donné pour mission de bousculer ces représentations en mettant en avant les actions déployées par les femmes latino-américaines, caribéennes et européennes pour lutter contre les diverses formes de discriminations et de violences qu'elles subissent. Ainsi la violence envers les femmes est aujourd'hui une réalité sociale rendue visible et palpable par des statistiques accessibles dans tous les pays latino-américains et européens. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), en 2019, il y a eu 3 800 féminicides dans la région, soit 8 % de plus que l'année précédente. Certains pays sont très touchés par ce phénomène : c'est le cas du Mexique (1 006 en 2019), du Brésil (1 133 en 2018) ou de l'Amérique centrale (2 200 en 2018).

Ces chiffres alarmants occultent néanmoins une autre réalité : loin d'être des victimes passives, les femmes résistent et s'organisent depuis des siècles pour lutter contre la violence patriarcale et coloniale. C'est par exemple le cas des femmes aymaras Gregoria Apaza (1751-1782) et Bartolina Sisa (1753-1782) ainsi que de l'afro-autochtone Micaela Bastidas (1744-1781), qui luttèrent durant les révolutions andines de la fin du XVIII^e siècle, protagonistes que l'Histoire officielle a souvent oubliées. Elles occupèrent pourtant des fonctions de direction et d'encadrement militaire dans la rébellion et moururent dans la lutte anticolonialiste, en martyres. Leur rôle fut donc déterminant. C'est également le cas de nombreuses autres aujourd'hui, héroïnes du quotidien, certainement moins visibles, mais qui luttent sans relâche pour l'évolution des conditions de vie et des droits des femmes.

Les séminaires en ligne ont donc cherché à mettre en lumière la diversité des initiatives féminines contemporaines pour combattre les discriminations et les violences subies de part et d'autre de l'Atlantique. Il s'agissait de réunir autour de ces thématiques des voix diverses, issues de la société civile et non seulement du monde

académique, de donner la parole aux actrices elles-mêmes, de rendre visibles leurs actions, leurs initiatives, leurs espoirs. Le projet scientifique s'est, pour cela, décliné en trois volets : l'action politique des femmes, leur inclusion dans les villes et leur lutte contre les violences subies. Ces trois webinaires se sont attelés à dépasser le constat pour discuter des actions concrètes et des initiatives mises en place en Europe, en Amérique latine et dans la Caraïbe ces dernières années et même durant la pandémie de Covid-19.

L'objectif du premier webinaire, intitulé « S'organiser au féminin », était de montrer la diversité des formes d'organisation et la participation des femmes dans différents domaines de la vie économique, politique et sociale. Le deuxième, « Genre, urbanisme et politiques publiques », s'est intéressé à la ville comme espace vécu par les femmes qui, loin d'être confinées à l'espace domestique, sortent et y circulent quotidiennement, dans des conditions contraignantes qu'elles cherchent à dépasser. Le dernier, consacré aux « violences contre les femmes : du constat à l'action », s'est quant à lui attaché à étudier un aspect central des mobilisations féministes de ces dernières décennies, à savoir la violence de genre, en envisageant les actions des femmes et des pouvoirs publics pour lutter contre ce fléau. Cet ouvrage réunit une grande partie des interventions qui ont été présentées lors des trois temps du colloque.

1. S'ORGANISER AU FÉMININ

Les femmes ont participé historiquement à tous les mouvements sociaux revendiquant le respect et l'élargissement des droits humains. C'est le cas en politique où la mobilisation pour les lois dites de quotas pour la parité a changé le paysage politique des pays des deux continents. L'Amérique latine est d'ailleurs la région qui a donné l'exemple au reste du monde en matière de parité dans les parlements. En effet, plusieurs pays latino-américains adoptent des lois pour la parité en politique dès les années 1990. Le pionnier est l'Argentine qui prend cette mesure dès 1991. Il

sera suivi du Costa Rica, du Mexique et du Paraguay en 1996, ainsi que de la Bolivie, du Brésil, de la République dominicaine, de l'Équateur, du Panama et du Pérou en 1997.

Lors de cette première séance, le panel a présenté des exemples de trajectoires de femmes politiques d'Europe et des Amériques et a analysé ce que la féminisation fait à l'action publique des deux côtés de l'Atlantique, à travers les interventions de Diana Rodríguez Franco (secrétaire de la Femme, adjointe à la mairie de Bogota) et de Paula Forteza (députée des Français-es de l'étranger). Le webinaire a porté aussi une attention particulière aux problématiques spécifiques soutenues par les femmes en matière politique.

En termes d'organisation, il apparaît que les femmes privilégient le fonctionnement collectif et en réseau. Il s'agit d'une stratégie efficace pour contrer les obstacles qui s'opposent à l'insertion des femmes dans des domaines traditionnellement assez fermés, notamment dans l'entrepreneuriat ou la finance. Le panel s'est intéressé à ces problématiques et a présenté plus spécifiquement les résultats de l'initiative d'une organisation transatlantique amenée à se développer, celle de l'association CERALE (Centre d'Études et de Recherche Amérique latine Europe).

Les femmes sont beaucoup moins présentes dans le domaine de la culture alors même qu'elles sont de grandes consommatrices de littérature, de cinéma ou de spectacles culturels. Beaucoup sont aussi des mères sur lesquelles échoit la mission de formation culturelle des enfants. À ces problèmes, il faut ajouter celui du manque de diversité ethnique dans la production culturelle de divers pays européens et américains. L'association française Diversité & Kids (Divéka) a été créée en 2016 pour faire face à ces difficultés. Elle propose de mettre en avant, de promouvoir et de valoriser les livres faisant la part belle à la diversité, qu'elle soit raciale, culturelle, de genre, d'identifications sexuelles, mais aussi le handicap. Le but de l'association est la libération des imaginaires pour des livres – mais aussi des dessins animés, des séries, des magazines, des

films, des jouets – plus inclusifs des populations minoritaires. Le premier webinaire a donc permis de faire connaître des initiatives féminines significatives qui répondent aux besoins spécifiques des personnes concernées et qui sont pourtant peu médiatisées.

2. GENRE, URBANISME ET POLITIQUES PUBLIQUES

Les recherches en études urbaines ont montré ces dernières années que les villes sont des territoires peu adaptés aux femmes ; l'urbanisme, au moins jusqu'à une date récente, n'ayant pas été pensé de manière inclusive. Les espaces urbains, imaginés et construits généralement par des hommes, ne tiennent pas compte des besoins spécifiques des femmes et participent de ce fait à perpétuer la domination masculine. L'observation des villes, que ce soit en Amérique latine ou en Europe, nous amène donc à nous interroger sur la place des femmes dans l'espace public, sur leur perception des espaces, sur leur sentiment d'insécurité dans certains quartiers, à certaines heures, sur les usages que les femmes font ou ne font pas de ces espaces urbains. Au-delà du constat, il s'agissait de voir plus précisément comment les pouvoirs publics apportent des réponses à ces questions en matière de politiques publiques. Quelles sont les actions concrètes qui sont menées de part et d'autre de l'Atlantique pour rendre la ville plus inclusive ?

Pour répondre à ces questions, quatre intervenant-es – qui, à divers titres et dans des pays différents, sont impliqués dans ces problématiques – étaient réuni-es : Claire Hancock, professeure de géographie au Lab'Urba de l'Université Paris-Est Créteil (France), Zaida Muxí Martínez, architecte argentine travaillant à Barcelone (Argentine/Espagne), Patrica Retamal Garrido, co-fondatrice de l'association chilienne Ciudad Feminista (Chili), et Horacio Terraza, expert en développement urbain à la Banque mondiale.

Loin de dresser un constat fataliste sur l'inclusion, les intervenant-es ont présenté des méthodes et des actions concrètes expérimentées dans leur domaine respectif pour atteindre une plus grande égalité de genre dans des contextes urbains variés, permettant ainsi un

regard comparatiste entre les villes latino-américaines et les villes européennes. Du projet « Le(s) Pari(s) du genre » (mairie de Paris) à l'association Col.lectiu Punt 6, composée d'architectes, de sociologues et d'urbanistes (Barcelone), en passant par les ateliers organisés au Chili pendant les mouvements sociaux pour faire entendre les voix des femmes et intégrer leurs revendications dans la future Constitution, ou encore le manuel *Gender-Inclusive Urban Planning and Design* élaboré par la Banque mondiale, les exemples se sont avérés diversifiés, créatifs et porteurs d'espoirs.

3. VIOLENCES CONTRE LES FEMMES : DU CONSTAT À L'ACTION

Par sa nature extrêmement brutale et hypermasculinisée, le processus colonial a contribué à placer la violence et les valeurs patriarcales au cœur des interactions sociales en Amérique latine. Les indépendances n'ont nullement bouleversé ce modèle comme le prouve la violente campagne de « pacification » de l'Araucanie à la fin du XIX^e siècle. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, dans le cadre de conflits armés, de dictatures et de régimes autoritaires, le sous-continent américain s'est trouvé de nouveau immergé dans une période de violence exacerbée. Les femmes, présentes dans les mouvements sociaux et en première ligne pour la défense de leurs territoires, de leurs communautés et de leurs idées, ont été les cibles privilégiées de cette violence machiste et patriarcale.

Dans ce contexte, la mobilisation des organisations féminines et féministes a permis de problématiser la violence faite aux femmes – longtemps naturalisée voire légitimée par un ensemble de discours et de pratiques –, puis de l'inscrire à l'agenda politique et médiatique. Ces mouvements ont porté leurs fruits et ont permis, depuis les années 1990, le renforcement progressif des dispositifs juridiques destinés à mieux protéger les victimes des violences de genre et à sanctionner davantage les coupables. Ainsi le concept de féminicide (ou fémicide) figure dans le Droit de sept pays de la région. En France, l'inclusion ou non de ce terme dans l'arsenal juridique a donné lieu à de nombreux débats,

au sein du féminisme et du champ juridique, dans le cadre du Grenelle ayant abouti à l'adoption de la loi visant à protéger les victimes de violences conjugales le 21 juillet 2020¹.

Toutefois, ces dispositifs légaux demeurent dans la plupart des cas très imparfaits, voire lacunaires, et leur application laisse encore beaucoup à désirer. Comme le rappellent les chiffres cités en ouverture de cette introduction, aujourd'hui, en Europe comme en Amérique latine, être un sujet de genre féminin demeure un facteur de risque face aux discriminations, aux abus, aux violences et à la précarité. Dans ce contexte, la mobilisation des femmes pour dénoncer les multiples dimensions des violences, élaborer des stratégies de résistance et *s'empouvoier* est fondamentale.

La variété des trajectoires et des parcours des invitées de la troisième séance montre que ce combat contre les violences de genre peut s'envisager et se mener depuis des fronts divers et complémentaires : l'activisme allant jusqu'à l'engagement politique dans le cas de la Brésilienne Mônica Benício, récemment élue conseillère municipale à Rio de Janeiro ; le militantisme dans le cas de la Chilienne Priscila González Badilla, membre du Réseau chilien de lutte contre les violences faites aux femmes ; la philanthropie et le pragmatisme dans le cas de la Française Frédérique Martz, cofondatrice de l'Institut Women Safe, et enfin le travail institutionnel dans le cas de Patricia Mohammed, professeure émérite en études de genre ayant participé à la rédaction de plusieurs politiques publiques dans son pays, Trinité-et-Tobago.

Ces quatre interventions, dont trois sont reprises dans le présent volume, ont mis en lumière les obstacles mais aussi l'extraordinaire dynamisme, l'inventivité et le pluralisme des communautés féminines et féministes d'Europe, d'Amérique latine et des Caraïbes qui s'organisent chaque jour pour faire entendre leur voix et leur combat et pour proposer des projets audacieux qui, espérons-le, constitueront les bases de sociétés plus justes et plus inclusives.

1. Bien que de plus en plus utilisé dans les médias, le terme « féminicide » ne sera finalement pas inclus dans la loi de 2020.

PARTIE 1

S'organiser au féminin



**Revivez
le séminaire
en ligne !**

**Sous la coordination de
Lissell Quiroz**

1. DIVERSITÉ ET LITTÉRATURE JEUNESSE

DIARIATOU KEBE

Cofondatrice de l'association Diversité & Kids

INTRODUCTION

Dans cet entretien¹, Diariatou Kebe, fondatrice et présidente de l'association Divéka (Diversité & Kids) revient sur les grandes lignes de son projet, de la naissance de l'association jusqu'aux actions menées dans le cadre de la valorisation de la diversité dans les productions destinées à la jeunesse.

Ophélie Parent : Pour commencer Diariatou Kebe, pouvez-vous nous présenter votre association ?

Diariatou Kebe : C'est une association qui fait la promotion de la diversité dans la littérature jeunesse, ou plutôt dans toutes les productions à destination du jeune public. Il s'agit de la mise en avant des productions qui font la part belle à la diversité, qu'elle soit mélanique, pour les couleurs de peau, culturelle, de genre, des identifications sexuelles mais aussi le handicap. On s'intéresse à tout ce qui est littérature jeunesse, jeux vidéo, jeux en général, les films et les séries télé.

1. Entretien réalisé le 12 novembre 2020 par Ophélie Parent, Doctorante spécialisée en anthropologie à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), au sein de la mention Territoires, migrations, développement, dont les recherches doctorales portent sur l'engagement politique des militantes autochtones actives au sein du Congrès national indigène du Mexique.

O.P. : Comment est né le projet, l'initiative, l'idée ?

D.K. : J'ai eu mon fils en 2010, et quand j'ai commencé à m'intéresser à la littérature jeunesse pour lui lire des livres alors qu'il avait environ six mois, j'ai remarqué qu'il y avait beaucoup d'animaux, beaucoup de choses, notamment des bébés, mais surtout des bébés blancs sur des livres en tissu. Cela m'a interpellée. Alors j'ai commencé à faire des recherches et je ne trouvais pas de livres avec des personnages qui lui ressemblaient. Entre temps, on a commencé à acheter les *T'choupi*, les livres qui étaient à ma disposition, mais j'ai quand même gardé cette idée en tête de lui trouver des livres avec des personnages qui lui ressemblent.

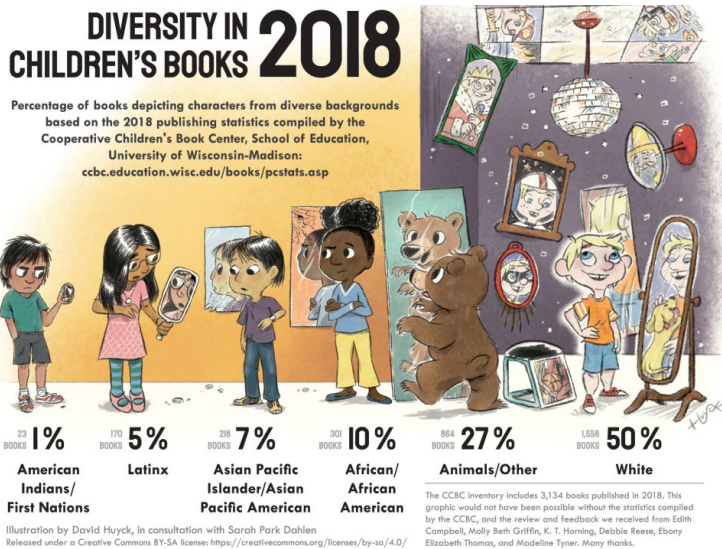
Quelques années plus tard, j'ai écrit un livre qui s'appelle *Maman noire et invisible. Grossesse, maternité et réflexion d'une maman noire dans un monde blanc*, dans lequel un chapitre est consacré à la littérature jeunesse, parce que je m'y étais intéressée encore de plus près et c'est là que j'ai découvert que cette diversité-là, celle des couleurs de peau et des cultures, était très peu présente dans les productions pour enfants. J'ai regardé un peu partout ce qui se faisait et j'ai découvert en 2014 We Need Diverse Books², une association américaine qui milite pour plus de diversité dans la littérature jeunesse (Figure 1).

Quand mon livre est sorti en 2015, je me suis promis de créer une association qui mettrait en avant cette diversité dans la littérature jeunesse et c'est là que j'ai rencontré la personne qui est derrière l'association D'un Livre à l'Autre de Clichy. Leur spécialité est qu'ils ont mis en place un salon qui s'appelle le Salon du livre jeunesse afro-caribéen. Quand j'y suis allée – je crois que c'était la 4^e édition –, j'ai découvert tout un pan de la littérature jeunesse afro-caribéenne qui n'est pas disponible dans les grandes surfaces, dans tout ce qui est librairies *mainstream*. On ne les voit pas en réalité, on ne peut pas les acheter dans ce genre d'endroit. Voilà comment est née l'association.

2. <https://diversebooks.org/>

Par la suite, j'ai rencontré des gens comme Laura Nsafou et plein d'autres personnes qui, au fur et à mesure, se sont intéressées à la question avec moi. En 2016, j'ai créé le compte Twitter où je mettais déjà les quelques lectures que je trouvais intéressantes et, en 2017, on a créé l'association avec les statuts et ce qu'elle est aujourd'hui.

Figure 1 : Statistiques sur la diversité dans les livres pour enfants par le Cooperative Children's Book Center, 2018.



© Illustration by David Huyck, in consultation with Sarah Park Dahlen & Molly Beth Griffin.

O.P. : Dans cette association, quelles sont vos actions, les événements que vous organisez ?

D.K. : Tous les mois, j'essaie d'envoyer une newsletter avec des sorties de livres intéressants. On est très présentes sur les réseaux sociaux. Nous ne sommes pas une association qui est sur un terrain donné, l'association est chez moi, et il est très rare qu'on fasse des activités dans la ville où je vis. C'est surtout une présence en ligne : le compte Twitter sert à parler du manque de diversité

dans la littérature jeunesse, nous avons un compte Instagram où je mets des sorties de livres ou surtout des nouveaux livres qui me semblent intéressants. J'essaie de mettre en avant des auteurs et des autrices qui n'ont pas de visibilité ou très peu et qui ont besoin d'en avoir davantage pour vendre leurs livres, et ces livres-là sont ceux où il y a de la diversité.

On met aussi en place des ateliers, on en a fait plusieurs ces dernières années, sauf en 2020 à cause du Covid. On a organisé un festival en 2018 qui s'appelait Festival Diveka, qui se tient chaque année. Le festival Diveka, c'est un festival qui met en avant les auteurs et autrices mais aussi les initiatives autour de la diversité dans la littérature jeunesse. On avait invité des librairies en ligne, des illustrateurs, des autrices et des auteurs, et il y avait aussi une table ronde et quelques personnes qui vendaient des productions à destination du jeune public. C'était en 2017.

Ensuite, on propose également des ateliers autour de l'esclavage. L'an dernier, le thème était « Comment parler de l'esclavage à nos enfants ? », avec des professeurs d'histoire-géographie qui sont venus parler de la façon dont ils abordent cette question et comment la traiter face à un public très jeune, parce qu'il faut commencer très tôt.

On fait aussi des masterclass. Celle de l'année dernière, c'était avec Laura Nsafou, qui est l'autrice de *Comme un million de papillons noirs*. Elle avait pour thème « Comment écrire des personnages racisés ? », parce qu'on s'intéresse aussi à l'écriture en général. Il y a par ailleurs des auteurs dans l'association, et l'intérêt est de susciter aussi des vocations, donc c'était ouvert à tout le monde pour éviter justement les clichés et les stéréotypes autour de ce type de publications.

On est aussi en contact avec le Salon du livre et de la presse jeunesse de Montreuil pour lequel, encore l'année dernière, on a proposé un atelier autour du cheveu crépu. On a également programmé des projections, comme l'an passé celle du dessin

animé *Battledream chronicle* réalisé par Alain Bidard, qui est l'un des premiers longs métrages martiniquais, à laquelle on a invité des personnes de l'association. C'est tout ce qu'on a fait l'année dernière, en plus du partage d'informations autour de la diversité, sur les réseaux sociaux. Souvent, on m'invite aussi à venir parler de cette question à des tables rondes.

O.P. : Vous parliez des clichés et des stéréotypes très présents dans les livres, pouvez-vous nous en citer quelques-uns et ceux contre lesquels vous luttez ?

D.K. : On avait surtout commencé par le cheveu, le cheveu crépu. Je vais reprendre l'exemple d'un livre qui s'appelle *Petit oursin* de Martine Lagardette. C'est un livre qui parle d'une petite fille qui a des ennuis avec ses cheveux parce qu'ils résistent au peigne. L'une des illustrations montre la maman qui prend une table à repasser et qui lui coiffe les cheveux avec un fer. Ce genre de clichés sur les cheveux crépus, on les retrouve souvent dans la littérature jeunesse quand il y a des petites filles noires, ce qui reste par ailleurs très rare.

Il y a aussi le cliché de la personne noire qui parfois n'a même pas de nom, qui se retrouve dans l'histoire et qui est juste là pour faire avancer le personnage principal. Le cliché aussi de ne voir les personnages racisés que lorsqu'on parle de racisme et pas autrement. C'est-à-dire que quand on parle de racisme, à ce moment-là, on peut se permettre de mettre des personnages qui vivent le racisme mais on n'a pas du tout le ressenti du personnage par rapport au racisme. En revanche, on va mettre en avant la rédemption du personnage principal qui arrête d'être raciste.

En réalité, il y a plein de clichés. Il y a aussi l'enfant qui est gros et qui a du mal à être autre chose dans la littérature jeunesse que gros. Il y a beaucoup de grossophobie dans la production à destination du jeune public. Un des clichés qui revient aussi souvent, c'est l'enfant paraplégique qui est juste paraplégique, il n'y a rien d'autre. Il essaie de surmonter son handicap alors qu'il

n'a pas du tout à le surmonter. C'est un handicap qui est là et voilà, le personnage n'est pas fait de son handicap.

O.P. : Bien sûr, cela fait simplement partie de sa vie. Vous nous aviez aussi parlé d'une grille d'évaluation...

D.K. : Ah oui, c'est vrai, on fait plein de choses ! On développe parallèlement une étude sur le manque de diversité dans la littérature jeunesse, parce qu'aux États-Unis ils ont des chiffres, alors qu'en France on n'en a pas, donc on travaille là-dessus. Par rapport à la grille, c'est une grille qui permet d'« évaluer ». On ne va pas évaluer si le livre est bien ou pas bien, c'est juste le contenu des stéréotypes qu'on peut retrouver dans le livre qui est étudié.

Je vous ai dit tout à l'heure qu'il y a toute une littérature afro-caribéenne qui existe. C'est vrai, elle est là, elle est très présente, surtout ces dernières années où la question de la diversité se pose de plus en plus. D'un autre côté, la diversité, même si je vous ai dit qu'il n'y en avait pas beaucoup, en réalité il y en a, mais avec des clichés et surtout on ne sait pas qui écrit les livres, pourquoi et de quel point de vue ils se situent pour écrire ces livres-là. D'ailleurs, bien souvent, en dehors du racisme et de la thématique du racisme, on a des auteurs qui vont écrire sur l'Afrique alors qu'ils sont blancs, et qui ont donc un regard assez particulier sur l'Afrique.

Donc, dans cette grille-là, on peut noter – c'est juste un oui ou un non – d'où il se situe et donc savoir quels sont les clichés qui se retrouvent là-dedans et surtout pourquoi il y a ces clichés-là, il y a un début d'explication. C'est pourquoi la grille permettra d'arriver à avoir une sorte d'annuaire des livres et, quand on cherchera une thématique en particulier, d'avoir des livres qui correspondent. Pour résumer, c'est comme avoir une grille avec des « trigger warnings ». Les *trigger warnings* pour la littérature jeunesse, c'est un avertissement avant la lecture. Cette grille a donc surtout été pensée de façon à ce que tout le monde puisse la remplir. Ce sont des questions assez simples, l'objectif étant que

les parents aient simplement à choisir des livres qui auraient déjà été évalués par le biais de cette grille.

O.P. : Et par exemple, quels sont les critères figurant sur cette grille ?

D.K. : Il y a beaucoup de critères, répartis en six parties. La fiche technique du livre avec les informations comme l'ISBN, le type de livre, la langue, l'accessibilité. La question de l'accessibilité, c'est de savoir si c'est imprimé en gros caractères, s'il y a une version audio. La production, – alors c'est là où on rentre dans le vif du sujet – pour savoir où et comment se situe l'auteur, l'illustrateur, l'éditrice, la traductrice ou le traducteur. C'est difficile parfois d'obtenir ce genre de réponses mais en général aujourd'hui, surtout aux États-Unis, les auteurs et les autrices se placent politiquement. C'est plus rare en France, mais on parvient quand même souvent à trouver ces informations.

Ensuite, il s'agit de savoir comment ils se situent au niveau de la classe sociale, de la capacité, de l'âge, du genre ou du sexe. Après, on a les rapports de domination, race, classe et genre. La réception du livre, le nombre d'exemplaires vendus, les alliés professionnels de la littérature jeunesse et surtout les personnes concernées.

Pour finir, il y a le critère de la représentation pour lequel on est parti sur vingt questions fermées, par exemple : ces deux personnages apparaissent-ils au premier plan de l'œuvre ? Sont-ils décrits de façon détaillée ? Ont-ils un nom ?

O.P. : Cela nous donne déjà une bonne idée de ce que vous cherchez à évaluer. Cette grille, à qui est-elle destinée ?

D.K. : À toutes les personnes qui auront un contact avec les enfants. On voudrait mettre la grille en ligne sur notre site internet pour que le résultat de cette grille soit accessible à tout le monde. Elle pourrait être remplie par toutes les personnes qui souhaitent lire le livre et, à partir de là, on ferait des formations pour apprendre à la remplir. Ce qui est intéressant avec cette

grille, c'est qu'elle peut être utilisée pour analyser par exemple les fonds des bibliothèques parce que, souvent, il y a des choses très bizarres, très racistes dans les bibliothèques.

O.P. : Cela pourrait permettre aux bibliothécaires de proposer des ouvrages de qualité et d'avoir une certaine exigence. Quels livres recommandez-vous par exemple ?

D.K. : Il existe un certain nombre de choses sur la race et le racisme, des livres en français sur le cheveu crépu ou, dernièrement, j'ai fait une sélection avec des livres qui ont abordé le racisme et l'antiracisme avec les enfants. Il y a un livre étatsunien que je recommande et qui s'appelle *Un jour, tu découvriras*. Sinon *Comme un million de papillons noirs*, je le dis souvent mais c'est un des meilleurs. Les cheveux crépus, c'est un sujet qui revient ; les femmes noires, on a toute une histoire avec les cheveux.

O.P. : Merci beaucoup Diariatou Kebe.

D.K. : Merci à vous, à bientôt !

SÉLECTION DE LIVRES RECOMMANDÉS PAR DIVÉKA

Dembele N.D. & Amevinya Naomi (2020), *Petit cœur*, Boucherville, Ministère Multilingue International (MMI).

Thèmes : bébé, premiers pas, bienveillance.

Moore Katrina & Yan Xindi (2020), *Mon papi grognon*, Glénat jeunesse.

Thèmes : Chine, transmission générationnelle, grands-parents.

Nsafou Laura & Brun Barbara (2018), *Comme un million de papillons noirs*, Paris, Éditions Cambourakis.

Thèmes : cheveux crépus, confiance en soi, poésie.

Nsafou Laura & Brun Barbara (2020), *Le Chemin de Jada*, Paris, Éditions Cambourakis.

Thèmes : colorisme, bienveillance, amour de soi.

Khan Hena, *Amina* (2020), Paris, Bayard Jeunesse.

Thèmes : musique, amitiés, identités.

Kabuya Édith (2019), *Victoire-Divine*, Paris, Hachette.

Thèmes : activisme, militantisme, égalité.

www.diveka.fr

contact@diveka.fr

Facebook : Diversité & Kids

Instagram : @diveka_asso

Twitter : @_Diveka

2. DINÁMICAS DEL EMPRENDIMIENTO FEMENINO INNOVADOR (EFI) EN AMÉRICA LATINA. INVESTIGACIÓN INTERCULTURAL ENTRE COLOMBIA, ARGENTINA Y PERÚ

LUZ MARINA FERRO CORTÉS

Universidad de los Andes/School of Management

INTRODUCCIÓN

Durante la primera sesión del webinar «Mujeres en movimiento en Europa, América Latina y el Caribe», Rosa Nancy Matos Reyes presentó la investigación realizada en colaboración con Luz Marina Ferro Cortés y Florence Pinot de Villechenon sobre el tema del emprendimiento femenino innovador en América Latina. En esa entrevista¹, Luz Marina Ferro Cortés, iniciadora del proyecto, nos presenta los orígenes, el desarrollo, así como las conclusiones más relevantes de la investigación.

Ophélie Parent : ¿Podría contarnos cómo nació este proyecto de investigación?

1. Entrevista realizada el 18 de noviembre de 2020 por Ophélie Parent, Doctoranda especializada en antropología en la École des hautes études en sciences sociales (EHESS), en el campo de Territorios, Migraciones, Desarrollo, cuya investigación doctoral se centra en el compromiso político de los activistas indígenas activos en el Congreso Nacional Indígena de México.

Luz Marina Ferro Cortés: Regresé a Colombia en el 2012 después de hacer un doctorado² en emprendimiento, ya contaba con una experiencia de más de 18 años de trabajo en la Universidad de los Andes School of Management (UASM). En mis estudios de doctorado me enfoqué en el tema de la oportunidad: ¿Cómo se construyen las oportunidades a través de las redes sociales en contextos de internacionalización? Cuando llegué siempre había trabajado con emprendimiento, entonces tenía ese conocimiento. En 2013, nos invitan a una colega de los Andes, María Consuelo Cárdenas de Santamaría, y a mí a participar en el foro Mujer, Empresa y Tecnología (MET), organizado en Colombia para hablar sobre el liderazgo femenino en el emprendimiento.

Hasta ese entonces, yo no había analizado el emprendimiento, incluso en mi doctorado, desde la perspectiva de género. Aun teniendo dentro de la muestra estudiada a emprendedoras colombianas y canadienses es por ello, que en esa época no tenía claridad de sus particularidades en el emprendimiento. María Consuelo Cárdenas, por su parte, había investigado el liderazgo, en mujeres ejecutivas, pero que no lo había estudiado en el emprendimiento, reconociendo en su investigación particularidades del liderazgo en mujeres ejecutivas en América Latina, identificando los obstáculos y estereotipos de género que han tenido que enfrentar para avanzar en sus carreras profesionales y en sus ambientes de trabajo.

Esta invitación nos motivó a la investigación sobre este apasionante tema, e iniciamos con una revisión de literatura sobre el emprendimiento femenino. Encontramos evidencias de la investigación en emprendimiento femenino con un primer artículo académico de Eleanor Brantley Schwartz que se publicó en 1976³. Esto solo indicaba que hasta esa fecha se despertó el

2. Programa de doctorado conjunto entre la UQAM, HEC, McGill y Concordia.

3. Schwartz Brantley Eleanor (1976), «Entrepreneurship: a new female frontier», *Journal of contemporary business*, University of Washington, Graduate School of Business Administration, vol. 5, p. 47-76.

interés por investigar como objeto de estudio el emprendimiento liderado por mujeres, aunque mucho antes se había presentado. Es así, como en nuestros países de América Latina, por ejemplo, en Colombia, nuestras abuelas, en la época de la Guerra de los Mil Días⁴, cuando se iban los hombres a las guerras, ellas se encargaban de asumir los diferentes roles del hogar (el cuidado de la familia y proveer los recursos económicos) y por ello emprendían.

Cuando investigué en mi doctorado sobre el emprendimiento, no encontré una literatura, o no la observé específicamente en el emprendimiento femenino innovador, tal vez porque yo estaba estudiando la internacionalización de las empresas intensivas en conocimiento y el emprendimiento internacional. Al revisitar los casos estudiados en Canadá y en Colombia de emprendedoras, descubrí que ellas presentaban otras motivaciones para emprender. Por ejemplo, buscan un propósito de vida, transformar la sociedad, el balance entre trabajo y familia, presentan una clara orientación por sus valores en el emprendimiento (reciprocidad, inclusión, amor a sus hijos, integridad, inspiración en temas de sus roles de madres). Por ejemplo, la emprendedora canadiense de Megaclip me narra cómo nace la idea de su emprendimiento durante su periodo de *congé maternité* cuando ella tomaba fotos a sus hijos para compartir a familiares y amigos por las redes y se dio cuenta que no había en el mercado una aplicación favorable para hacer álbumes. Entonces ella que contaba con una formación y experiencia en gestión de proyectos tecnológicos, empieza a trabajar en su propuesta desarrolla con un colega de la universidad un aplicativo para álbumes, que tiempo después se volvió el estándar mundial. Esta fue una clara pista del proceso emprendedor de mujeres inspirado en su rol de madre y sus valores familiares de compartir y transmitir afecto. Entonces ahí, empezamos a encontrar en otros casos de estudio que mostraban evidencias del liderazgo femenino en el emprendimiento, mujeres que, inspirar a sus colaboradores, más empáticos con sus clientes y equipos, orientado por visiones de inclusión y transformación.

4. Conflicto civil que tuvo lugar en Colombia entre 1899 y 1902.

En esta primera fase de investigación, empezamos a encontrar ciertas particularidades en el emprendimiento femenino marcadas por sus motivaciones, estilos de liderazgo y dinámicas emprendedoras de formación de oportunidades y creación de valor. Fue ahí que se inicia formalmente la investigación sobre dinámicas de liderazgo en el emprendimiento femenino innovador. Analizamos casos en Colombia de emprendimientos en diferentes sectores de actividad tecnológicos, científicos, sociales, manufactureros, comerciales, agroindustriales, entre otros. En esta fase, aprendimos del terreno estudiado que el estilo de liderazgo es un proceso evolutivo y que no se puede generalizar, es decir, evoluciona o se adapta a la situación, el momento de vida de la emprendedora y el sector de actividad.

Por ejemplo, las mujeres científicas en etapas tempranas de sus emprendimientos a veces adoptan un estilo de liderazgo que se les atribuye más a los hombres, más transaccional (orientado al desempeño, que delega menos a sus colaboradores); situación que se explica por una fase necesaria de construir legitimidad en el tiempo y, cuando la legitimidad es alcanzada, comienzan a empoderar a sus equipos, sin descuidar los resultados (emprendimientos híbridos). Cuando ya seguimos con la investigación, trabajamos sobre otras dinámicas en el emprendimiento como la creación de confianza (autoconfianza, interpersonal e interorganizacional, institucional), la creación de capital social, áreas críticas para el emprendimiento femenino.

En el 2017, nos enfocamos en la internacionalización. Con Florence Pinot de Villechenon de ESCP Business School y otros colegas, identificamos un nuevo fenómeno: la internacionalización inclusiva, muy presente en los estudios de caso de empresas lideradas por mujeres; fenómeno que no se había documentado en la literatura de internacionalización de empresas. Este fenómeno no responde a aspectos exclusivamente económicos de expansión o crecimiento de una empresa, sino que se motiva en aspectos de inclusión social, desarrollo local y medio ambiente. Con Florence Pinot de Villechenon, colega franco-argentina,

en 2019 identificamos la oportunidad de expandir la investigación del emprendimiento femenino innovador al contexto de Argentina, principalmente a través de la Asociación Marianne, red de mujeres profesionales franco-argentinas. Identificamos las diásporas, eso fue algo que no habíamos explorado, así como el rol de las diásporas en el emprendimiento femenino innovador, el cual facilita dinámicas en los procesos de internacionalización.

Estas diásporas se originan, de una parte, por mujeres latino-americanas que, por circunstancias adversas en su país de origen (dictaduras, incertidumbre económica y política), tuvieron que migrar con sus familias a Europa. Pero siempre tienen presente sus raíces, y guardan una identidad y un amor patrio a sus países de origen. Y cuando regresan lo hacen buscando retribuir o mejorar la situación con sus emprendimientos y empiezan a generar un tipo de emprendimiento particular, con énfasis en la inclusión social, con alto valor o contenido local (ejemplo Maydi, moda exclusiva realizada con lanas argentinas certificadas sostenibles). De otra parte, encontramos emprendedoras francesas y canadienses que viajan a la Argentina, se enamoran del país y se radican en él, e inician emprendimientos en asocio con locales. Estos son los emprendimientos de diásporas que se orientan a mercados internacionales casi desde su creación, respondiendo a una visión amplia de las emprendedoras y muy sensibles a todos los temas de sostenibilidad ambiental.

Acorde con nuestra muestra, casi todo lo que encontramos en los emprendimientos femeninos en Argentina fue la dimensión ambiental, con dinámicas de inclusión social y del cuidado por el medio ambiente. En el 2019, decidimos trabajar la investigación desde una perspectiva intercultural Colombia y Argentina. Luego entra a participar otra colega, Nancy Matos de la ESAN Graduate School of Business, a quién conocí en la maestría hace mucho tiempo en el MBA HEC Montreal, con la que compartimos también afinidades de investigación en internacionalización y ecosistemas del emprendimiento. Me dijo que no había estudiado el ecosistema emprendedor desde la perspectiva del género pero

que le interesaba. Desde ahí empezamos a trabajar el terreno en Perú. Logramos de esta forma tener dos países cercanos culturalmente, Colombia y Perú, y un país de contraste, Argentina. Entonces empezamos a profundizar la investigación en el terreno del Perú, seguimos con Argentina y lo hacemos longitudinalmente entrevistando a las emprendedoras y sus redes periódicamente.

Esta investigación intercultural se ha facilitado por la afinidad entre las investigadoras en temas de internacionalización y el emprendimiento en América Latina y por las plataformas que nos han permitido investigar a la distancia a través de entrevistas e intercambios con las emprendedoras y los miembros de sus redes. Así emerge la investigación intercultural, movilizandore redes de conocimientos en los tres países de estudio. Comprender las dinámicas del emprendimiento femenino innovador en América Latina es nuestro propósito de investigación, así como contribuir desde la investigación al fortalecimiento del ecosistema emprendedor femenino. A la fecha hemos analizado 60 casos de emprendedoras desde una perspectiva longitudinal en los tres países de estudio.

Los reportes sobre el emprendimiento femenino de la OCDE, del Banco Mundial y del Global Entrepreneurship Monitor (GEM) habían mostrado recurrentemente estadísticas que reflejaban en países de menores ingresos una mayor tasa de emprendimiento femenino orientado por la necesidad, situando a los países de América Latina como la segunda región emprendedora del mundo. Sin embargo, al analizar las últimas estadísticas reportadas del GEM, en 2019 se observa una clara tendencia al incremento de emprendimiento femenino orientados por la oportunidad en América Latina, situando por ejemplo a Panamá y Colombia en las posiciones 13 y 14 respectivamente en el mundo. Más allá de las cifras frías del emprendimiento, nos hemos propuesto comprender sus dinámicas con un enfoque metodológico de estudios de casos e historias de vidas, narrativas de las emprendedoras en diferentes sectores de actividad que, según el contexto del país, acentúan ciertas características en los

emprendimientos, como en Perú, por ejemplo, los temas sociales o la inclusión social en Argentina; emprendimientos que generan valor económico, social y ambiental, pero se acentúa lo ambiental.

En Colombia, los emprendimientos presentan mayor balance en las tres dimensiones y una orientación al crecimiento y la internacionalización. Una constante en los emprendimientos innovadores en América Latina es la co-creación de valor con sus comunidades, lo que genera círculos virtuosos que dinamizan toda la cadena. Casos como el de Food Market en Argentina ilustran esta dinámica. Ellas buscan democratizar el consumo saludable conectando productores y consumidores en todo el país que reciben un mejor precio, un «precio justo» y un mejor producto.

O.P. : ¿Qué diferencia podemos decir que existe entre emprendimiento femenino y emprendimiento masculino?

L.M.F.C. : En la literatura del emprendimiento, ha existido una lógica marcada por marcos conceptuales que privilegian el desempeño y la meta narrativa económica. En los primeros estudios del emprendimiento desde Schumpeter en 1934⁵, se visualiza al emprendedor con una serie de rasgos de personalidad y características: hombres solos, héroes, innovadores, orientados al resultado y propensos a asumir riesgos.

En la investigación, hemos observado emprendimientos liderados por hombres, que se orientan muy rápido al crecimiento, a generar indicadores de impacto, de desempeño. En contraste, hemos observado en nuestra investigación intercultural a mujeres emprendedoras que consolidan equipos de emprendimiento y, aunque algunas de ellas se categorizan como emprendedoras de alto impacto que logran crecimientos rápidos y presentan resultados económicos sobresalientes, sus motivaciones y propósitos van más allá de lo económico, es decir estas emprendedoras lo que

5. Schumpeter Joseph A. (1934), *The Theory of Economic Development*, Cambridge, Harvard University Press.

las mueve no son fines económicos. La diferencia está en primer lugar en las motivaciones, qué es lo que les impulsa a unos y a otros. Ahora, no voy a decir que no existen emprendimientos de hombres que se orienten por todo ese tema, de generar valor social, lo hay, y estamos hablando hoy en día de una tendencia a la cultura del emprendimiento por propósito.

Sin embargo, en el emprendimiento femenino se acentúa en forma natural esa búsqueda de propósito. También existen diferencias, como lo he mencionado, en los estilos de liderazgo. En las mujeres se presenta más el liderazgo transformacional, ese tipo de liderazgo de empoderar a sus colaboradores, ese liderazgo empático, de la preocupación por sus colaboradores o por las poblaciones que ellos sirven y que inspira y moviliza a seguir las visiones que proponen. Sin desconocer como ya lo mencioné el liderazgo adaptivo que se observa en el emprendimiento femenino de acuerdo con el momento de vida de la emprendedora, del sector de actividad y regulado por procesos de ganar legitimidad.

Hay casos de emprendimiento de alto impacto consolidados por equipos híbridos efectivos de hombres y mujeres como el de Laika⁶, basados en relaciones de confianza o de lazos fuertes (hermanos, pareja) que transmiten igualmente confianza a los inversionistas por los valores que los consolidan y sus trayectorias. Estos tipos de emprendimiento logran balances increíbles, primero porque son socios, socios por la vida. Una de las emprendedoras me decía: «si estoy con mi pareja somos socios por la vida, y educamos a nuestras hijas con una perspectiva de que pueden hacer las cosas, pueden soñar grande» y eso es lo que ellas trabajan.

Los hombres están muy orientados a esas métricas del desempeño, aunque en las mujeres no son ausentes. Sí las tienen, pero más particularidad se observa en esa sensibilidad social y ambiental que tienen los emprendimientos femeninos, que se dan de

6. Laika es una aplicación que ofrece en un solo lugar el acceso a servicios y productos para el cuidado de mascotas, opera en Colombia y México.

forma espontánea. En los emprendimientos de los hombres es estabilidad, construir relaciones más funcionales, más efectivas en asumir riesgos y en buscar rentabilidades económicas impresionantes. Entonces cuando combinas, puedes generar impactos de transformación en la sociedad importantísimos, porque los emprendimientos necesitan recursos económicos para generar mayor impacto social y ambiental, y eso lo han comprendido muchas emprendedoras. Por eso arman equipos.

Lo que me dicen las emprendedoras es lo siguiente: «Yo cuando voy a armar un equipo, miro que el equipo o a quién voy a contratar comparta mis valores, si quieren la transformación, si quieren impactar, porque las competencias las podemos desarrollar o formar, pero los valores pueden llegar muy tarde.» Digamos que las empresas transmiten valores. A mí la Universidad de los Andes me transmite valores de solidaridad, de integridad, una serie de valores, pero ya llevo casi treinta años en la Universidad de los Andes. Entonces, si tú llegas con ciertos valores y compartes los valores del dirigente, las dinámicas van a ser más virtuosas, más enriquecidas, y eso es lo que hablamos con mis colegas investigadoras Florence y Nancy, y nos sorprendía cómo esas mujeres empoderan a sus colaboradores, cómo comparten esos valores. Entonces cuando se logra esa transformación e inclusión social te preguntas sobre quiénes son esas líderes, las que están ahí haciendo sus emprendimientos. Y tomamos conciencia de las dinámicas a promover: «De estas mujeres hay que buscar permear todo el emprendimiento, para que ese emprendimiento tenga esas dimensiones sociales y ambientales en forma natural, orgánica.»

O.P. : Muchas gracias por compartírnos su investigación, muy inspiradora.

L.M.F.C. : Un gusto que apoyen estas investigaciones, un gusto ver que las instituciones crean en este tipo de proyectos y que podamos cada una aportar un granito de arena en los procesos de transformación.

PARTIE 2

Genre, urbanisme et politiques publiques



**Revivez
le séminaire
en ligne !**

**Sous la coordination de
Diana Burgos-Vigna**

3. GENRE ET INCLUSION EN VILLE : PERSPECTIVES EUROPÉENNES

CLAIRE HANCOCK

Département de géographie, Université Paris-Est Créteil, Lab'Urba

INTRODUCTION

Mes premiers terrains sur les enjeux genrés de gestion urbaine, à Mexico, à la fin des années 1990, m'ont appris beaucoup, notamment sur certaines représentations erronées qui prévalent au Mexique sur les sociétés urbaines européennes. Alors que je conduisais mes enquêtes de terrain sur les voitures de métro réservées aux femmes, aux heures de pointe, sur plusieurs lignes du STC (Sistema de Transporte Colectivo) de la ville, et que j'interrogeais des femmes, notamment, sur les raisons d'être de ce dispositif, je me suis entendu répondre « los Mexicanos somos muy groseros » – nous Mexicains sommes très mal élevés (Hancock, 2012).

Dans l'esprit de mes interlocutrices, il s'agissait de dénoncer le « machisme » ambiant, qui pour elles s'opposait au climat bien plus respectueux de la place des femmes et de leur intégrité physique des villes européennes. Leur idéalisation de la ville de Paris, notamment, comme considérablement plus « civilisée » de ce point de vue, était frappante, surtout pour une personne familière des mises en garde, dans les guides touristiques internationaux et notamment anglophones, quant à l'omniprésence du harcèlement dans la capitale française.

Il importe donc, si on se préoccupe de ces regards mutuels entre France et Mexique, Europe et Amérique latine, de réfuter un certain nombre de ces idées reçues, et de souligner qu'en matière d'inclusion des femmes, de réflexion sur leur place dans la production urbaine, et de prise en compte du harcèlement dans les espaces publics et de transport, les pays d'Amérique latine sont loin d'accuser un retard sur l'Europe, bien au contraire. C'est donc avec un regard informé par mes expériences mexicaines que j'ai commencé, dans la dernière décennie, à me pencher sur des politiques urbaines genrées en Europe, et en région parisienne particulièrement, et à analyser ce qu'il faut bien analyser comme un « retard » français en la matière.

Pour ne prendre qu'un exemple, la Mairie de Paris a présenté fin 2018 comme un outil novateur un « violentomètre » destiné à soutenir la prise de conscience des situations de violence entre partenaires¹ alors que ce type d'outil est utilisé depuis plus d'une décennie au Mexique, avec notamment une version déposée en 2009 par l'Institut Polytechnique National². De même, c'est très tardivement, par rapport à de nombreux pays latino-américains, que les villes françaises ont commencé à utiliser l'outil diagnostique des « marches exploratoires de femmes » (voir Biarrotte, 2017, sur les mécanismes de diffusion internationale des « bonnes pratiques »).

Lire les expériences franciliennes au prisme de la vitalité des initiatives et pratiques latino-américaines, c'est donc interroger les spécificités à l'échelle européenne de cas franciliens divers, mais où le rôle pionnier n'est pas là où mes interlocutrices du métro de Mexico l'auraient pensé. Dans le prolongement d'un projet conduit dans trois quartiers populaires du Grand Paris, mené de 2013 à 2017, puis d'une étude comparative de la Ville de Paris avec Barcelone et Berlin, entre 2015 et 2018, j'ai pu,

1. Voir <https://www.centre-hubertine-auclert.fr/article/outil-de-prevention-des-violences-le-violentometre>

2. <https://www.ipn.mx/genero/materialesdeapoyo/violentometro.html>

avec des équipes de collègues de différents champs disciplinaires (urbanisme, architecture, sociologie, anthropologie), suivie de près la mise en œuvre à l'échelle locale de politiques qu'on qualifie en France de politiques « d'égalité femmes-hommes ». Nous avons conduit des entretiens avec les actrices, à différentes échelles locales, ainsi que des observations dans des réunions de services ou des réunions publiques, suivi des travaux collectifs ou individuels d'étudiant.e.s de master qui ont effectué des enquêtes de terrain dans plusieurs collectivités de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne (voir par exemple Blanchard, Hancock, 2017).

Ce chapitre propose donc une mise en perspective des politiques parisiennes d'égalité par rapport à des points de comparaison latino-américains, mais surtout européens et franciliens. Il vise à cerner non seulement certaines caractéristiques du cas parisien, mais aussi à identifier certains des dévoiements politiques de la façon dont certaines métropoles « prennent en compte » le genre dans leur production et gestion de l'espace urbain. On verra que sous prétexte de faire « place aux femmes », certaines logiques d'exclusion peuvent également se manifester, et qu'il importe d'adopter une approche intersectionnelle si l'inclusion est effectivement l'objectif recherché des politiques urbaines.

I. LE CONTEXTE EUROPÉEN ET NATIONAL

1.1. L'échelle européenne

À la suite de quelques expériences pionnières comme celles de la ville de Vienne, en Autriche, l'Union européenne s'est engagée depuis 1996 à promouvoir une perspective genrée dans l'action des collectivités locales et municipalités, sous la forme du « *gender mainstreaming* » (ou *transversalidad de género* en espagnol, « approche intégrée du genre » en français). Le *gender mainstreaming* suppose que l'ensemble des actions des municipalités soient conçues et analysées au crible de leur impact genré, depuis la budgétisation jusqu'au déploiement des projets d'urbanisme, en passant par leurs procédures de passation de marché ou de promotion interne.

Il ne s'agit donc plus d'avoir des programmes spécifiques ciblant les publics féminins (typiquement, l'aide aux femmes victimes de violences intrafamiliales ou le soutien aux victimes de la traite humaine, les programmes de santé reproductive, etc.), mais de considérer l'impact différentiel en termes d'égalité femmes-hommes de toutes les actions conduites. Par exemple, une budgétisation sensible au genre permet de mesurer quelle part du budget dédié aux équipements sportifs bénéficie à des publics masculins ou féminins : bien souvent, ce sont essentiellement des clubs sportifs ou des spectateurs masculins qui bénéficient des investissements dans les stades ou city stades. Une analyse sensible au genre, tenant compte du fait que les automobilistes sont majoritairement des hommes, et les utilisatrices de transports en commun majoritairement des femmes, permet d'envisager l'impact des arbitrages des politiques de transport, et l'espace réservé, en ville, à chaque mode.

Les documents programmatiques se sont succédés, avec par exemple la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale de 2006, ou l'Agenda de Paris pour l'égalité dans les collectivités locales et régionales de 2013. Dans le domaine de l'urbanisme, les villes de Vienne ou de Berlin ont conçu des guides de bonnes pratiques, mis en ligne dans plusieurs langues, afin de diffuser leurs expériences de production urbaine sensible au genre, depuis l'échelle du logement jusqu'à celle de la planification métropolitaine, en passant par la voirie, les espaces verts et le mobilier urbain³. Un ouvrage collectif de synthèse, dirigé par Marion Roberts et Inés Sánchez de Madariaga, présentait « The Impact of Gender Planning in Europe », l'impact de la planification sensible au genre en Europe, sous le titre *Fair Shared Cities*, des villes « partagées équitablement » (Sánchez de

3. La version en anglais du guide du Sénat de Berlin (2011) est disponible en ligne : http://civitas.eu/sites/default/files/berlin_gen_der_mainstreaming_o.pdf ; celui de la ville de Vienne, « Gender mainstreaming un Urban Planning and Urban Development », 2013, à : <https://www.wien.gv.at/stadtentwicklung/studien/pdf/boo8358.pdf>

Madariaga & Roberts, 2013), avec des chapitres traitant de villes du Sud comme du Nord de l'Europe, de l'Est comme de l'Ouest ; mais aucun cas français, indice clair de l'absence relative de villes françaises dans cette mouvance du *gender mainstreaming*.

1.2. L'échelle française

Malgré le nom « Agenda de Paris pour l'égalité », la France, et en particulier Paris, est en effet arrivée avec un certain retard dans le mouvement européen de *gender mainstreaming* : comme pour l'Accord de Paris sur le changement climatique, le fait d'avoir hébergé les négociations ne préjuge en rien d'un rôle pionnier. Il est vrai que le contexte français, de manière générale, se caractérise par ce qu'un rapport au Parlement européen a justement critiqué comme « l'absence de volonté politique du gouvernement, le manque de formation des personnels de la fonction publique et la réticence des acteurs et partenaires sociaux » face aux mesures d'égalité de genre (Lépinard & Lieber, 2015, p. 6). Ces mêmes obstacles se retrouvent au niveau local, combinés avec une conviction erronée mais fréquente que « tout a déjà été fait » et que la loi sur la parité en politique de 2000, qui a permis une féminisation importante des conseils élus dans les collectivités, avait résolu tous les problèmes.

La formalisation de politiques urbaines véritablement « sensibles au genre » s'est donc développée, en France, de manière très particulière par rapport aux pays voisins : un de ses premiers éléments a été un « guide méthodologique des marches exploratoires », diffusé à compter de 2012 par le CGET (Commissariat Général à l'Égalité des Territoires). Cette instance, renommée en 2020 « Agence nationale de la cohésion des territoires », a repris à compter de 2014 l'ensemble des politiques d'aménagement du territoire, dont la Politique de la Ville, et les politiques d'égalité des chances et de cohésion sociale. Son action est donc particulièrement focalisée sur les quartiers socialement défavorisés, dans le périmètre des QPV, Quartiers Politique de la Ville, ou quartiers prioritaires (qui reprend largement la

géographie des Zones Urbaines Sensibles). C'est également en 2014, période à laquelle Najat Vallaud-Belkacem cumulait les responsabilités ministérielles de la Ville et de l'égalité femmes-hommes, qu'a été publié le rapport EgalitéTer du Haut Conseil à l'Égalité Femmes-Hommes, intitulé *Combattre maintenant les inégalités sexuées, sociales et territoriales dans les quartiers de la politique de la ville et les territoires ruraux fragilisés* (voir Hancock, 2015 ; Hancock & Biarrotte, 2020). Ce rapport explicite une posture particulière à la France selon laquelle non seulement il est possible de traiter simultanément les inégalités femme/homme et les inégalités territoriales, mais que le ciblage des territoires concentrant les difficultés sociales doit se trouver au centre des politiques d'égalité.

La « loi pour l'égalité réelle », également de 2014, s'applique à l'ensemble des collectivités territoriales françaises et dispose qu'elles doivent, en lien avec l'État, mettre en œuvre « une politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes selon une approche intégrée » (article 1 de la loi n°2014-873 du 4 août 2014). Il est toutefois à noter que ce sont essentiellement les communes comportant des QPV qui sont fortement incitées, sinon contraintes, à appliquer ces dispositions, puisqu'il leur est demandé, dans leur contractualisation avec l'État, d'annexer un document programmatique concernant l'égalité femmes-hommes (l'article 61 de la loi, complété par un décret de 2015, dispose que les communes de plus de 20 000 habitant.e.s, ainsi que les intercommunalités, départements et régions, doivent présenter un bilan de leurs politiques d'égalité avant de voter leur budget annuel).

1.3. Une focalisation sur les Quartiers Politique de la Ville

Le résultat des incitations budgétaires et de la superposition postulée de manière récurrente entre quartiers défavorisés et nécessité de déployer des politiques urbaines sensibles au genre ne s'est pas fait attendre : c'est principalement dans les QPV qu'ont eu lieu, en France, les fameuses « marches exploratoires »

encouragées par le CGET. Or leur teneur était amplement prédéterminée par l'orientation donnée dans le sous-titre du guide méthodologique : « des femmes s'engagent pour la sécurité de leur quartier » (Image 1).

Image 1 : Guide méthodologique du CGET.



© Secrétariat général du Comité interministériel des villes,
les Éditions du CIV.

L'accent mis sur la dimension sécuritaire de la démarche est en lien avec l'inspiration de ce guide, qui a repris en grande part la teneur du guide montréalais de 2004 *Guide d'aménagement pour un environnement urbain sécuritaire* (coordonné par Anne Michaud, avec Sophie Paquin ; voir Biarrotte, 2017). Mais là où le guide montréalais découlait d'une démarche bottom-up de groupes féministes, légitimement préoccupés par la sécurité et la liberté d'aller et venir des femmes en ville, le guide français, diffusé dans une démarche top-down, résonne très fortement avec le cadrage sécuritaire des politiques étatiques dans les quartiers dits sensibles.

L'ambiguïté de la focalisation des politiques d'égalité sur la « sécurité des femmes » a largement été analysée dans différents contextes (voir par exemple Listerborn, 2016). Dans le contexte français, elle se redouble du tournant sécuritaire de la Politique de la Ville, analysé notamment par Sylvie Tissot (2007), qui a bien montré comment au fil du temps les QPV en venaient à être vus comme quartiers dangereux, plus que comme quartiers en difficulté sociale. L'idée selon laquelle les femmes auraient eu à lutter pour leur place dans l'espace public, parce que particulièrement opprimées par la domination masculine dans ces quartiers comportant une forte population immigrée ou « issue de l'immigration », et souvent à majorité musulmane, participe d'une altérisation de ces quartiers. Leur stigmatisation comme lieux par excellence de l'oppression des femmes s'inscrit dans la continuité de représentations de la période coloniale, qui justifiaient les interventions occidentales dans les pays d'Afrique et du Moyen-Orient par le prétexte de l'émancipation des femmes. Concentrer de facto les politiques dans ces quartiers-là n'est donc pas neutre, et contribue à laisser penser que le reste des villes françaises, et notamment les villes-centre, n'ont pas besoin qu'on y déploie une politique sensible au genre parce que l'égalité y irait de soi.

Ce contexte national ne détermine évidemment pas la façon dont, localement, des collectivités ont pu se saisir de leurs nouvelles obligations légales. Notre équipe a eu l'occasion de travailler

avec des collectivités de Seine-Saint-Denis (Aubervilliers, Saint-Denis) et du Val-de-Marne (Champigny-sur-Marne, Bonneuil-sur-Marne, Conseil départemental 94) où des chargées de mission égalité mettaient en œuvre des politiques sensibles au genre en veillant à ne pas stigmatiser les populations des quartiers les plus défavorisés et à ne pas s'engouffrer dans le piège du tout-sécuritaire. Dans les Hauts-de-Seine, la municipalité de Gennevilliers a conduit un projet de recherche-action de longue haleine co-construit avec une équipe de chercheuses, Les Urbain.e.s (voir <https://urbaines.hypotheses.org> et Faure, Hernández-González, Luxembourg *et al.*, 2017). Dans le cas de la Ville de Paris, à la différence de ces communes de proche banlieue, les orientations nationales pèsent plus lourd et ont largement infléchi la façon dont la Ville a conçu et gère sa politique d'égalité.

2. LE CAS DE LA VILLE DE PARIS

2.1. Des prémices au Guide référentiel Genre et espace public

La Ville de Paris a été interpellée en 2013 par Berlin, ville avec laquelle elle est jumelée, sur sa politique d'égalité et notamment sa mise en œuvre dans l'aménagement et l'urbanisme. Un groupe de travail a commencé à se constituer en 2014, auquel j'ai été associée avec des collègues du Lab'Urba, et différentes réunions publiques et de sensibilisation ont commencé à se tenir, à destination des agents de la Ville, à compter de 2014.

Ce contexte de 2013-2014 était celui d'une campagne municipale au cours de laquelle le discours officiel évitait soigneusement le terme de « genre », considéré comme trop chargé politiquement, pour privilégier l'expression « égalité femmes-hommes », jugée plus consensuelle. Cet évitement est caractéristique du contexte français, où le terme de « genre » a été considéré, depuis 2013 et les manifestations homophobes qui ont eu lieu contre le mariage des personnes de même sexe, comme un terme politiquement dangereux, et à ce titre souvent évité dans la communication officielle des collectivités.

Une autre des spécificités de Paris à compter de 2014, et de l'élection à la tête de la mairie d'Anne Hidalgo, c'est que la Mission égalité femmes-hommes de la Ville, officiellement porteuse d'une politique centrale et prioritaire de la mandature, est rattachée à un Service Égalité Intégration Inclusion (de la Direction Démocratie Citoyens Territoires) qui s'occupe également des politiques à destination des populations étrangères ou en grande précarité. Ce rattachement institutionnel fait donc écho à la tendance déjà constatée à lier enjeux de genre, populations étrangères et/ou classes populaires, et tend en outre à cantonner l'action de la Mission dans le registre du « spécifique » et des politiques sectorielles (lutte contre les violences faites aux femmes, contre le harcèlement de rue, etc.). On est donc très loin d'une « transversalisation » (ou *mainstreaming*) de l'approche de genre dans les politiques urbaines et la gestion de la Ville de Paris.

Parmi les obligations légales de la Ville figurait celle de mettre en place un Plan pour l'égalité femmes-hommes : l'engagement avait été pris de le promulguer dans les deux années suivant la signature de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, dont Paris est devenue signataire en 2007. Les prémisses d'un tel plan figuraient dans le Contrat de Ville 2015-2020, mais des réunions publiques de présentation ou discussion du plan n'ont été organisées qu'à l'automne 2016. Ces réunions censées être participatives se sont en fait tenues de manière quasi-confidentielle, n'ont pas permis de présentation ou de mise en débat de propositions, et début 2021, la mise en place d'un tel plan est encore présenté comme un projet à venir sur le site de la Mairie⁴. Celle-ci présente parmi ses avancées significatives l'obtention du label égalité professionnelle femmes/hommes en 2019, et annonce également pour 2021 la mise en place de la budgétisation sensible au genre.

Parmi les réalisations de la Mission, on notera le « Guide référentiel Genre et espace public », sous-titré « Les questions à se poser et

4. <https://www.paris.fr/pages/egalite-femmes-hommes-ou-en-est-on-16328>

les indicateurs pertinents à construire pour un environnement urbain égalitaire », lancé en octobre 2016 (Image 2).

Image 2 : Guide référentiel de la Ville de Paris.



© Service Égalité Intégration Inclusion (SEII) - Direction Démocratie Citoyens Territoires (DDCT) - Mairie de Paris.

Librement inspiré du travail du groupe catalan *Punt 6* et destiné en priorité aux agents de la Ville, celui-ci a également servi d'outil de sensibilisation lors de réunions de personnels, en 2016 et 2017, auxquelles des chercheur.e.s de différents pays étaient invité.e.s à présenter des recherches sur le sujet.

2.2. La comparaison avec Berlin et Barcelone

Notre travail comparatif avec Berlin et Barcelone, sur la base de recueil de documents, de terrains sur place et entretiens avec différents types d'actrices dans ces deux métropoles, en 2017, nous a permis de mettre l'action parisienne en perspective. Dans ces deux métropoles européennes de taille comparable à celle de Paris, même si leur organisation et leur gestion diffèrent, les politiques d'égalité (ou *transversalidad de género*) prennent en effet des formes significativement différentes, sur plusieurs points.

Si les politiques sensibles au genre sont, dans les trois villes, portées par des élues, elles sont, à Berlin et Barcelone, également sous la responsabilité d'une administrative de haut rang au niveau central, et elles sont déclinées aux échelons locaux (les *Bezirke* à Berlin et *districtos* à Barcelone, équivalents des arrondissements parisiens). Depuis la fin des années 1980 ou le début des années 1990, la capitale allemande comme la capitale catalane comportent des conseils dédiés aux questions de genre, comprenant soit des chercheuses sélectionnées pour leurs compétences, soit des représentantes associatives, à la fois en central et à l'échelon local.

Le personnel employé par les services n'était pas du même ordre de grandeur : là où la Mission égalité du SEII de la Ville de Paris comprenait 4 personnels, son équivalent berlinois (la *Geschäftsstelle Gleichstellung*) avait un effectif de 35 personnes, tandis que Barcelone employait 25 personnes dans son service Féminisme et LGBT, 8 personnes dans les centres d'information et de ressources pour les femmes et 10 dans le service Transversalité.

Barcelone disposait de plans municipaux (initialement « pour les femmes », une appellation transformée par la suite) depuis 1991, qui ont donné lieu à des itérations successives jusqu'au « plan pour la Justice de Genre » en vigueur de 2015 à 2020 (plan public, construit de manière participative, décliné en objectifs et politiques, et doté d'indicateurs destinés à en mesurer la réalisation). Le premier plan égalité de Berlin remontait à 2008, et il fait également l'objet de remises en discussion et évaluation régulières.

Enfin, sur le plan budgétaire, même s'il était difficile d'effectuer des comparaisons terme à terme, là où la Mission égalité parisienne disposait d'un budget de l'ordre de 1,1 million d'euros (dont 0,2 million pour son fonctionnement et 0,9 million de subventions à des associations), le budget de fonctionnement de la GG berlinoise était de 14 à 15 millions d'euros, et Barcelone déployait 27 millions d'euros dans un plan global de « lutte contre la féminisation de la pauvreté ».

Il importe de souligner qu'aussi bien à Berlin qu'à Barcelone, nos interlocutrices nous ont dit leur admiration pour certaines politiques parisiennes, en matière de petite enfance par exemple, ou encore de politiques familiales ou de logement social. Il est certain que plusieurs de ces politiques bénéficient de manière significative aux habitantes de la capitale française, mais leur impact en termes de genre n'a jamais été mesuré. Ailleurs, elles pourraient être comptabilisées au titre des politiques sensibles au genre, mais ce n'est à l'heure actuelle pas le cas à Paris. De ce fait, le budget apparaît très en retrait par rapport à celui de métropoles de taille équivalente et avec des caractéristiques économiques comparables. Hormis des subventions à des associations œuvrant dans des domaines relevant des droits des femmes, le budget permet surtout l'organisation d'événements, par exemple à l'occasion du 25 novembre ou du 8 mars. C'est un budget qui, comparé avec d'autres postes de dépense annuels de la Ville de Paris, ne signale pas une priorité politique très forte, d'autant plus si on ajoute la relative faiblesse des moyens humains qui y sont dédiés.

De plus, l'absence de conseils consultatifs dédiés et contribuant considérablement au dynamisme des actions, notamment dans les quartiers, dans d'autres villes, constitue une autre faiblesse potentielle. De fait, plusieurs acteurs ou actrices à l'échelon local qui avaient cherché à mobiliser des femmes pour des marches exploratoires ont constaté la difficulté qu'il pouvait y avoir à en identifier et à faire travailler en groupe, à défaut d'organisations consultatives locales. La faible décentralisation de l'action, très concentrée en mairie centrale, avec des élu.e.s portant la responsabilité de l'égalité seulement dans une partie des mairies d'arrondissement, semble également peu propice au déploiement d'actions sensibles au genre dans les arrondissements, la seule exception provenant des Quartiers Politique de la Ville, dotés d'équipes de développement local et souvent appuyées sur des centres sociaux de proximité. Là encore, on constate une convergence de fait entre politique sensible au genre, l'effort pour faire participer les femmes au diagnostic de leur environnement immédiat et politiques sociales, dans des quartiers bien particuliers de la capitale (souvent ceux qui regroupent le plus d'habitat social, de populations défavorisées, et de personnes de nationalité ou d'origine étrangère).

On pourrait penser que cette convergence avec le social, les politiques d'intégration ou d'inclusion, est propice à une approche intersectionnelle, dans la mesure où elle pourrait se prêter à des analyses conjointes des effets du genre, de la sexualité, de la nationalité ou de la religion, du handicap, de la classe ou de la « race ». Malheureusement, dans les faits, il n'en est rien : on notera que contrairement à Barcelone, qui a cherché à lier délibérément les questions LGBT aux enjeux de genre, les deux questions restent totalement séparées dans l'approche parisienne où le registre de « l'égalité femmes-hommes », avec tout ce qu'il peut avoir d'essentialisant, reste la norme. Le SEII ne produit pas d'analyse conjointe des effets du racisme et du sexisme, alors même qu'on pourrait penser que c'est l'un des atouts d'un service réunissant des personnels dédiés à l'intégration et l'inclusion, et d'autres dédiés à l'égalité.

3. ENTRE L'ÉCUEIL DE LA « GENDERFICATION » ET CELUI DU FÉMONATIONALISME

La politique développée par la Ville de Paris s'inscrit dans deux tendances qui ont été décrites par ailleurs dans des contextes européens : l'une, qui concerne spécifiquement les politiques urbaines et l'aménagement des villes, correspond à ce que Marguerite van den Berg qualifie de « genderfication », mot-valise composé de « gender » (genre) et gentrification ; l'autre, également qualifiée par un mot-valise suggestif, est le fémonationalisme, terme dû à Sara Farris.

Ce que souligne le terme de « genderfication », proposé par des auteurs et autrices néerlandais.es, notamment à partir d'études de la ville de Rotterdam, c'est la convergence troublante entre une préoccupation nouvelle, de la part d'urbanistes, aménageurs et promoteurs, pour le bien-être des femmes (et des enfants) en ville, et des mécanismes d'exclusion sociale et d'éviction de populations et d'activités « indésirables ». L'objectif est de produire une ville aseptisée, sécurisée certes pour des publics pour lesquels l'espace public pouvait apparaître peu hospitalier, mais également marchandisée et rendue inabordable pour les plus modestes. Si la « sécurisation » des espaces suppose l'éviction des personnes sans domicile, des toxicomanes, des travailleur.ses du sexe, demandeur.ses d'asile, etc., alors on peut interroger la figure de la femme qui est mise en avant : ce n'est pas une figure complexe mais plutôt un imaginaire de femme « respectable », aux antipodes de ce que l'approche intersectionnelle nous apprend des articulations multiples entre formes de domination. Si la promotion de la « place des femmes » en ville est liée aux mécanismes de la gentrification, la transformation de quartiers populaires en terrain de jeu pour des populations toujours plus aisées, que les promoteurs immobiliers comme les municipalités tendent à courtiser, alors on est bien en présence de ce qui a été analysé ailleurs comme « genderfication ».

La grille d'analyse du fémonationalisme a été élaborée par Sara Farris pour interpréter des discours et politiques publiques à

l'échelle nationale, en lien avec les migrations internationales, notamment celles en provenance de pays musulmans et leur accueil dans trois pays européens (Italie, Pays-Bas et France). Elle trouve néanmoins une application également à l'échelle des politiques urbaines, dans la confluence mise en évidence plus haut entre Politique de la Ville et questions d'intégration des populations étrangères.

Mettre en place une politique d'égalité qui cible certains quartiers, ceux qui accueillent la part la plus importante de population racisée et/ou d'origine étrangère, tout en n'appuyant pas le déploiement sur l'ensemble de l'espace urbain de mesures destinées à améliorer la place des femmes et à faciliter leurs déplacements, c'est de fait risquer d'appuyer la *genderfication*. C'est aussi alimenter une forme de fémonationalisme qui exonère les citadins des beaux quartiers de tout sexisme et projette ce travers sur des « autres » de classe populaire, de religion minoritaire, qu'on renvoie à des origines hors Europe. Le poids de l'héritage colonialiste français, qui a tenté de construire sa légitimité sur l'idée que l'influence française allait « émanciper » les femmes des territoires colonisés, se fait encore sentir fortement dans ces rapports aux personnes perçues comme issues de ces territoires. On trouve ici un écho des représentations des interlocutrices mexicaines de mon premier terrain, promptes à imaginer la France comme pays « civilisé » et moins marqué par des rapports problématiques de genre.

Ce cadrage à la fois spatial et social empêche la reconnaissance du caractère ubiquiste des discriminations de genre, ce qui freine la mise en place d'une réelle politique de *gender mainstreaming* qui ait la dimension transversale nécessaire. De plus, le risque est fort que les politiques mises en place ne fassent qu'abonder dans un sens sécuritaire et discriminatoire à l'égard de certaines populations, faute d'une réflexion réellement intersectionnelle qui prenne en compte les multiples dimensions de la domination et n'extrait pas les enjeux de l'égalité femmes-hommes de tout un ensemble d'autres atteintes à l'égalité réelle.

Les mobilisations féministes intersectionnelles de région parisienne sont très sensibles à ces limites, comme le démontrent les actions de nombreux collectifs par exemple contre les violences policières, et comme l'illustre à merveille la bannière portée en 2017 par le groupe des *Femmes en lutte 93* : « Les femmes ne serviront pas de prétexte au racisme » (Image 3).

Image 3 : Mobilisation du collectif *Femmes en lutte 93* en 2017.



© Droits réservés.

BIBLIOGRAPHIE

Biarrotte Lucile (2017), « Féminismes et aménagement : influences et ambiguïtés. La diffusion internationale d'initiatives d'urbanisme dédiées à l'émancipation des femmes », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 112, p. 26-35.

Blanchard Sophie & Hancock Claire (2017), « Enjeux de genre et politiques urbaines : les enseignements d'une recherche à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) », *Géocarrefour*, n° 91/1, <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.10054>

Farris Sara (2017), *In the Name of Women's Rights: The Rise of Femonationalism*, Durham and London, Duke University Press.

Faure Emmanuelle, Hernández-González Edna & Luxembourg Corinne (dir.) (2017), *La ville, quel genre ? L'espace public à l'épreuve du genre*, Paris, Le Temps des Cerises.

Hancock Claire (2012), « Une lecture de politiques urbaines genrées dans des pays émergents », *EchoGéo*, n° 21, <https://doi.org/10.4000/echogeo.13145>

Hancock Claire (2015), « "Territorialiser" les politiques d'égalité femmes-hommes, pour quoi faire ? », <https://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/1746/files/2015/04/%C2%AB-Territorialiser-%C2%BB-les-politiques-d%E2%80%99%C3%A9galit%C3%A9-femmes.pdf>

Hancock Claire & Biarrotte Lucile (2020), « Are safe cities just cities? A perspective from France », dans Inés Sánchez de Madariaga & Michaël Neuman (dir.), *Engendering Cities: Designing Sustainable Urban Spaces for All*, New York, Routledge, p. 154-168.

Lépinard Eléonore & Lieber Marylène (2015), *The Policy on Gender Equality in France, in-depth analysis for the FEMM Committee*, Bruxelles, European Parliament DG for Internal Policies, [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2015/510024/IPOL_IDA\(2015\)510024_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2015/510024/IPOL_IDA(2015)510024_EN.pdf)

Listerborn Carina (2015), « Feminist struggle over urban safety and the politics of space », *European Journal of Women's Studies*, vol. 23/3, p. 251-264, <https://doi.org/10.1177/1350506815616409>

Sánchez de Madariaga Inés & Roberts Marion (dir.) (2013), *Fair Shared Cities: The Impact of Gender Planning in Europe*, New York, Routledge.

Tissot Sylvie (2007), *L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, Seuil.

van den Berg Marguerite (2017), *Gender in the Post-Fordist Urban. The Gender Revolution in Planning and Public Policy*, London, Palgrave Macmillan.

4. CUANDO LOS CUIDADOS SE TRANSFORMAN EN POLÍTICAS PÚBLICAS

ZAIDA MUXÍ MARTÍNEZ

Profesora en la Escuela Técnica Superior de Arquitectura de Barcelona (ETSAB), Universitat Politècnica de Catalunya (UPC)

INTRODUCCIÓN

Las luchas feministas por ciudades más justas, inclusivas y que tengan en cuenta las tareas de la reproducción, los cuidados de la vida, llevan décadas en nuestro contexto, aunque ha tenido que pasar bastante tiempo para que se hayan comenzado a ver reflejadas en las legislaciones y acciones concretas. Tras recorrerlas desde mediados del siglo XX, se analizarán qué políticas urbanas de género existen, cuáles son los desafíos y cómo las municipalidades, especialmente la de Barcelona, integran la cuestión de género en sus planes.

I. RECORRIDO DE LA PERSPECTIVA DE GÉNERO APLICADA AL URBANISMO EN BARCELONA

En la última década de la dictadura de Francisco Franco (1939-1975) se aprobó la Ley de las Asociaciones en 1964 que legalizó las asociaciones de vecinos, significando, no por voluntad del régimen, un primer espacio democrático y de pensamiento urbano. Estas asociaciones contaron con vocalías de mujeres que trabajaron en visibilizar las dificultades de la vida cotidiana en la ciudad tardofranquista, reclamando mejoras urbanas, servicios,

equipamientos, y espacios públicos para la vida cotidiana (Muxí, 2009). Este reclamo es consecuencia de la división del trabajo basada en roles de género, ya que debido a ello las mujeres son quienes mayoritariamente se han hecho y hacen cargo de las tareas reproductivas que las provee de un conocimiento amplio de las necesidades urbanas de las que el urbanismo tradicional está muy alejado. En 1970, se realizó en el barrio obrero del Besós, al este de la ciudad de Barcelona, un estudio para conocer las necesidades de guarderías, determinando que el 22% de las mujeres trabajaban fuera del hogar y un 50% trabajaba a cambio de un salario desde sus propios hogares. Es obvio aclarar que entonces apenas existían servicios colectivos o sociales que permitieran a las mujeres liberarse de las obligaciones de la crianza y los cuidados (Muxí, 2009).

Los movimientos feministas adquirieron una gran relevancia y visibilidad en los años de la transición democrática, iniciada con la muerte del dictador Franco en 1975, defendiendo la incorporación de la vida cotidiana en la práctica urbanística. Los grupos feministas (Magro, 2014) organizaron las «Primeras Jornadas por la Liberación de la Mujer» en Madrid en diciembre de 1975 y, en marzo de 1976, se celebraron en Barcelona las «I Jornades Catalanes de la Dona». En las jornadas de Barcelona se reunieron unas tres mil personas con representación de mujeres de toda España y participación del movimiento vecinal, a través de la asistencia de diez asociaciones de vecinos y vecinas, y diecinueve vocalías de mujeres de asociaciones de vecinos y vecinas de Cataluña. En estas jornadas se presentó por primera vez una aproximación a las cuestiones urbanas desde la experiencia de las mujeres:

Una de las nueve ponencias presentadas, dentro del apartado Ponencias, Comunicaciones y Conclusiones, fue «Mujer y Barrios» donde se demostraba y visibilizaba la relación existente entre las mujeres y su entorno habitable teniendo en cuenta que éste era el lugar por donde transcurre su vida cotidiana. Junto a la ponencia se presentaron una serie de

comunicaciones que trataban el mismo tema y lo completaban desde distintos puntos de vistas y experiencias.

En la ponencia «Mujer y barrios», [...] se destacaban dos cuestiones importantes: [...] «Las malas condiciones de vida en los barrios afectan sobre todo a las mujeres ya que son ellas las que más tiempo pasan y más tareas realizan en ellos» [y] «El problema de participación ciudadana es más grave en la mujer porque se encuentra en inferioridad, debido a la opresión a la que está sometida y a su exclusión del espacio público, con respecto al hombre.» (Magro, 2014, p. 115-116).

La revista *Vindicación feminista* (1976-1979) publicó a partir del número 4 en octubre de 1976 una nueva sección «La mujer en los barrios» que tal como explicaba Empar Pineda¹ tenía el objetivo de dar a conocer de la mejor manera las condiciones de vida de cientos de miles de mujeres en los barrios, en donde se manifestaba claramente la opresión que sufrían las mujeres, y cómo la vida cotidiana resultaba discriminatoria (Muxí, 2009, p. 5).

En 1980, se celebraron las Primeras Jornadas de Feministas Independientes en Barcelona, en las que la arquitecta Anna Bofill Levi² propuso la conferencia «Mujer y arquitectura», una mirada diferente de las mujeres sobre el entorno poniendo de manifiesto la relación entre estructura patriarcal y la forma de nuestras ciudades (Bofill, 2013).

En 1995, Isabel Segura i Soriano³ publicó la *Guía de Mujeres de Barcelona*, en la que descubre las huellas de los pasos de las

1. Empar Pineda Erdozia (Hernani, 1944) es una activista feminista española, premiada con la Cruz de San Jordi de Cataluña en 2008. Sus publicaciones están disponibles en: <https://dialnet.unirioja.es/servlet/autor?codigo=556542>

2. Anna Bofill Levi es Doctora en arquitectura, compositora y experta en urbanismo y género: <https://undiaunaarquitecta.wordpress.com/2015/07/21/anna-bofill-levi-1944/>

3. Isabel Segura i Soriano es investigadora y profesora especializada en historia de las mujeres: <https://www.acec-web.org/spa/A2.ASP?ID=449>

mujeres por la ciudad desde la época romana hasta la actualidad, espacios prohibidos y espacios vividos, leyendo la historia urbana desde otro lugar, haciendo visible lo que se encuentra escondido por el monumento, aquello que se encuentra en los márgenes de la historia tradicional.

En Europa, en 1995, se estableció un nuevo marco político con la *Carta Europea de las Mujeres en la Ciudad*, coincidiendo en ese mismo año con la Conferencia de Mujeres de Naciones Unidas de Beijing 1995, en la que se establecieron acuerdos para dar prioridad y alentar las políticas de género. La Carta Europea aboga por la incorporación de la perspectiva de género y la participación de las mujeres en 5 áreas: planeamiento urbano y desarrollo, movilidad, seguridad, vivienda y procesos de toma de decisiones políticas. Esta Carta fue ratificada al tiempo que se firmaba la *Carta del Derecho de las Mujeres a la Ciudad*, en el Foro Internacional de Mujeres celebrado en Barcelona en el año 2004.

En nuestro campo de conocimiento, es decir la ciudad y el urbanismo, fueron inspiración para esta ratificación los ejemplos de Viena con la Oficina de Planeamiento urbano y género creada en 1998 dirigido por la urbanista Eva Kail, y el programa de Montreal «Mujeres y ciudades», enfocado en la mejora de la seguridad de las mujeres y la vida cotidiana a través de la planificación urbana, y cuyas observaciones y experiencias fueron recogidos, con la coordinación de Anne Michaud, en *Guide des formatrices et formateurs. Pour un environnement urbain sécuritaire*, Programme Femmes et Ville de la Ville de Montréal⁴, del 2002.

Un precedente, temporalmente posterior a los ya citados, que también ha influido en la ciudad de Barcelona, ha sido la *Red Mujer y Hábitat. América Latina y Caribe*⁵, formada por diversas instituciones públicas y ciudadanas de América Latina,

4. El guía está disponible en: http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/femmes_ville_fr/media/documents/Guide_formateurs_environnement_urbain_securitaire.pdf

5. <https://www.redmujer.org.ar/>

especialmente a través del Programa Regional «Ciudades sin violencia hacia las Mujeres, Ciudades seguras para tod@s», que contó con el apoyo de ONU Mujeres y AECID y que ha sido realizado entre 2006 y 2011, en el que se ha trabajado en la implementación de políticas urbanas con perspectiva de género para mejorar la seguridad de las mujeres.

En el contexto catalán, Anna Bofill Levi, Rosa María Dumenjo Martí e Isabel Segura i Soriano realizaron, con fondos europeos y para la Fundació Maria Aurèlia Capmany, el proyecto «Mujeres y ciudad» con el objetivo de incorporar sus necesidades y deseos en el planeamiento urbano. En 1998, como resultado del proyecto, publicaron el *Libro blanco. Las mujeres y la ciudad. Manual de Recomendaciones para la concepción de los aglomerados urbanos desde la perspectiva de género* que compiló recomendaciones para la redacción de políticas de transformación de las ciudades catalanas. Este trabajo creó y fortaleció una red de profesionales e instituciones, tanto a escala local como internacional, para abogar por la incorporación de la perspectiva de género en las cuestiones urbanas. Esta red estuvo formada por las ciudades de Barcelona, Reus, Donostia, la región de Sachsen-Anhalt, la provincia de Barcelona, la comarca del Garraf, el Institut Català de la Dona⁶, el Consejo de las Mujeres de la Comunidad de Madrid, la red europea «Quartiers en Crise»⁷ y la Red de ciudades educadoras (Ortíz Escalante, 2019, p. 120).

En 1999, se realizó en Barcelona el primer Congreso de las Mujeres de Barcelona en el que participaron los consejos de mujeres de los diez distritos y en el que se realizó la ponencia «El espacio urbano, los tiempos y las mujeres» donde se hicieron

6. Fue durante el gobierno de Pasqual Maragall al frente de la Generalitat, que la dirección colegiada del Institut con Marta Selva i Masoliver, presidenta, Mercé Fernández i Gesalí, vice-presidenta, Anna Solà i Arguimbau, gerenta, y la directora de programas Isabel Segura i Soriano (2003-2006), cambió su nombre, transformando el singular «dona» por el plural «dones», dando cuenta de la diversidad de las mujeres y rechazando la idea de grupo homogéneo.

7. <https://www.ludenet.org/archives/qeceran/index.htm>

propuestas sobre vivienda, espacio urbano, accesibilidad y seguridad urbana.

En estas jornadas se presentaron propuestas respecto a los usos del tiempo, la ciudad y las personas, que encontraron eco en el programa del gobierno de la ciudad «Barcelona Bonanit» iniciado a mediados de los 90, y que incidía en la organización social de las personas jóvenes, buscaba la igualdad de oportunidades y la democratización de la cultura. De estos planteamientos surgieron las primeras actuaciones como la remodelación de los horarios de las bibliotecas y del transporte público, así como algunos recorridos, cargas y descargas silenciosas en la noche y el cambio gradual de los horarios de los mercados. El objetivo final de las políticas públicas de Barcelona con los nuevos usos sociales del tiempo era conseguir un mayor bienestar y más equidad entre hombres y mujeres. Desde este programa, se encargaron una serie de estudios⁸ que permitieran avanzar en esta política de tiempos, liderada por la regidora de Nuevos Usos Sociales del Tiempo (NUST) Imma Moraleda, siendo la primera publicación, en 2006, *Les polítiques de temps: un debat obert* realizada por Teresa Torns, Vicent Borràs, Sara Moreno, Carolina Recio del QUIT (Centre d'Estudis Sociològics sobre la Vida Quotidiana i el Treball):

La creación del NUST tiene otros antecedentes en el gobierno municipal. En el año 1994 se puso en marcha una experiencia piloto sobre el tiempo y la ciudad [...] las experiencias que se pusieron en marcha incidían, principalmente, en el refuerzo de la política de descentralización de los servicios municipales, para que sean más próximos a los ciudadanos y ciudadanas [...] más flexibilidad horaria en las escuelas bressol y primarias. Se exploraron posibilidades de ofrecer flexibilidad laboral a funcionarios y funcionarias municipales para poder compatibilizar los horarios laborales con el tiempo del trabajo de cuidado de las personas [...]. Desde el inicio

8. Los «Dossiers del temps» recogen una interesante producción en torno a los usos del tiempo: <https://ajuntament.barcelona.cat/tempsicures/ca/canal/dossiers-del-temps>

de las primeras actuaciones en Sants hasta ahora, el proyecto que más se ha extendido por la ciudad es el de Bancos del Tiempo [...] experiencia que comenzó a desarrollarse a finales de 1990 [...] fueron pensados para hacer visibles y dar valor a las tareas que cotidianamente hacen las mujeres procurando el bienestar cotidiano. El objetivo siempre ha sido el intercambio de tiempo, lejos de la lógica mercantil y, subsidiariamente, construir redes de solidaridad entre ciudadanos y ciudadanas [...] redes que promuevan en la ciudad valores comunitarios que no suelen estar presentes. (Torns, 2006, p. 47-48).

En los primeros años del milenio comenzaron a realizarse congresos de mujeres en diferentes comarcas de Cataluña, como el del Baix Llobregat, en donde se celebró su primera edición en marzo de 2002 y la quinta en 2018; para ello se ha contado con el apoyo de la Diputación⁹ de Barcelona. Estos congresos incorporan la discusión urbana desde la experiencia de las mujeres que habitan los territorios, así como de las experiencias desde los feminismos para la mejora de las condiciones de vida en las ciudades.

El proyecto «Mujeres y Ciudad» ha marcado un hito en la historia del planeamiento urbano feminista en Cataluña, e influyó en las políticas y leyes catalanas que comenzaron a desarrollarse a inicios de los años 2000. Especialmente las que se aprobaron en el primer gobierno tripartito de izquierdas (2003-2006), después de 25 años de gobiernos conservadores en Cataluña, debido a que en este gobierno el Institut Català de les Dones (ICD) fue colocado orgánicamente como dependiente directo de presidencia, por lo que la perspectiva de género permeó transversalmente todas las

9. Las diputaciones son instituciones de gobierno local que agrupa municipios de cada provincia, gobernada por alcaldes y regidores de los municipios elegidos de forma indirecta. La asistencia y la cooperación con los gobiernos locales se concreta en la transferencia de recursos técnicos (tareas de asesoramiento y asistencia), económicos (ayudas, fondos de prestación y créditos) y materiales (prestación directa del servicio por parte del personal de la Diputación de Barcelona): <https://www.diba.cat/es/web/ladiputacio/institucion>

políticas de este período. En particular la conocida como Ley de Barrios de Cataluña del 26 de mayo de 2004 (*Llei de millora de barris, àrees urbanes i viles que requereixen una atenció especial*), primera normativa del ámbito urbanístico en el Estado Español que introdujo el género como un parámetro del planeamiento urbano. La ley exigía que los proyectos abordaran 8 criterios, todos ellos de obligado cumplimiento, siendo el punto 6, el de equidad de género en el uso de los espacios públicos y equipamientos. Es a raíz de esta ley que muchos gobiernos municipales comenzaron a implementar la perspectiva de género en el planeamiento y el proyecto urbano.

Esta ley generó la necesidad de conocimiento y, por lo tanto, de formación en la materia que fue y está especialmente articulada por la Diputación de Barcelona, a través de cursos sobre urbanismo y género, dirigidos al personal técnico municipal. Algunas ciudades de las otras provincias catalanas realizan desde entonces formaciones específicas para su personal técnico. Así mismo, desde el Institut Català de les Dones (ICD) se ofrecieron, en coincidencia con la aplicación de la Ley de Barrios, cursos de formación para las asociaciones de mujeres del territorio catalán. Se trataban de prácticas cortas que tenían como objetivo acercar el urbanismo a las mujeres, desvelando el conocimiento que entraña su experiencia cotidiana en las ciudades y los pueblos. En coincidencia con este momento se organizaron en Barcelona, en abril de 2005, las Jornadas «Urbanismo y Género. Una visión necesaria para todos», dirigidas por la arquitecta Isabela Velázquez, que generaron un gran impacto académico, político y mediático, y contaron con la participación de académicas, técnicas y políticas tanto nacionales como extranjeras de un amplio abanico profesional, convirtiéndose en un referente histórico.

La Ley de Barrios de ámbito catalán fue precursora en la incorporación de la perspectiva de género en el planeamiento urbano siguiéndole en el 2005 el *Texto refundido de la Ley de Urbanismo, en el Decreto Legislativo 1/2005 de la Ley de los Planes*

de Ordenación Urbanística Municipal, por la que se requiere que estos planes incorporen evaluaciones del impacto de género de las propuestas urbanas. La ley modificada en 2012 estipula que el Departamento de Territorio y Sostenibilidad de la Generalitat de Cataluña tiene que incluir la perspectiva de género para garantizar la igual representación de hombres y mujeres en los órganos colegiados de planeamiento. Así la Ley Catalana de Igualdad de 2015 incorpora la perspectiva de género en urbanismo (*Llei 17/2015, del 21 de juliol, d'igualtat efectiva de dones i homes*) y establece que todas las políticas de planeamiento urbano, vivienda, movilidad y sostenibilidad incluyan la perspectiva de género en todas sus fases, del diagnóstico a la evaluación. Para poder cumplir con estas medidas, la administración pública tiene que garantizar: el acceso a la formación en cuestiones de género del personal técnico y político; la segregación de datos estadísticos por sexo; la elaboración de estudios de impactos de género y la definición de medidas correctoras; la aplicación de políticas de planeamiento urbano para crear ciudades compactas con mezcla de usos y que respondan en proximidad a las necesidades cotidianas de las personas; la creación de programas que faciliten el acceso a las mujeres a la vivienda; políticas de movilidad que den prioridad a las actividades de la vida cotidiana, especialmente aquellas relacionadas con los trabajos domésticos y de cuidados.

Todos los esfuerzos, luchas y leyes van dando poco a poco sus frutos, y actualmente (2020) se requieren personas técnicas expertas en género para concursos de grandes proyectos urbanos, así como para la redacción y revisión de los Planes de Ordenación Urbanística Municipal. Tal es el caso del trabajo realizado por el Col·lectiu Punt6, cooperativa de arquitectas, sociólogas urbanistas que trabaja en urbanismo feminista aplicando la perspectiva de género interseccional desde 2005, que ha visto como la demanda de colaboraciones, así como el interés en su trabajo y en los cursos de formación han crecido exponencialmente los últimos años, especialmente en el período 2015-2019. Y esto es, en parte, debido al apoyo explícito a políticas feministas realizado por alcaldesas de varios municipios de la región, y especialmente por

la alcaldesa Ada Colau¹⁰ y su equipo de gobierno, por una ciudad feminista y cuidadora.

2. POLÍTICAS Y URBANISMO FEMINISTAS EN BARCELONA

Las políticas de género y las políticas urbanas no solamente se resuelven con construcciones, con nuevos equipamientos, sino que son necesarias las infraestructuras blandas, que son la gestión social y la generación de redes entre personas que dan un soporte inmediato. En relación con estas redes, desde el año 2015 en el Ayuntamiento de Barcelona, la secretaría dedicada al Área de Derechos Sociales, Justicia Global, Feminismos y LGTBI ha dado continuidad a un proyecto llamado «RADARS»¹¹. Este proyecto consiste en el fomento y soporte de la interrelación barrial entre distintos comercios y personas mayores que viven solas. Un vínculo de cuidados sin quitar autonomía, pero estando al pendiente de sus necesidades y problemas. El funcionamiento es sencillo, un comercio de proximidad se hace responsable de dos o tres personas mayores que asiduamente acuden a comprar a su establecimiento. Cuando estas personas no acuden y rompen su rutina, el o la comerciante avisa a los servicios sociales del Ayuntamiento según los canales y protocolos preestablecidos.

Otro proyecto es el de «Familias Colaboradoras»¹², en el que una persona se compromete para dar apoyo en cuidados cotidianos de niñas y niños cuyas madres y padres no poseen redes familiares. Así, en días acordados, estas personas realizan distintas actividades como recogerles en las escuelas, llevarlos a actividades extraescolares u otras actividades para aliviar la carga de los cuidados familiares con un plus de afecto y compromiso personal.

10. Ada Colau Ballano fue elegida la primera alcaldesa de Barcelona en 2015, y fue reelegida en 2019.

11. Para más informaciones, consultar: <https://ajuntament.barcelona.cat/dretssocials/ca/bones-practiques-socials/projecte-radars>

12. <https://ajuntament.barcelona.cat/infancia/es/canal/servei-de-families-colaboradores>

Estas formas de «políticas blandas» en las que intervienen las personas conformando una red requieren, no tanto de espacios, sino de organización.

Otro ejemplo es la llamada «Ciudad cuidadora»¹³ que es un conjunto de servicios para atender a aquellas personas que cuidan en la ciudad. Estas personas son mayoritariamente mujeres y del entorno familiar con un trabajo no remunerado y, por otro lado, mujeres, mayoritariamente racializadas, que lo realizan como trabajo productivo, en una situación de gran precariedad. Mujeres que han migrado dejando a su familia biológica al cuidado de otras personas, u otra mujer. Esta política busca poner en el centro el cuidado de la vida, reconociendo y socializando las labores de los cuidados. Se trata de una red de actuaciones de comunicación, de reflexión, comunicación y acompañamiento basadas en la medida de gobierno¹⁴ para la democratización de los cuidados.

Dentro de estas nuevas políticas feministas en la ciudad de Barcelona, en 2017 se aprueba la medida de gobierno de Urbanismo con perspectiva de género¹⁵ que se inscribe en lo determinado por la «Medida de gobierno de transversalidad de género y el Plan de Justicia de género 2016-2020»¹⁶ que obliga a implementar políticas de planeamiento urbano, procesos y proyectos aplicando la perspectiva de género, poniendo la vida cotidiana y los cuidados en el centro de las decisiones urbanas. La medida define objetivos, metodologías a utilizar y una serie de actuaciones que generen el cambio de modelo urbano. Este sería el marco legal de alcance municipal dentro del cual se han publicado dos manuales con el objetivo de difundir y dar apoyo

13. <https://www.barcelona.cat/ciutatcuidadora/es>

14. https://media-edg.barcelona.cat/wp-content/uploads/2017/06/05124906/MGDCures_web.pdf

15. https://ajuntament.barcelona.cat/dones/sites/default/files/documentacio/mesuradegovernurbanismeigenerere_220317.pdf

16. https://ajuntament.barcelona.cat/dones/sites/default/files/documentacio/pla_per_la_justicia_de_generere.pdf

al conocimiento para la implementación de estas políticas: uno es *Urbanismo y género: marchas exploratorias de vida cotidiana*¹⁷ en el cual colaboraron dos grupos dedicados al urbanismo feminista como el Col·lectiu Punt 6¹⁸ y Equal Saree¹⁹; y el otro el *Manual de urbanismo de la vida cotidiana. Urbanismo con perspectiva de género*²⁰ que es un manual de diseño y evaluación del entorno con perspectiva de género y feminista.

Como políticas públicas aplicada al proyecto urbano, cabe destacar «Ciudad jugable»²¹, una política que pone en relación a cuatro áreas de la ciudad: ecología, urbanismo y movilidad; derechos de la ciudadanía; derechos sociales y distritos, con el objetivo de que toda la ciudad sea un espacio de juego. Asimismo, realizar un estudio primero y posterior planeamiento de ciudad basado en los espacios de juegos infantiles ejemplifica lo que supone poner la vida cotidiana en el centro de la planificación, articulando y priorizando, no el consumo, sino la vida. De esta manera, el estudio previo de diagnosis identificará las distintas infraestructuras, espacios plausibles de ser modificados, etc. Es posible comenzar las actuaciones mediante el urbanismo táctico, como por ejemplo la ampliación y apropiación de espacio en puertas de las escuelas, pero también como los llamados *popup*, espacios conformados con pocos elementos destinados al juego infantil y con educadores de calle. Luego del tanteo, y la comprobación de si funciona y son utilizados, se realizará la ejecución definitiva. Este proceso de prueba previo a la construcción del proyecto ha pasado, por ejemplo, en las plazas del barrio de Gràcia en Barcelona, plazas secas provistas únicamente de terrazas de bares donde poco a poco comienzan a aparecer espacios de juego infantil (Imagen 1; Figuras 1, 2 y 3).

17. https://ajuntament.barcelona.cat/dones/sites/default/files/documents/quaderns_metodologis_1_marxes_exploratories.pdf

18. <http://www.punt6.org/es/inicio-2/>

19. <https://equalsaree.org/es/>

20. <http://hdl.handle.net/11703/112461>

21. <https://institutinfancia.cat/es/proyectos/ciudad-jugable/>

Imagen 1: Juguem a la Plaça del Sol del Districte de Gràcia.



© Cortesía del Ayuntamiento de Barcelona.

Figura 1: Distribució de les àrees de joc, Barcelona Regional, 2018.

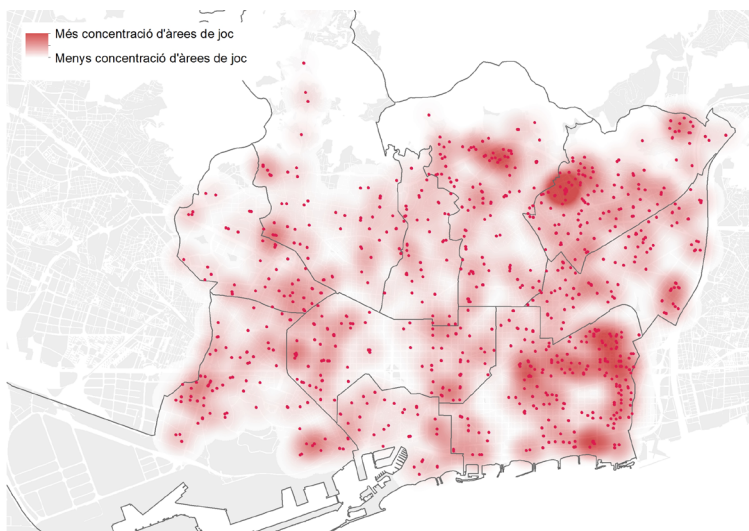


Figura 2: Localització de la Infraestructura lúdica, Barcelona Regional, 2018.

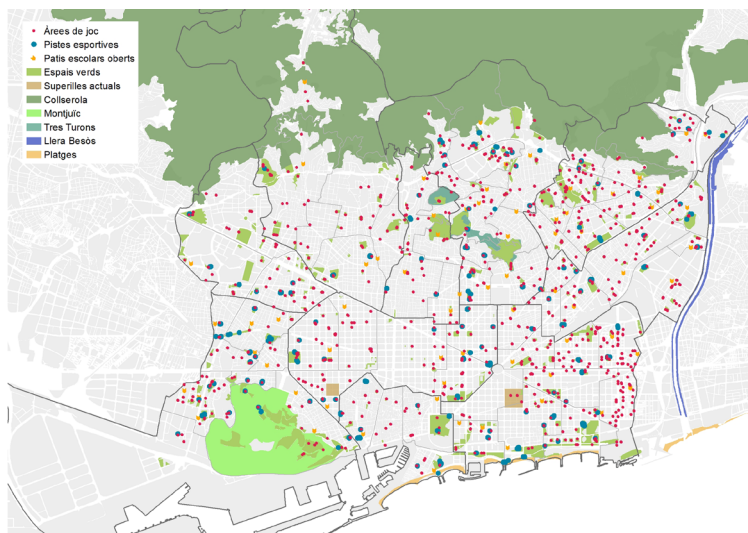
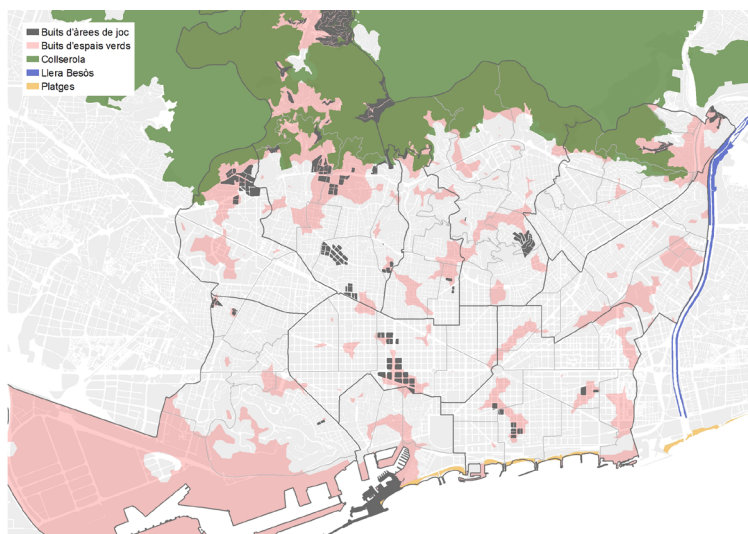


Figura 3: Dèficits d'infraestructura lúdica, Barcelona Regional, 2018.



Fuentes: Barcelona Regional, a partir de datos del Ayuntamiento de Barcelona para el Plan del juego en el espacio público.

<https://bcnroc.ajuntament.barcelona.cat/jspui/handle/11703/113764>

Siguiendo lo establecido en la medida de gobierno de urbanismo y género, antes mencionada, en la actuación 3.1.4, que marcaba la revisión con perspectiva de género del conjunto de elementos urbanos que componen el conjunto de mobiliario que se instala en el espacio público, así como la disposición en los diferentes espacios donde se sitúen, teniendo en cuenta las necesidades de las personas según el ciclo vital en que se encuentren, se realizó un proyecto para la colocación de asientos, bancos y sillas, en las aceras del distrito del Ensanche, en función de las redes cotidianas de las personas mayores.

Este proyecto fue resultado de los presupuestos participativos del distrito²². Este proyecto fue realizado por el Col·lectiu Punt 6, que siempre ha entendido que los bancos no son únicamente para el ocio y el disfrute, sino que son un elemento de autonomía y soporte, una parada de descanso que permitirá un recorrido de mayor longitud.

El trabajo se centró en el reconocimiento de estas paradas que, provistas de sillas plegables se iban marcando de acuerdo a las diversas necesidades de los vecinos y vecinas de mayor edad. Se establecieron criterios de acuerdo a las distintas necesidades, donde ubicarlos, como colocarlos, que tipo de bancos y con que características.

Este proyecto descubre que en este barrio la existencia de bancos está en los grandes ejes, más ligada al turismo y al flujo rápido. Sin embargo, no había bancos en el interior de los barrios, precisamente en aquellas zonas donde las personas transcurren su vida cotidiana y un banco constituye un elemento de apoyo y soporte a la misma y sus recorridos²³.

22. Muxi Martínez Zaida (2020), «Aplicación de la perspectiva de género al urbanismo y la arquitectura. Experiencias a escala regional y municipal en Cataluña», *Ciudad y territorio. Estudios territoriales*, vol. LII, nº 203, p. 57-70, disponible en: <https://doi.org/10.37230/CyTET.2020.203.05>

23. <https://bcnroc.ajuntament.barcelona.cat/jspui/handle/11703/108909>

CONCLUSIONES

Esta revisión demuestra todo lo que se ha avanzado en la incorporación de la perspectiva de género y el urbanismo feminista. Aunque no podamos decir que es una aproximación mayoritaria, sí que ya no causa extrañeza su implementación y cada vez es más comprendida. Sin embargo, aún hace falta una mayor incidencia desde la formación universitaria en la que no se ha incorporado de manera integrada y transversal.

Las estrategias para la implementación de políticas de género y feministas del gobierno de la ciudad de Barcelona han sido hechas de manera integrada y multiescalar. Desde las normativas a la incorporación de la participación ciudadana con perspectiva de género, al tiempo que desde otros ámbitos como la cultura o los eventos de representación política se ha buscado la paridad de representación, dando un mayor protagonismo a las mujeres para compensar los años de invisibilidad de las aportaciones de las mujeres. Sirva como demostración la elección de mujeres como pregoneras de las Fiestas de la Mercè²⁴ de 2017, 2018 y 2019, la filósofa Marina Garcés, la actriz y directora de cine Leticia Dolera y la abogada y política, alcaldesa de Madrid entre 2015 y 2019, Manuela Carmena respectivamente.

Lo especialmente destacable en las políticas reseñadas, es que se trata de cambios profundos y, como tales, atraviesan todas las esferas de la acción política, todos los servicios, buscando la interrelación entre los mismos. La realidad comprendida y trabajada a partir de cajones estancos va dejando paso a un entrelazamiento y a un cambio de prioridades, poniendo la vida cotidiana y los cuidados en primer plano. Cambios que están enraizados en los movimientos y luchas feministas de décadas. No son acciones solitarias de gobierno sino reflejo de una sociedad que aspira a la igualdad real.

24. Fiestas populares de la ciudad en honor a su patrona la Virgen de la Mercè: <https://www.barcelona.cat/culturapopular/es/fiestas-y-tradiciones/fiestas-de-la-merce>

BIBLIOGRAFÍA

Bastardes Porcel Montserrat (2018), *Les escoles bressol de l'Ajuntament de Barcelona, Memòria històrica, 1932-2007*, Barcelona, Ajuntament de Barcelona.

Blanchar Clara (2018), «L'escola bressol municipal número 100. Barcelona disposa d'una de les xarxes de llars d'infants públiques més grans d'Europa», en *El País* (edició catalana), Barcelona, disponible en: https://cat.elpais.com/cat/2018/12/26/catalunya/1545846163_744787.html

Bofill Anna (2013), «El derecho de las mujeres a la ciudad: una retrospectiva», a la ocasión del seminario «La construcción de la ciudad inclusiva», sesión «Estrategias de intervención integral en el hábitat local», disponible en: <https://urbanismeinclusiu.files.wordpress.com/2013/03/el-derecho-de-las-mujeres-a-la-ciudad-anna-bofill.pdf>

Falagán David (2019), *Innovación en vivienda asequible. Barcelona, 2015-2018*, Barcelona, Ajuntament de Barcelona.

Lacol & La Ciutat Invisible (2018), *Habitar en comunidad. La vivienda cooperativa en cesión de uso*, Madrid, Los Libros de la Catarata, «Arquia».

Magro Huertas Tania (2014), *Hacia la ciudad inclusiva. Prácticas sociales urbanas en Barcelona. 1969-1979*, Tesis Doctoral bajo la dirección de Montaner Josep María, ETSAB-UPC, disponible en: <https://www.tdx.cat/handle/10803/277359#page=1>

Muxí Martínez Zaida & Magro Huertas Tania (2009), «Women as city builders coming out of Urban Social Movements», in *The New Urban Question: Urbanism beyond Neo-Liberalism*, proceedings of the 4th International Conference of the International Forum on Urbanism (IFoU), Amsterdam-Delft.

Muxí Martínez Zaida (2013), *Postsuburbia. Rehabilitación de urbanizaciones residenciales monofuncionales de baja densidad*, Barcelona, Comanegra.

Ortiz Escalante Sara (2019), *Planning the everyday/everynight: a feminist participatory action research with women nightshift workers*, Doctoral Thesis, University of Illinois, disponible en: <https://open.library.ubc.ca/cIRcle/collections/ubctheses/24/items/1.0379046>

Salamaña i Serra Isabel (2012), «Les àgores quotidianes», en Gutiérrez Valdivia Blanca y Ciocoletto Adriana (coord.), *Estudios urbanos, género y feminismo: Teorías y experiencias*, Barcelona, Col·lectiu Punt 6, p. 25-37.

Torns Teresa, Borràs Vicent, Moreno Sara & Recio Carolina (2006), *Les polítiques de temps: un debat obert*, Barcelona, Ajuntament de Barcelona.

5. FEMINISMO TERRITORIAL. ACCIONES Y DESAFÍOS EN EL MARCO DE LA PANDEMIA Y DEL PROCESO CONSTITUYENTE EN CHILE¹

PATRICIA RETAMAL GARRIDO

*Profesora de Historia y Geografía. Coordinadora de Transversalización de Género, Universidad de Concepción
Co-fundadora de Ciudad Feminista*

INTRODUCCIÓN

Este artículo reflexiona sobre el feminismo territorial bajo la pandemia Covid-19 y la discusión por una nueva constitución en Chile. Esto lo hacemos enfatizando en los activismos feministas bajo contextos de organización popular urbana-rural, y la incidencia en la elaboración de una nueva carta magna. Nos apoyamos también en los resultados de los talleres para *mujeres dirigentas y proceso constituyente* desarrollados con ayuda de la Fundación Friedrich Ebert y la iniciativa «Ahora Nos Toca Participar»² entre los meses de septiembre y octubre del año 2020, los que tuvieron como objetivo promover la discusión sobre

1. Una versión preliminar de este texto tomó algunos elementos del trabajo de sistematización realizado por Joselyn Varas. Dicha versión también recogió algunas reflexiones desarrolladas junto a Alejandro Siebert en el marco del seminario «Herramientas y estrategias para la investigación inter y transdisciplinar», realizado en el programa Doctoral Territorio Espacio y Sociedad, de la Universidad de Chile.

2. Plataforma que reúne a más de 250 organizaciones sociales, creada durante el estallido social chileno, para promover la formación y participación ciudadana en el proceso constituyente: <https://ahoranostocaparticipar.cl>

participación de mujeres de diversos territorios en el proceso constituyente.

A partir del 18 de octubre de 2019, los movimientos sociales urbanos y rurales se levantaron en contra de la precarización de la vida provocada por el sistema neoliberal en Chile. El llamado «estallido social» permitió que la organización territorial fuese retomada con fuerza, a través de asambleas de discusión y debate territorial autoconvocado a nivel comunal y nacional. Este fortalecimiento del tejido social y los activismos feministas locales fueron claves para enfrentar el posterior escenario de pandemia y la ausencia del Estado en la garantía de derechos esenciales (agua, salud, vivienda, educación, por mencionar algunos).

Actualmente nos encontramos en medio de un Proceso Constituyente, donde la población chilena decidió en las urnas, el pasado 25 de octubre de 2020, redactar una nueva Constitución dejando atrás la escrita en 1980 en plena dictadura militar. Este escenario abre el debate por la participación de mujeres en los diversos territorios, la coordinación en red y la necesidad de levantar demandas desde los territorios desde una perspectiva feminista.

Para lo anterior, creemos que es central preguntarnos cuáles son los desafíos de las mujeres organizadas a nivel territorial en el proceso constituyente. A partir de los talleres aplicados e iniciativas de articulación en red de organizaciones feministas y territoriales en miras al proceso constituyente, analizando dichos procesos a partir de las voces de las participantes, las teorías de geografía feminista, la perspectiva interseccional y la técnica del metálogo.

I. CONTEXTO POLÍTICO POST ESTALLIDO SOCIAL E INICIOS DE UNA NUEVA CONSTITUCIÓN EN CHILE

Tras el estallido social del 18 de octubre 2019, surgió como principal demanda la obtención de derechos básicos por medio de la redacción de una nueva Constitución. Como respuesta a la activa movilización, se acuerda entre diferentes partidos políticos iniciar

un proceso constituyente que permitiría acabar con la Constitución redactada y ratificada en por la dictadura de Augusto Pinochet en 1980. A pesar de dar inicio al proceso, el itinerario establecido se ve alterado por la pandemia, que además evidenció con más fuerza la desigualdad social, la crisis de cuidados y la merma de derechos de mujeres y niñas. En este escenario, las organizaciones sociales comenzaron a activar diversos espacios de co-construcción, primero promoviendo el apoyo mutuo frente a la precarización aumentada por la pandemia y, segundo, para entregar herramientas teórico-metodológicas sobre el proceso constituyente para visibilizar la realidad social en los diversos territorios.

Para ese momento, el contexto nacional era el siguiente: de acuerdo con el Centro de Microdatos de la Facultad de Economía y Negocios de la Universidad de Chile, para el año 2020 el desempleo llegó al 15,6% en Santiago de Chile y, de acuerdo con el Instituto Nacional de Estadística³, un 11,2% a nivel nacional en el último trimestre, la peor cifra en 35 años. Sumado a ello, de acuerdo al Informe de Endeudamiento (Comisión para el mercado financiero, 2019), los hogares en Chile tienen adeudados el 70,15% del total de los ingresos disponibles; «un máximo histórico, debido al declive de ingresos que va en paralelo al mayor endeudamiento bancario (Cavallero y Gago, 2019, p. 24). Por último, la distribución por género muestra que 60% de estos deudores son mujeres y 83% tiene un ingreso inferior a 1000 dólares» (Comisión para el mercado financiero, 2019).

En este contexto, coinciden los datos sobre pobreza multidimensional, lugar donde se habita y fallecidos por Covid-19; cifra que durante el año 2020 alcanzó las 22 235 mil muertes en un país con 18 millones de habitantes.

Frente a este escenario, las mujeres dirigentas de distintos espacios manifestaron la necesidad de articularse para contrarrestar las desigualdades socio territoriales. Primero, en medio de la

3. Informe de Endeudamiento, creado por la Comisión para el Mercado Financiero: https://www.cmfchile.cl/portal/estadisticas/617/articles-28149_recurso_1.pdf

pandemia, elaboraron diferentes estrategias de sobrevivencia como las «ollas comunes» (Imágenes 1 y 2), centros de acopio de comida e insumos para salud sexual y reproductiva en todos los barrios y poblados en los que era necesario. Solidaridad y resistencias que sólo se había visto con esta intensidad en los años 1980, en plena dictadura y crisis económica (Espinoza, 2020).

Imagen 1: Olla común en los años 1980.



© Max Donoso, «Olla común en una población de Santiago», en Clarisa Hardy (1986), *Hambre + dignidad = ollas comunes*, Santiago de Chile, Programa de Economía del Trabajo (PET). Colección Biblioteca Nacional de Chile, disponible en Memoria Chilena (<http://www.memoriachilena.gob.cl/602/w3-article-79582.html>).

Es fundamental subrayar el carácter feminizado de estas iniciativas, «por la presencia mayoritaria de jefas de hogar, es decir, principal sostén familiar [...] y por el tipo de tareas que realizan y que tiene que ver con labores de cuidados comunitarios, de provisión de alimentos, de seguridad y de limpieza barrial, y de modo extenso de producción de infraestructura de servicios básicos para la reproducción de la vida» (Cavallero y Gago, 2019, p. 20). Precisamente, el símbolo de la olla común da cuenta de un

problema de alta vulnerabilidad, pero de activa cooperación: «sacar las ollas a la calle es también hacer política de lo doméstico como lo viene haciendo el movimiento feminista; sacando del encierro, del confinamiento, y de la soledad. Haciendo de lo doméstico un espacio abierto en la calle, de esto se trata la politización de la reproducción» (Cavallero y Gago, 2019, p. 28).

Imagen 2: Olla común año 2020.



© Claudia Pool Oviedo, @claudiapool_foto.

En este contexto se refuerza el concepto de «reproducción de la vida», desde la perspectiva feminista, que involucra la producción de alimentos, el mantenimiento de las relaciones sociales y la preservación del conocimiento y de las tradiciones culturales (Winders y Smith, 2019). Así también lo definen como un concepto que supera la desigualdad estructural percibida a partir del reconocimiento del trabajo doméstico y de cuidados como labor exclusiva de mujeres, y lo aborda desde una multiplicidad de factores a un nivel diario y generacional por el trabajo físico, emocional y mental para la producción de la población y su organización social (Arruzza *et al.*, 2019).

Dentro de este escenario, se avanza en el itinerario constituyente. Un proceso político que puede promover alternativas para un mejor vivir en Chile y que pueda responder frente a las desigualdades socio territoriales para construir institucionalidad con mayor justicia social. En este proceso el movimiento feminista exige un vínculo entre las demandas históricas y la construcción de la nueva Carta Magna.

Para profundizar en último punto, se contextualizará brevemente la situación de las mujeres en la región y la perspectiva teórica metodológica de la geografía de género e interseccional como un insumo para este análisis.

2. FEMINISMO Y TERRITORIO, UNA MIRADA DESDE LA GEOGRAFÍA

En Latinoamérica, las consecuencias de las dictaduras militares de los años 1970, el arribo del modelo neoliberal y extractivo y la ausencia del Estado en materia de derechos sexuales y reproductivos marcaron la agenda política del movimiento feminista, que se matiza de acuerdo a las condiciones socio territoriales que experimentan distintas comunidades de mujeres en el continente. A partir de lo anterior, la geografía feminista y la interseccionalidad han permitido conocer la experiencia situada de mujeres y niñas, y con ello, refundar las metodologías de la geografía que no permitían conocer dicha experiencia, iniciando los análisis de género desde la geografía (Ibarra y Escamilla, 2016) y dando cuenta de las distintas categorías que están presentes en estos análisis: el lugar, la edad, la raza, y el género.

Desde la Universidad Nacional Autónoma de México, surgen esfuerzos por impulsar «el desarrollo de los estudios sobre la problemática entre el espacio, el feminismo, el género y la diversidad sexual, en los próximos años» (Ibarra y Escamilla, 2016) a través del libro *Geografías feministas de diversas latitudes*; uno de los primeros esfuerzos de recopilación bibliográfica a nivel global de habla hispana. Evidenciado primero los territorios urbanos y rurales que han sido construidos desde una perspectiva

masculina, lo que ha permitido un avance desproporcionado del modelo neoliberal. Segundo, se privilegia la circulación de flujos de mercancías, y la construcción de grandes proyectos inmobiliarios/extractivistas por sobre el bienestar de mujeres y hombres, quienes tienen un rol histórico de habitabilidad en los distintos espacios. Tercero: las ciudades poseen bajas condiciones de seguridad, que no favorecen la autonomía y promueven espacios hostiles que perjudican directamente a las mujeres; ejemplo de ello es el acoso callejero. Cuatro: el transporte (los recorridos) es diseñado sin considerar que las mujeres son las principales responsables del cuidado y del desplazamiento de niños, niñas y ancianos (Ibarra y Escamilla, 2016).

En contextos rurales, Sandra Fernández (2007), Ximena Valdés (2015) y Astrid Ulloa (2016), por mencionar a algunas, han impulsado el análisis desde los marcos de la geografía feminista y el avance del modelo extractivo en estos territorios.

En Chile, Sandra Fernández y Ximena Valdés han desarrollado los efectos del «modelo Californiano de agroindustria» en la vida de las mujeres rurales en Chile, impuesto por la reestructuración al sistema alimentario mundial en la década de 1980. La feminización de la agroindustria y las relaciones laborales que se han desarrollado bajo este modelo ha sido ampliamente documentado por Ximena Valdés, quien bajo diferentes casos de estudios, documenta que la fuerza laboral de la industria frutícola se compone de un 60% de mujeres, quienes están expuestas a inestabilidad, estacionalidad, vulnerabilidad e informalidad (Valdés, 2015).

Sandra Fernández señala que, a pesar de que las mujeres se van autocapacitando a través de la experiencia y alcanzan grados eficientes de labor, las tareas que se les asigna son las menos sofisticadas y rutinarias, y aquellas en las que no es posible avanzar en la carrera laboral. Por tanto, la autora señala que no es posible llevar a cabo transformaciones estructurales mientras se asuma que las mujeres poseen cualidades «naturales» para

realizar ciertas labores, y no comprender el carácter *social* de la organización del trabajo asalariado y doméstico.

Por su parte, Astrid Ulloa ha profundizado en el extractivismo minero, generando las preguntas siguientes: ¿Cómo las construcciones de género se expresan en el extractivismo minero? ¿Por qué en el extractivismo minero se incrementa la violencia hacia las mujeres? ¿Cuáles son las resistencias y alternativas que generan las mujeres frente a los extractivismos, incluido el minero? Y sus respuestas han permitido conocer: primero, en contextos extractivos el cuerpo de las mujeres se vuelve el escenario del conflicto; segundo, las mujeres hacen parte de los procesos mineros, pero en actividades de preparación de alimentos o lavado de ropas, con paga desigual y bajo relaciones de acoso sexual y violencia; tercero, las mujeres, que se asumen como defensoras de la vida, han sido criminalizadas o asesinadas por sus protestas, sus cuestionamientos a los extractivismos o por demandar alternativas frente a los desarrollos capitalistas que destruyen sus territorios (Ulloa, 2016).

A partir de lo anterior, podemos reconocer que la geografía feminista permite visibilizar la relación de las mujeres en contextos territoriales disímiles. Sin embargo, no será lo mismo observar lo que pasa con mujeres andinas, migrantes, colonas, ancianas y niñas. Esto puede ser complementado con la perspectiva interseccional, para identificar la multiplicidad de configuraciones de relaciones de género, posiciones y roles que deben observarse al analizar la condición de las mujeres en estos contextos extractivos.

3. INTERSECCIONALIDAD Y GEOGRAFÍA DE GÉNERO

La interseccionalidad es una herramienta analítica útil para entender y responder a las maneras en que el género se cruza con otras categorías que contribuyen a experiencias de opresión y/o privilegio. Se basa en la premisa de que la gente vive identidades múltiples, derivadas de las relaciones entre: sexo/género, raza, clase, sexualidad, edad, capacidad diferenciada, etc. (Viveros, 2016).

Si bien su teorización proviene de Europa y Norteamérica, en Latinoamérica se trabajó durante décadas sin ser denominada «interseccionalidad». De acuerdo a Mara Viveros, «es fundamental para entender su génesis y desarrollo, y el lugar que ocupan la raza y el racismo como modalidades particulares de la dominación; igualmente, para explicar la importancia de la experiencia y la práctica social como fuentes de conocimiento, y el lugar asignado a la resistencia» (Viveros, 2016, p. 14).

Esta categoría nos invita a preguntarnos desde dónde escribimos y para qué lo hacemos. Mara Viveros pone especial énfasis en no cerrarse frente a las intervenciones de las nuevas diferencias, ampliar los horizontes identificando la hegemonía, los procesos de poder-saber y estar atenta a los movimientos sociales, y por cierto «formular interrogantes en función de los objetos de estudio» (Viveros, 2016, p. 15).

En definitiva, la interseccionalidad nos invita a repensar las metodologías desde la geografía. Peter Hopkins aplica la interseccionalidad desde la geografía feminista, y nos propone utilizar categorías específicas con enfoques abiertos, exploratorios «que brinden a los encuestados la oportunidad de compartir partes de sus vidas que el investigador no necesariamente considere importantes» (Hopkins, 2018, p. 4). Desafiando los límites entre lo íntimo o de la vida cotidiana, espacio donde se articulan comúnmente las labores de reproducción social. Por tanto, es importante considerarla como enfoque y método de estudio.

4. METODOLOGÍA PARA UN PROCESO CONSTITUYENTE DESDE UNA PERSPECTIVA FEMINISTA Y TERRITORIAL

Para apoyar el proceso constituyente desde una perspectiva feminista y territorial, se diseñaron talleres para *mujeres dirigentes y proceso constituyente* con el propósito de reunir a las mujeres dirigentes e intercambiar información, enfoques y metodologías para nutrir la discusión en sus respectivos espacios de organización. Lo interesante de este proceso es que se abre un espacio conceptual

para entender las propuestas de mujeres sobre un control local, así como sus demandas por otras relaciones de género entre hombres y mujeres, el trabajo productivo y reproductivo, la movilidad y las condiciones espaciales en las que se habita.

Para realizar estos ejercicios se utilizó la técnica del metalogo, «una propuesta sistémico-constructivista de observación e intervención contextual, dirigida a fomentar reflexividad a partir de la promoción de observación de segundo orden» (Urquiza *et al.*, 2018, p. 183). Esta técnica ayuda a promover la construcción colectiva y horizontal. Y específicamente, permite «la co-construcción de documentos donde se coordinen las perspectivas de los participantes y las expectativas de los arreglos estructurales y organizacionales en los que estos operan» (Urquiza *et al.*, 2018, p. 183), lo que fortalece los diálogos inter y transdisciplinar.

Esta herramienta significó una oportunidad para integrar tres tipos de rendimiento: instrumental, sustantivo y normativo, aportando una comprensión común de conceptos que podrían servir como método de observación e intervención política («interfaz entre ciencia y política») promoviendo «un mayor grado de reflexividad, dentro de instancias dialógicas de tipo transdisciplinarias orientadas a facilitar la coordinación entre distintos actores y diversas racionalidades» (Urquiza *et al.*, 2018, p. 186).

A partir de lo anterior, se realizaron ocho talleres en donde se entregaron herramientas teóricas y metodológicas para comprender la Constitución, como afecta a nuestra vida cotidiana y como promover el trabajo colectivo, la participación y capacidad negociadora de dirigentes mujeres de diversos territorios. Uno de los principales objetivos era provocar un efecto expansivo de la socialización de contenidos y, principalmente, la discusión sobre las demandas y expectativas que tienen en torno a la Nueva Constitución.

Para ello se propuso trabajar con la intervención, multi bidireccionalidad, la innovación y participación, promoviendo diálogos a partir de información sobre el proceso constituyente, la importancia de la participación política en la historia de Chile y respondiendo preguntas como: ¿Qué es la participación? ¿Qué es la Constitución? ¿Cuál es el itinerario del Proceso Constituyente? Y, finalmente, ¿cuáles son los desafíos de las mujeres organizadas a nivel territorial en el proceso constituyente? ¿Cuál es el mayor impedimento para que las mujeres participen del accionar político? ¿Es el metálogo una herramienta para procesos de co-construcción con mujeres dirigentas?

A partir de esta experiencia se sistematizaron los resultados, dando cuenta de los talleres «Mujeres dirigentas y proceso constituyente», en donde participaron 152 mujeres de diversas regiones del país entre agosto y octubre del año 2020.

5. RESULTADOS DE LOS TALLERES DE MUJERES DIRIGENTAS, EXPERIENCIA DE CO-CONSTRUCCIÓN

Frente a la emergencia sanitaria, se decidió convocar bajo la modalidad *online* debido al riesgo de contagio y la restricción de movilidad por la cuarentena que fue decretada en diferentes regiones del país. De este modo, los talleres se realizaron vía Zoom, lo que permitió la creación de grupos y obtener respaldo de cada sesión. No obstante, desde el comienzo se evidenció la brecha digital de género⁴, por la falta de acceso a internet o ausencia de alfabetización digital.

4. De acuerdo a la encuesta nacional del Centro de Estudios de Género de PRO-DEMU aplicada en marzo del año 2020, el 79,2% de las mujeres tiene un celular y algún tipo de conexión a internet. Sin embargo, «esto no se relaciona, necesariamente, con que tengamos las competencias para utilizarlos como herramienta que nos conecte con el espacio público en tiempos de confinamiento», declara Paola Diez Berliner, Directora nacional de PRODEMU, en: <https://opinion.cooperativa.cl/opinion/politica/brecha-digital-de-genero/2020-07-25/094159.html> Para más información visitar: [https://prodemu.feriasprodemu.cl/wp-content/uploads/2021/estudios/Bienestar_general%20 y Encuesta TIC.pdf? t=1617201509](https://prodemu.feriasprodemu.cl/wp-content/uploads/2021/estudios/Bienestar_general%20y_Encuesta_TIC.pdf? t=1617201509)

A partir de lo anterior, las mujeres participantes, sus experiencias y conocimientos, si bien tienen aspectos en común, también se diferencian, y estas similitudes o divergencias deben ser estudiadas a partir de los acontecimientos biográficos y momentos bifurcativos (Muñoz, 2018). Sin embargo, el escenario digital nos obligó a incorporar nuevos elementos metodológicos para lograr un intercambio de acuerdo a lo esperado. Esto fue, preguntas interactivas, mostrar imágenes representativas del momento histórico, escucha activa, promoción de historias y estrategias de acción local.

Al finalizar la entrega de herramientas de formación cívica en los talleres, se abre el espacio para que las dirigentas compartan las lecturas que hacen sobre sus comunidades o territorios respecto a la participación de las mujeres. Esta instancia nos permitió asumir «una metodología de observación e intervención dirigida a fomentar la coordinación entre participantes de un sistema interaccional, convocado alrededor de un tema de interés común» (Urquiza *et al.*, 2018, p. 191). Para lo cual las preguntas antes mencionadas se transformaron en ejes temáticos, los que se identificaron como participación, Constitución y trabajo territorial feminista.

6. ALGUNOS DE LOS PRINCIPALES RESULTADOS DE LOS TALLERES

6.1. Impacto del proceso constituyente para las mujeres a nivel de barrios o comunas periféricas

Si bien se presenta la autoafirmación de que *la nueva Constitución no le va a cambiar la vida a toda la ciudadanía de un momento a otro*, deja claro que es una oportunidad estratégica para disputar los derechos sociales que son exigidos, con más fuerza desde el estallido social, y que tendrán efectos positivos sobre las futuras generaciones. Sobre lo último, hacen énfasis en la oportunidad que implica para las mujeres y sus derechos, ya que identifican las desventajas estructurales a nivel individual, social y territorial. También aluden a la posibilidad de pensar en un nuevo Estado garante de derechos para todas y todos. Esta invitación significa

que las personas comprendan la influencia cotidiana que tiene la Constitución en sus vidas; lo que incluye un trabajo de educación cívica desde el inicio hasta el fin del proceso en el que todas puedan aprender como también compartir aprendizajes.

Las mujeres participantes identifican como fundamental generar o abrir espacios de diálogo paritarios para lograr incidir desde la perspectiva de género. Esto quiere decir que hay que velar por la inclusión de diferentes mujeres, las de tercera edad, migrantes, habitantes de zonas urbanas y rurales. La preocupación es principalmente por las mujeres cuidadoras y las que se encuentran en sectores periféricos y rurales, producto de las dificultades de movilidad, desplazamiento o conexión. Para abordarlo, surgen ideas sobre el trabajo territorial dirigencial «a pie» para acercarse a dichas mujeres. En este punto es clave considerar la perspectiva interseccional, las mujeres no responden a solo un perfil y la segregación en nuestro país da cuenta de estas diferencias.

Finalmente hay una ambición por instalar mecanismos de participación incidentes, es decir que la discusión que den las y los constituyentes electos vaya de la mano con discusiones colectivas de los territorios a los que representan. Por lo tanto, será necesario hacer *lobby* con las diferentes fuerzas políticas para lograrlo.

Por último, se plantea que las mujeres y feministas están expuestas a la violencia política en estos contextos, por lo que hay que generar estrategias de seguridad para prevenir y sancionar este tipo de violencias.

6.2. Bajo alcance del movimiento feminista en los territorios

En este tópico, las dirigentas evalúan desde diferentes aristas el alcance del movimiento feminista en las zonas que habitan. En primer lugar, se considera que el feminismo es más cercano a las mujeres jóvenes y universitarias, que a las de la tercera edad, ya sea porque lo encuentran muy disruptivo o no se atreven a divulgar que se sienten identificadas. Se menciona que para articular un trabajo feminista territorial extensivo a los diferentes

rangos etarios hay que considerar cuatro puntos: 1) Conocer a las organizaciones que están presentes y tener una relación con sus dirigencias y así reconocer conjuntamente los elementos que les unen; 2) promover un lenguaje común desde «las mujeres» de los barrios, villas o comunas; 3) socializar los distintos medios de comunicación a distancia para que sean difundidos en todos los rangos etarios; 4) tener en consideración los datos arrojados por dichos espacios donde habitan, nivel de denuncias por violencia intrafamiliar, datos sobre calidad de vida urbana, número de habitantes, empleabilidad, entre otros.

Al señalar la presencia territorial del movimiento feminista en el marco del proceso constituyente, la mayoría de las dirigentas manifiestan que es baja. Se plantea que el movimiento tiene una alta presencia en los centros urbanos y universitarios, pero no incide en zonas periféricas, intermedias y rurales, incluso bajo la premisa que en dichas zonas existe una multiplicidad de violencias. Las dirigentas de estas zonas tienen que lidiar con las diferencias socio territoriales en este proceso político, y es difícil hablar desde «el feminismo». En este punto se reflexiona sobre la importancia de co-construir diagnósticos locales sobre las problemáticas de las mujeres y las dificultades que experimentan y, en base a ello, promover los derechos de las mismas.

Si bien las mujeres han hablado sobre las campañas del Apruebo (nueva Constitución) con sus comunidades, nunca se han preguntado sobre la posibilidad de una Constitución liderada por las mujeres y menos sobre una «Constitución feminista». Entonces, para promover esta discusión, surgen ideas como la promoción de formación política desde la perspectiva de género o feminista en dichas zonas.

Por último, se declara de vital importancia generar, fortalecer o reactivar redes territoriales entre mujeres, que no sean exclusivamente feministas, sino que se relacionen con otras demandas locales. Algunas alternativas que se mencionan son la promoción de mateadas entre mujeres, convocando a los centros

de madres, colectivas culturales de bordado, pintura o escritura. Con dichas redes territoriales, se propone iniciar la elaboración de contenidos en torno a los derechos de las mujeres y, de ese modo, construir una agenda local.

6.3. Dificultad para lograr una participación alta y diversa de mujeres

Una primera dificultad detectada por las mujeres es la carencia de formación cívica y política, lo que limita el nivel de adhesión o posicionamiento que puedan tener. En particular se alude a la falta de conocimiento sobre lo que contiene o implica la Constitución como también qué es lo que viene después del Plebiscito de entrada a la nueva Constitución.

Reconocen la existencia de una brecha digital de género, determinante en zonas rurales y periferias. Las participantes declaran que, producto de la pandemia, no han podido reunirse o encontrarse presencialmente con sus comunidades, por lo que dependen de las redes sociales o plataformas digitales de reunión grupal como Zoom y Meet. Estos medios aún no son de uso masivo, ya sea porque muchas mujeres no saben manejarlos o porque no cuentan con una conexión a internet, por lo que tienen una situación de desventaja en comparación a las mujeres que viven en los centros urbanos.

Otro obstáculo identificado en todos los encuentros es el trabajo doméstico y de cuidados, que les impide involucrarse en actividades, reuniones, cabildos o manifestaciones. Este es identificado como una carga de trabajo importante en su cotidiano, de casi exclusiva responsabilidad de ellas, lo que no ha cambiado al interior de sus hogares, a pesar de ser un tema demandado por el movimiento feminista.

6.4. Desconfianza hacia los partidos políticos

Tras la fuerza del movimiento feminista en los últimos años se han posicionado demandas como *no violencia contra las*

mujeres, igualdad salarial, derechos sexuales y reproductivos, por mencionar algunos. En este escenario, es que se teme el uso interesado de figuras femeninas para respaldar opciones de voto y convocar a más mujeres al Plebiscito de entrada (votación del 25 de octubre 2020) y futuras elecciones de constituyentes. También se teme la invisibilización de mujeres populares que recogen las problemáticas de sus territorios, a causa del posicionamiento de mujeres profesionales de sectores económicos acomodados.

A su vez, preocupa la relación de las comunidades con los partidos políticos. Si bien se observa el deseo y la motivación por parte de dirigentas para participar del proceso constituyente, desisten porque los hombres o los partidos se toman la palabra en las instancias de discusión. Junto a ello, persiste la división entre las y los vecinos a causa de los partidos políticos que tienen presencia en el sector porque no explican de forma correcta o clara sus posiciones, por lo que se duda de la intención que tengan para levantar las necesidades del territorio antes que los intereses de las organizaciones partidarias que integran.

Finalmente, se reitera la incertidumbre sobre la representatividad que tendría la Convención Constitucional, es decir que las personas que sean electas representen los intereses de las y los oprimidos.

REFLEXIONES FINALES

Los talleres, realizados entre los meses de septiembre y octubre del año 2020, permitieron articular un diálogo en torno a la problematización del feminismo territorial, pero también las tensiones provocadas por el estallido social, la posterior pandemia y el proceso constituyente. Por ello, la metodología prefijó temáticas en torno a las mismas dificultades y las posicionó a nivel socio espacial, de acuerdo a elementos entregados por la geografía de género.

Este ejercicio abre un espacio conceptual para entender las propuestas de mujeres sobre un control local, así como sus

demandas por derecho sociales, participación y resistencias. A estas dinámicas políticas de las mujeres, la antropóloga colombiana Astrid Ulloa las denominará «feminismos territoriales» (Ulloa, 2016), generando el esfuerzo de vincular demandas de mujeres y el contexto territorial en el que se encuentran; una perspectiva que se transforma en un aterrizaje concreto desde los elementos que entrega el feminismo, la geografía y la interdisciplina. Por tanto, hemos ocupado este concepto como base del trabajo. Sin embargo, el quehacer político de mujeres dirigentes en sus respectivos territorios las autodefine como mujeres que luchan por los derechos de otras mujeres, siendo aún el concepto feminismo distante, por edad, clase social e incluso lugar habitado.

En este sentido, la interseccionalidad se convierte en una herramienta útil para distinguir las múltiples categorías y la dificultad en la adaptación de categorías de análisis en las mujeres del Sur global. Por tanto, su uso será fundamental para la creación metodológica y por tanto, los análisis posteriores.

Así también, los tiempos, estrategias y habilidades entre una virtuosa tensión entre proximidad y distancia de todas las mujeres involucradas en el sistema de interacción (Urquiza *et al.*, 2018) promovidos por la herramienta del metálogo ayudaron a conocer las principales dificultades que enfrentan las mujeres para participar del proceso, proyectando posibles respuestas para revertir las limitaciones. Este sistema de interacción aporta valor, en tanto «requiere que cada uno de [las participantes] esté en condición de percibir que se percibe mutuamente con otros, por lo cual las selecciones de sentido que operan en sus comunicaciones se realizarán tomando en cuenta a los otros participantes» (Urquiza *et al.*, 2018, p. 188). Las participantes lograron mediar sus intervenciones en consideración al resto de sus pares y las encargadas del taller, construyendo un diálogo multi-bi-direccional, aprehendiendo nuevas estrategias y formas de relacionarse para impactar, intervenir y construir desde lógicas colectivas, feministas y solidarias.

Cabe destacar que el resultado de cada taller sería reenviado a las participantes. Tanto el material gráfico como la metodología, discusiones y resultados, adaptados de acuerdo a las intervenciones, para ser replicados en otros espacios. Es clave esta devolución para cumplir con el efecto expansivo, pues le daba a las participantes un rol y a la vez la oportunidad de generar nuevos encuentros formativos, con el fin de fortalecer redes con otros espacios liderados por mujeres y traspasar lo aprendido.

La implementación de estos talleres con enfoques participativos, no solo permitieron «encontrar y promover soluciones transformativas para los problemas reales y urgentes que acechan la sociedad» (Urquiza *et al.*, 2018, p. 186) sino también grados de reflexividad, intercambio y coordinación entre mujeres y racionalidades heterogéneas (Urquiza *et al.*, 2018).

A continuación, visualizamos las etapas del metálogo (Figura 1), homologando el ejercicio elaborado por Urquiza *et al.* (2018).

Figura 1: Etapas del metálogo desarrollas en este trabajo.

<p>Etapa 1: definición de objetivos y del sistema de interacción</p>	<p>Entregar herramientas teóricas y metodológicas sobre el proceso constituyente y promoción de discusión sobre las demandas y expectativas que tienen sobre la nueva Constitución.</p>
<p>Etapa 2: cuestionarios</p>	<p>¿Qué es la participación? ¿Qué es la Constitución? ¿Cuál es el itinerario del Proceso Constituyente? ¿Y cuáles son los desafíos de las mujeres organizadas a nivel territorial en el proceso constituyente?</p>

Sobre la pregunta ¿Cuáles son los desafíos de las mujeres organizadas a nivel territorial en el proceso constituyente? Creemos que es necesario superar las dificultades identificadas a partir de estrategias colectivas pero creadas entre las mismas dirigentas, pobladoras, vecinas, en base a los diagnósticos locales y las percepciones en torno a las desigualdades que las aquejan. Si bien en Chile hay una agenda común feminista, esta no responde a las dificultades experimentadas por las mujeres a nivel territorial, segregado, urbano o rural. Además, las responsabilidades de trabajo doméstico y de cuidado se identifican como una dificultad para la participación.

En Chile, el trabajo doméstico y de cuidado no es reconocido, y ha comenzado a ser una demanda del movimiento de mujeres y feministas, por tanto, se propone profundizar en esta premisa a partir del concepto de *reproducción social*, entendido como un vasto cuerpo de actividades vitales por la organización y reproducción de las sociedades. De acuerdo con la filósofa Cinzia Arruzza, hoy, «esta demanda tiene un carácter explosivo, pues cuantas más horas de trabajo asalariado demanda cada hogar el neoliberalismo y cuanto menos apoya el Estado de bienestar social, más se empuja a las comunidades y sobre todo a las mujeres hasta el punto de quiebre» (Arruzza *et al.*, 2019, p. 43). En este punto, incluimos el quehacer político en estas actividades.

Para finalizar, la tarea es seguir fortaleciendo los espacios de educación cívica, feminista o de género en dichos espacios para avanzar a nivel local, en diálogo con las demandas globales. Para lo anterior, es clave la correcta elección de herramientas teórico metodológicas, y la propuesta aquí planteada entrega los elementos para sumar a esta discusión y contribuir a los diagnósticos locales, visibilizando las voces y las demandas de mujeres organizadas.

BIBLIOGRAFÍA

Arruzza Cinzia, Fraser Nancy, Bhattacharya Tithi (2019), *Manifiesto de un feminismo para el 99%*, Barcelona, Herder Editorial.

Espinoza Denisse (2020), «Ollas comunes: lección de resistencia y solidaridad en tiempos de crisis», *Palabra Pública*, <https://palabrapublica.uchile.cl/2020/07/23/ollas-comunes-resistencia-solidaridad-crisis-2/>

Cavallero Luci, Gago Verónica (2019), *Una lectura feminista de la deuda. «Vivas, libres y desendeudadas nos queremos»*, Buenos Aires, Fundación Rosa Luxemburgo.

Fernández Sandra (2007), «¡Las uvas de la ira!: Geografía, género y agroindustria en Chile», *Revista Universitaria de Geografía*, vol. 16, p. 179-199.

Hopkins Peter (2018), «Feminist geographies and intersectionality», *Gender, Place & Culture*, vol. 25/4, p. 585-590.

Ibarra García María Verónica, Escamilla-Herrar Irma (2016), *Geografías feministas de diversas latitudes. Orígenes, desarrollo y temáticas contemporáneas*, México, UNAM-Instituto de Geografía.

Muñiz Terra Leticia (2018), «El análisis de acontecimientos biográficos y momentos bifurcativos: una propuesta metodológica para analizar relatos de vida», *Forum: Qualitative Social Research*, vol. 19, n° 2, art. 13, p. 1-25, http://www.memoria.fahce.unlp.edu.ar/art_revistas/pr.8579/pr.8579.pdf

Ulloa Astrid (2016), «Feminismos territoriales en América Latina: defensas de la vida frente a los extractivismos», *Nómadas*, n° 45, Universidad Central de Bogotá, p. 123-139, http://nomadas.ucentral.edu.co/nomadas/pdf/nomadas_53/revista-nomadas-no-53-completa.pdf

Urquiza Anahí *et al.* (2018), «Metálogo como herramienta de colaboración transdisciplinaria», *Cinta de Moebio. Revista de Epistemología de Ciencias Sociales*, n° 62, p. 182-198, <https://cintademoebio.uchile.cl/index.php/CDM/article/view/49461/51936>

Valdés Ximena, Rebolledo Loreto (2015), «Géneros, generaciones y lugares: cambios en el medio rural de Chile Central», *Polis. Revista Latinoamericana*, vol. 14, n° 42, p. 491-513, https://scielo.conicyt.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0718-65682015000300022&lng=es&nrm=iso

Viveros Vigoya Mara (2016), «La interseccionalidad: una aproximación situada a la opresión», México, *Debate Feminista*, n° 52, p. 1-17, <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.df.2016.09.005>

Winders Jamie & Smith Barbara Ellen (2019), «Social reproduction and capitalist production: A genealogy of dominant imaginaries», *Progress in Human Geography*, vol. 43/5, p. 871-889.

6. THE WORLD BANK'S HANDBOOK FOR GENDER-INCLUSIVE URBAN PLANNING AND DESIGN¹

HORACIO TERRAZA

Lead Urban Specialist, World Bank

CARINA LAKOVITS

Housing and Urban Development Consultant, World Bank

CONTEXT

Today's cities were designed BY men and FOR men. To this day, the urban planning field remains a predominantly male profession: women occupy just 10% of the highest-ranking jobs at the world's leading architecture firms, and in the United States, they comprise only 13.6% of architects and engineers.

Taking the able-bodied, working male as the “neutral” user of the city, male planners and designers –whether intentionally or not– have created urban spaces catering to their needs: cities that facilitate working commutes, that prioritize cars and that segregate residential areas from “business” districts; cities, in short, that pay little heed to the needs of girls and women, their daily routines, their sense of safety and their daily inconveniences and burdens.

1. This note largely draws on the World Bank *Handbook for Gender-Inclusive Urban Planning and Design*. All references and sources are listed there: <https://www.worldbank.org/en/topic/urbandevelopment/publication/handbook-for-gender-inclusive-urban-planning-and-design>

Feminist planners have long critiqued the way that gender stereotypes and norms are reflected in the built environment: the way in which the city itself is *gendered*, and gives rise to a *gendered experience*. This is particularly striking when we consider the gendered division of labor upon which the design of most cities is based, with the woman-caretaker relegated to the home, the private sphere, while the husband, the working male, dominates the public sphere.

It is in this context that one realizes that apparently innocent planning tools and decisions can have profoundly gendered impacts. For example, single-use zoning can serve to reinforce the private-public division and make it harder or impossible for women to combine unpaid care work with paid work. Unless one applies a gendered lens and interrogates the assumptions behind it as well as the characteristics of different infrastructure and design standards and how they impact differently the lives of women and men, the risk is that existing socioeconomic inequalities get reproduced through the built environment.

I. THE WORLD BANK'S HANDBOOK FOR GENDER-INCLUSIVE URBAN PLANNING AND DESIGN

The World Bank is an International Financial Institution whose mission is to work to end extreme poverty and boost shared prosperity. Amongst other sector areas, the World Bank supports sustainable and inclusive urban development through a significant lending portfolio and technical assistance to city and country clients in developing countries.

The World Bank, the United Nations and all other key development institutions are deeply committed to advancing gender equality. However, many challenges remain to translate this commitment into action. Part of this has to do with the lack of awareness and training amongst project managers and practitioners of gender-inclusive approaches and gender-inclusive design, and what this could mean in practice.

In 2019, the World Bank set out to explore tools and guidelines to help urban planners and designers incorporate an awareness of gender impacts in their work. In particular, the objective was to ensure that girls and women were better consulted in design and planning processes taking place all over the world.

In addition to the severe underrepresentation of women in the planning and design professions, women, girls and gender minorities are also routinely excluded from ordinary planning and design processes. In most urban and community settings, women and girls still do not have the same voice as men do. Women may choose not to speak out in community or planning meetings due to social and cultural norms, or they may not be able to participate in such meetings in the first place. Oftentimes these meetings are scheduled to take place outside of “working hours” in order to facilitate the participation of male (workers), while women are prevented from participating due to their responsibilities in the home: putting children to bed, cooking or cleaning.

The development of the *Handbook for Gender-Inclusive Urban Planning and Design* is the result of the World Bank’s efforts to mainstream a gender perspective in all aspects of our work, and to give planners, practitioners and project managers the tools to: 1) understand the gendered nature of the built environment; 2) be able to implement participatory, inclusive planning processes that are responsive to the needs and perspectives of girls, women, gender minorities and other vulnerable or excluded groups.

2. GENDERED CHALLENGES IN THE BUILT ENVIRONMENT

As was pointed out earlier, the urban environment reflects and reinforces gender norms and stereotypes and thus, contributes to and perpetuates gender inequities. While it is universally understood that women, people with disabilities, and sexual and gender minorities face significant social and economic disadvantages, the disadvantages emanating from the built environment are less clear and less widely understood.

In the Handbook we identify six key issues that represent areas where we found that girls and women face disproportionate burdens or areas that constrain, inconvenience and even endanger them. In many cases, the burdens imposed on women intersect and compound, as each issue overlaps with the others; and just as they relate to each other, they are also key drivers in a wider system of social and economic exclusion. In that sense, we found that each of the following issue areas also represent key opportunities to make substantial advances towards gender equality.

2.1. Access

As described above, modern zoning, land use and spatial planning policies typically create and replicate divisions between “industrial” and “commercial” zones of production and income generation, as well as residential zones of homemaking, reproduction and private life. These spatial divisions reify deeply rooted gendered divisions of labor between the “paid work” of the public sphere, and the “unpaid work” of the private sphere. Of course, numerous studies and commentators have critiqued the view that “work” solely constitutes that which generates income, thereby devaluing the hard and unpaid care work that often falls on the shoulders of girls and women. Those women that combine paid and unpaid care work often suffer from the “double shift”, as numerous studies find that even amongst couples and households where both partners work outside of the home, women still take on most household and caring tasks.

As a result of single-use zoning and segregated neighborhoods, access to income opportunities and *access to the city* is made more complicated for women. Women are more likely to have to combine work with care-related tasks, like taking children to and from school. Women are also less likely to have access to a car and more likely to use public transport, often combining multiple stops and tasks into more complex trips. The more segregated the city, the more difficult these daily routines become, and the more restricted the life and mobility of certain groups.

2.2. Mobility

In line with previous points made, transit and transportation systems are often shaped by male-dominated commuting patterns that do not serve the complex needs of female caretakers. These needs are often excluded from transit planning in terms of routes, timetables and payment options. For example, research indicates that women make shorter journeys at more variable, off-peak times, however, transit planning tends to prioritize the peak office hours. Transportation planning is ostensibly demand-driven, but the demands of men, especially as relating to their commuting patterns, have historically taken precedence over those of women.

Most importantly, women face considerable safety concerns on public transport, with research consistently underscoring the many ways in which these concerns limit mobility. For example, women are more likely to consider not going out after dark, not walking alone, not using public transit and not choosing specific routes in order to avoid putting themselves at risk of violence. These limitations on mobility have marked repercussions on women's economic status, including their ability to access education and employment.

2.3. Safety and Freedom from Violence

The spatial segregation of public and private spaces not only makes women and girls feel they do not belong in the public realm, but for many around the world, being in public is accompanied by the real risk of violence. Non-intimate partner violence against women is higher in cities, and particularly in informal settlements, than in rural areas, and planning factors such as poor lightning contribute to violence and fear. Violence against women in public has been found most likely to occur at and around toilets, at schools, in drinking bars and secluded areas or open fields. Poor water and sanitation facilities, requiring girls and women to leave their homes to fetch water or wash

themselves, can also be a risk factor. Finally, sexual orientation is another risk factor exposing sexual and gender minorities to threats of violence in all parts of the world and is among the most prevalent motivator for hate crime incidents.

2.4. Health and Hygiene

Twenty-six percent of people globally do not have access to basic sanitation services, according to the WHO. Inadequate sanitation infrastructure poses severe health risks for women and girls, especially if they have disabilities or if they are forced to practice open defecation, where bodily waste is left exposed, including in uncovered pit latrines.

Many studies from Asia and Africa have shown that poor sanitation keeps girls from school, or interferes with their ability to learn when they are menstruating. Since girls and women need to use toilets more often for urination and menstrual hygiene, they often suffer additional burdens when trying to access latrines or public toilets in urban areas.

The fact alone that most buildings and public spaces the world over tend to allocate the same amount of toilets for women and men, despite the fact that women use toilets more often and require more time, is an indication of lack of gender-sensitive planning.

Finally, girls and women tend to perform tasks like fetching water or handling wastewater, which can take an average of 25 minutes in urban sub-Saharan Africa, and leads to negative health outcomes (chronic fatigue, spinal deformities and exposure to pathogens), exposure to violence as well as overall time scarcity.

2.5. Climate Resilience

Research has shown that women and girls are more at risk of death during and following disasters due to caregiving responsibilities and the likelihood of being trapped in the home

while environmental shocks occur. Several underlying factors exacerbate their vulnerability in the face of shocks, including the lack of assets and safety nets, land titles, limited livelihood options and opportunities to rebuild and recover.

In some informal settlements at high risk of climate impacts, women outnumber men. There is also a clear link between increased gender-based violence and disasters, often exacerbated by poorly organized shelter, reduced access to key resources and an overall atmosphere of chaos.

2.6. Security of Tenure

It is no surprise that women around the world do not have the same rights to property as men do. Tenure often relies on male relations, leaving women highly dependent, at higher risk of exploitation or abuse and unable to recover from environmental shocks. Lack of property also prevents women from accumulating income and wealth, posting collateral to access financing or exercising agency.

The effect is a compounding of inequalities that is transmitted across generations and increases the gaps between men and women in terms of opportunities, status and wealth. Research shows that access to property and security of tenure are some of the most important factors in protecting women, girls, and sexual and gender minorities from gender-based violence and in particular, intimate partner violence.

3. TOWARDS GENDER-INCLUSIVE PLANNING AND DESIGN

Cities concentrate the wealth and richness of human activity and experiences. Cities are created by us and they, in turn, re-create us every day: the way we interact with the world, the way we experience the world, the way that we come together and make a living in this world, is structured, in fundamental ways, by the built environment. That is why the barriers, disadvantages, risks

and inconveniences we impose upon certain groups of people through the built environment, are critical in compounding existing inequalities of access and opportunity.

In developing the *Handbook for Gender Inclusive Urban Planning and Design*, we first set out to define what a city that works well for women, girls, and sexual and gender minorities of all ages and abilities as well as other people of all ages, abilities and ethnicities, should look like; in other words, a city, that supports the social and economic inclusion of all their members is:

- *Accessible*
Everyone can access the public realm freely, easily, and comfortably to use the available spaces and services.
- *Connected*
Everyone can move around the city safely, easily, and affordably to reach key opportunities and services.
- *Safe*
Everyone is free from real and perceived danger, both in public and in private.
- *Healthy*
Everyone has the opportunity to lead an active lifestyle, free from environmental health risks.
- *Climate Resilient*
Everyone has the tools and social networks to successfully prepare for, respond to, and cope with climate disasters.
- *Secure*
Everyone can obtain or access secure housing and land to live, work and to build wealth and agency.

Most importantly, in order to fulfill the ultimate goal of creating gender-inclusive cities that advance gender equity, designers and planners need to adopt an approach that is: participatory, integrated and cross-cutting, adheres to the principles of universal design, builds knowledge for monitoring and evaluation, builds power, and does all this not as an add on, but as a conscious deliberate investment to shift power and achieve results.

4. THE PARTICIPATORY APPROACH

We found that the most important takeaway for gender-inclusive design is the need to implement participatory design processes. Too often planners and project managers, well-intentioned but pressed by time, design what they consider inclusive design elements and public spaces without consulting with stakeholders and future users. Even when public consultations and design processes are organized, the risk is that only those most articulate and most educated are heard.

Research suggests that we tend to listen more to tall men, in many cases white men, whereas those that for cultural and psychological reasons are less outspoken, timid and less articulate, remain outside of the conversation.

Conducting truly participatory processes is an investment in every case, but an investment that pays off. The second-guessing of “what people need,” without asking their opinions, has not borne fruit. How many beautifully designed parks do we all know that are of little use, barely visited, at best ignored and at worst unpopular in their own communities?

As such, the aim of the Handbook has never been to just present certain design elements that “work” for women, and that address some of the barriers that we described above. Instead, the main objective was to provide the necessary tools and guidelines for planners to consult with local communities, including women, about what they want in the first place.

In this sense, the main objective is to build the capacity of designers, planners and project managers to implement participatory design processes, that engage women, girls, and sexual and gender minorities of all ages and abilities in the planning and design process, not just as stakeholders, but as true partners with shared decision-making power.

5. TOOLS AND ACTIVITIES FOR THE PARTICIPATORY APPROACH

In the Handbook, we point to some important tools and activities that can help planners and project managers, to successfully design and implement a participatory planning process. One of these elements is the importance of having processes being facilitated by target groups, that is, to hire women and minorities as facilitators of your planning processes to encourage participants from all backgrounds to speak freely and engage deeply in the process.

Moreover, it is important to think strategically about how to mobilize the local community to become involved in the planning process, and to hire a diverse group of community mobilizers, ensure that they speak the local language and co-develop with them talking points so they can accurately portray the project. It is equally important to implement a participatory research design and data collection process to yield the most accurate qualitative and quantitative gender-disaggregated data.

Some of the activities that are described in more detail in the Handbook are aimed at promoting shared understanding and that participants buy into the planning process (“step up,” “star diagram”), while others such as the “walk audit” and “public space checklists” are aimed at gathering data about the project area and establishing an understanding, from the participants’ perspective, of the local area; questions will focus on participants’ (and women’s!) sense of safety and comfort in accessing different public spaces or routes, their sense of use and functionality of the public space (“how many men and women can you see in the area walking or resting?”), if public spaces, especially playgrounds, encourage boys and girls to play together, questions about materials use, specific design features, etc.

Activities like “Day in the Life” follow women/participants during their daily routines and activities, while other activities zoom in specifically on the challenges women and girls face in

the urban environment, and the solutions that they propose. We subsequently lay out how the different activities and tools would apply to develop urban planning documents, such as Urban Development and Master Plans, City Mobility and Transportation Plans, Slum Upgrading or City Climate Plans.

6. PROJECT GUIDELINES

The Handbook concludes with a number of Project Guidelines and Case Studies. Here it is again important to note that while there are simple tweaks to make urban design and infrastructure more “inclusive,” these recommendations should not and cannot replace the need to consult with the local community in an inclusive, participatory way.

The project guidelines consider inclusive housing design, public transport and mobility infrastructure, streetscapes and public space design, basic urban services, water and sanitation, among other topics.

For example, we talk about the need to design housing with practical layouts for diverse homemakers and families; making all ground floor units accessible for people with disabilities; prioritizing mixed-use housing developments, neighborhood and city developments; designing hallways and city streetscapes to be inviting, spacious and sufficiently lit up; providing ample play space within housing developments and within the city to promote child development and lighten caregiving burdens.

In terms of mobility, we recommend creating walking-friendly street networks and prioritizing non-motorized transport such as cycling networks; considering the creation of gender-segregated spaces such as women-only buses or metro cars as short-term measures to reduce violence or the threat thereof; installing clean, secure and accessible public toilets that include space for changing children’s diapers at bus stops, transportation terminals, rail stations and in public spaces at large; designing

broader sidewalks to accommodate families walking together with room for others to pass and with materials and walkways that are easily traversed by strollers and wheelchairs; converting streets into pedestrian streets only and slow traffic in others; planning networks of public spaces that are accessible within short distances from housing developments; and developing brands/visual identity for the public space that is inclusive and welcoming to women, girls, and sexual and gender minorities of all ages, abilities, religions, races and ethnicities.

CONCLUSION

The city has always been segregated along the lines of race, class and gender. In a way, urban environments around the world are both the products and drivers of society's fault lines. Ingrained in planning and design theory, heterosexist (and racist) practices were not challenged in significant ways until the 1970s when feminist scholars from the US and Europe began to analyze the ways in which planning and design had excluded the needs of women.

Cities such as Toronto and Vienna led the way in incorporating gender considerations into their planning and design processes during the 1980s and 1990s. Important projects such as the Frauen-Werk-Stadt in Vienna explored how urban planning and design can help ease the burden of caregiving for women and elevate women architects and women citizens as decision-makers and creators of their city². We encourage you to consult the Handbook directly for more information.

The handbook contains detailed explanations of the specific tools and guidelines we mentioned in this article, as well as a more comprehensive review of the barriers women and other excluded

2. The Vienna case study is described, alongside others, in the Handbook, and one of the founders of the feminist planning approach in Vienna, Eva Kail, has served as external peer reviewer of the Handbook.

groups face in the built environment and how to address these. The hope is that these reflections, tools and guidelines inspire our readers and empower planners, designers and citizens to work towards greater inclusion in the urban space.

PARTIE 3

Violences contre les femmes : du constat à l'action



**Revivez
le séminaire
en ligne !**

**Sous la coordination de
Anne-Claire Sanz-Gavillon**

7. VIOLENCIA CONTRA LAS MUJERES EN EL CONTEXTO CHILENO DE PANDEMIA COVID-19

PRISCILA GONZÁLEZ BADILLA

*Red Chilena Contra la Violencia hacia las Mujeres,
Universidad de O'Higgins*

INTRODUCCIÓN

Según el registro llevado por la Red Chilena Contra la Violencia hacia las Mujeres, el año 2020 cierra con el triste conteo de 58 femicidios en Chile, además de 3 suicidios femicidas¹ y otros seis asesinatos cuya motivación fue la violencia machista. La pandemia mundial de Covid-19 mantiene a Chile como uno de los países que peor ha manejado la crisis sanitaria, especialmente porque se evidencia con más fuerza el rol mínimo que tiene el Estado en asuntos sociales y las consecuencias de más de cuatro décadas de neoliberalismo.

Las medidas de confinamiento de la población fueron apenas acompañadas de medidas económicas, por lo que numerosas actividades continuaron operando, ya fuera mediante el uso de permisos colectivos solicitados por los empleadores o en la informalidad, debido a que una buena parte de la población se sostiene mediante trabajos informales y esporádicos, que en general no están considerados para los mínimos apoyos económicos desplegados.

1. Suicidios de mujeres víctimas de violencia machista.

I. ENTRE LA ACUMULACIÓN DEL MALESTAR Y LA PANDEMIA

La pandemia no ha sido el único asunto que últimamente ha convulsionado a este territorio: cuando se declaró pandemia mundial al Covid-19, el país venía de un ciclo de protestas y resistencia política activa importante, tanto por su masividad como por sus contenidos. Entre las muchas reivindicaciones que emergieron en este período destacaron los siguientes puntos: poner fin al actual sistema de pensiones, rebajar la jornada laboral (de 45 horas semanales), detener el alza del costo del transporte público y terminar con la violencia machista. Esta última demanda empezó a calar en la sociedad chilena a raíz del «Mayo Feminista»² de 2018, en el cual las estudiantes universitarias tensionaron la institucionalidad de la educación superior, pues denunciaron que el abuso sexual, la discriminación y el sexismo no solo se ejercían, sino que también eran tolerados y encubiertos estructuralmente en sus planteles. Después de este primer hito, vinieron los llamados a huelga general feminista de los años 2019 y 2020 en la conmemoración del 8 de marzo (Día Internacional de la Mujer) por parte de la Coordinadora Feminista 8 de Marzo y las acciones públicas por la erradicación de la violencia machista, especialmente las marchas conmemorativas del 25 de noviembre, Día Internacional contra la Violencia hacia las Mujeres.

En octubre de 2019, a raíz del alza de la tarifa del transporte público de Santiago en \$30 por pasaje, estudiantes secundarios³ realizaron llamados a *saltar los torniquetes*, es decir, a evadir masivamente el pago del transporte. Grupos numerosos de escolares en uniforme pasaban sin pagar y cantaban consignas a favor de la evasión, llamando a los demás pasajeros y pasajeras a

2. Entre abril y junio 2018, el sistema universitario llegó a ser fuertemente alterado –cuando no paralizado– por las tomas feministas de numerosas universidades a lo largo del país.
3. En los últimos quince años, los estudiantes de la enseñanza secundaria han sido los protagonistas de varias movilizaciones importantes que denunciaban las consecuencias de la privatización del sistema educativo durante la dictadura de Pinochet.

hacer lo mismo. El 18 de octubre, la masividad de las evasiones fue tan importante que se suspendió el transporte de Santiago, la represión de la policía uniformada se recrudeció y los habitantes de la ciudad respondieron a esa represión con concentraciones, barricadas, saqueos y otros desórdenes. Hubo manifestaciones en distintos puntos del país, pero a diferencia de otros llamados a manifestarse, esta vez el reclamo en la voz estudiantil fue acogido comprensivamente por la ciudadanía que, aquella noche, manifestó su hartazgo de forma masiva en las calles, pues la precarización de la vida era un relato que ya no costaba elaborar⁴.

La autoridad respondió con represión: se decretó estado de emergencia, las Fuerzas Armadas se desplegaron en las calles como parte de la seguridad y comenzó a operar el toque de queda, además de registrarse numerosas violaciones a los Derechos Humanos durante los meses con posterioridad a esa noche. Cada viernes, entre ese 18 de octubre y hasta marzo, manifestantes se reunían en el centro de Santiago, Valparaíso y otras ciudades, para protestar hasta muy tarde. La represión llegó al punto de concitar el interés de organismos internacionales como Amnistía Internacional que visitaron el país en misión de observación.

Se registraron numerosas lesiones producidas por Carabineros con armas de servicio (escopetas a balines), las que apuntaban al tercio superior del cuerpo. Como resultado, hoy existen al menos 343 personas atendidas por daño ocular en contexto de manifestaciones (Cádiz, 2020). Dos casos se erigieron como emblemáticos: Gustavo Gatica, un joven universitario, recibió disparos en ambos ojos en una manifestación en el centro de Santiago el día 8 de noviembre de 2019; y Fabiola Campillai, una mujer trabajadora de la comuna de San Bernardo (en la periferia de la capital), que se encontraba esperando el bus que la llevaría a su lugar de trabajo la noche del 26 de noviembre de 2019. Ese

4. Con el lema «no son 30 pesos, son 30 años», los manifestantes dejaron claro que el motivo principal de su descontento tenía que ver con la era de gobiernos posdictatoriales que no supieron acabar con las estructuras económicas y sociales heredadas de la dictadura.

día la policía uniformada se encontraba reprimiendo con gases lacrimógenos cerca de ese paradero, y sin mediar provocación, recibió el impacto de una bomba lacrimógena en su rostro. Ambos perdieron por completo la visión; Fabiola perdió además el gusto y el olfato.

En este ambiente, diez partidos políticos firmaron un «Acuerdo Por la Paz Social y la Nueva Constitución»⁵ que ponía fecha a un plebiscito para consultar a la ciudadanía si estaría de acuerdo con cambiar la actual Constitución, redactada en dictadura y bajo qué orgánica (Convención Mixta, con 50% de parlamentarios en ejercicio y 50% electo específicamente para esa instancia, o bien Convención Constitucional, 100% elegidos para esa función)⁶.

En este contexto de revuelta en el que las mujeres tuvieron una participación activa, las organizaciones feministas de todo el país convocaron una marcha para celebrar el Día Internacional de la Mujer. El 8 de marzo de 2020 tuvo lugar la concentración más grande que se recuerde en la Región Metropolitana: en los medios se habló de una convocatoria de dos millones de personas en el centro de Santiago, una ciudad de poco más de siete millones de habitantes. Tradicionalmente, las manifestaciones inician en el sector de Plaza de la Dignidad –nombre con el que se bautizó

5. Declaración efectuada el 15 de noviembre de 2019, suscrita por diversas fuerzas políticas, a partir del acercamiento de las distintas visiones sobre la necesidad de revisar la institucionalidad vigente: https://www.bcn.cl/procesoconstituyente/detalle_cronograma?id=f_cronograma-1

6. El proceso constituyente sigue en curso actualmente. En octubre de 2020 se realizó el plebiscito que contenía dos preguntas: 1) ¿Quiere usted una nueva Constitución? Opciones: Apruebo o Rechazo. 2) ¿Qué órgano debería redactar la nueva Constitución? Opciones: Convención mixta constitucional o Convención constitucional. La opción «Apruebo» se impuso por 78,27% y la opción «Convención constitucional» por 78,99%. Las elecciones de convencionales constituyentes están convocadas para el 11 de abril de 2021. Permitirán formar la Asamblea que se encargará de redactar una nueva Constitución. Chile será el primer país en dotarse de una Constitución redactada por una Asamblea paritaria que contará con el 50% de mujeres.

popularmente al sector de Plaza Italia– y continúan en columna por la avenida principal de Santiago –la Alameda– por unos 2,7 kilómetros. Ese día no se pudo avanzar hacia el final del recorrido, pues la Alameda no fue suficiente para estar juntas, y debimos ocupar calles paralelas. Pocos días después se declaró al Covid-19 como pandemia mundial. El 26 de marzo se decretó la primera cuarentena total en el país para unas pocas comunas de la capital.

El manejo de la pandemia por parte de las autoridades sanitarias y políticas nos ha traído niveles de incertidumbre importantes, e incluso el país fue catalogado dentro de los países con mayor mortalidad por Covid-19. La pandemia y sus consecuencias profundizaron las diferencias existentes en las sociedades y dejaron al descubierto los vacíos donde el Estado, por diversas razones, no llega. En Chile, el hacinamiento, la importante proporción de trabajo informal, la deficiencia de algunos datos, entre otras situaciones, fueron factores que hicieron que las cuarentenas no fuesen tan efectivas como esperábamos. Rápidamente subió el desempleo, se redujo la tasa de participación laboral y, por supuesto, todo es peor cuando desagregamos esas estadísticas por sexo. Las mujeres nos enfrentamos con una situación de confinamiento que implicó el aumento de las horas de trabajo doméstico no remunerado y de cuidados, con un énfasis especial en los cuidados de salud y los asociados al acompañamiento escolar. Para muchas, la cuarentena significó también pasar más tiempo con sus agresores. Frente a esta situación, las respuestas estatales fueron deficientes.

La institucionalidad de género, a través del Ministerio de la Mujer y la Equidad de Género, tuvo una voz extremadamente débil en la planificación de las acciones de respuesta, en parte porque en los días posteriores a la marcha del 8 de marzo de 2020, la ministra Isabel Plá presentó su renuncia, presionada por la campaña del movimiento feminista «No Tenemos Ministra». No hubo nombramiento de su sucesora oficial –Macarena Santelices, quien hasta entonces había sido alcaldesa de la comuna de

Olmué– sino hasta principios de mayo. Lastimosamente, Santelices mostró que sus habilidades nada tenían que ver con los asuntos de género en varios medios de comunicación y, un mes y cuatro días desde su nombramiento, presentó su renuncia también. Ese mismo día, el presidente Sebastián Piñera nombró como ministra a Mónica Zalaquett, empresaria y militante de la Unión Democrática Independiente (UDI) –uno de los partidos más a la derecha del espectro político– que hasta ese momento se desempeñaba como Subsecretaria de Turismo⁷.

2. ASPECTOS LEGALES ACTUALES

Las respuestas institucionales débiles para las mujeres en el contexto pandémico son un reflejo de las políticas públicas que se han desarrollado hasta ahora en Chile. La legislación nacional no reconoce la violencia contra las mujeres como un concepto integral, más bien, la legislación ha sido restrictiva en ese sentido. Producto de esta concepción, el país se ha dotado, a lo largo de los últimos veinte años, de una serie de leyes, independientes las unas de las otras, fragmentando la respuesta a las diferentes manifestaciones de la violencia machista. En 2005 se publicó la Ley de Violencia Intrafamiliar (N° 20.066), que establece como deber del Estado dar protección a la vida e integridad de los integrantes de la familia, sin distinguir la direccionalidad de la violencia, aunque la ocurrencia de estos delitos tiene a las mujeres y a las niñas como víctimas en mayor proporción que a otros integrantes de la familia.

En materia de violencia extrema hacia las mujeres, el concepto de femicidio está reconocido en el derecho chileno, pero está acotado a las relaciones de pareja que conviven, han convivido o han formalizado su relación mediante matrimonio, unión civil o

7. Mónica Zalaquett es además hermana de Pablo Zalaquett, ex alcalde de Santiago y también militante de la UDI; cuestión no menos importante considerando el elitismo y concentración de poder que existe en Chile en todas las esferas de la sociedad.

por la existencia de hijos o hijas en común. En marzo de 2020 se realizó una modificación al Código Penal para incorporar como femicidio la muerte que da un hombre a una mujer en el marco de una relación sentimental o sexual sin convivencia; lo que deriva de un caso en que la joven de 17 años Gabriela Alcaíno y su madre Carolina Donoso fueron asesinadas por el novio de la primera, Fabián Cáceres de 18 años. El caso no fue calificado como femicidio, sino como homicidio. El padre y esposo de las víctimas inició entonces un camino de lobby legislativo que terminó en la promulgación de la «Ley Gabriela» N° 21.212 que modifica el código penal, el código procesal penal y la Ley N° 18.216 en materia de tipificación del femicidio.

Esas tres leyes (Violencia Intrafamiliar, Femicidio y Violencia en el Pololeo⁸) constituyen los instrumentos específicos en materia de violencia contra las mujeres en Chile. No obstante, otros instrumentos abordan el acoso sexual en el trabajo (Ley 20.005) o en espacios públicos (Ley 21.153), la protección a la lactancia materna (Ley 21.155). Además, se modificó el Código civil para eliminar una disposición discriminatoria que impedía a las mujeres contraer segundas nupcias inmediatamente terminado el primer matrimonio (Ley 21.264).

Es cierto que en el país hemos avanzado en la atención jurídica, psicológica y social a víctimas de violencia intrafamiliar. Cuando una mujer concurre para solicitar orientación, por ejemplo, a un Centro de la Mujer, se le otorga acompañamiento y respaldo jurídico para realizar una denuncia, atención psicológica y orientación sobre ayudas sociales. Hoy existen 110 Centros de la Mujer para un país que tiene 346 comunas; 46 Casas de Acogida, 3 Centros de Atención a Víctimas de Violencia Sexual y una Casa para Víctimas de Trata de Personas. Sin embargo, estos centros tienen una limitación formal importante: solo pueden

8. El término «pololeo» es un modismo chileno que sirve para designar en el lenguaje común las relaciones amorosas poco institucionalizadas en las cuales no existe convivencia.

atender a mujeres mayores de 18 años. En aspectos de fondo, los Centros escasamente pueden realizar labores preventivas, pues el volumen de atención es creciente. Además, quienes trabajan en estos centros, generalmente mujeres, están contratadas a honorarios, es decir, no tienen estabilidad laboral. No podremos seguir avanzando mejorando la atención a las víctimas y, aún más, realizando labores de prevención, si los equipos de estos centros no cuentan con condiciones laborales adecuadas.

Este panorama nos permite evidenciar que, en la legislación chilena actual, la violencia contra las mujeres no está reconocida en su integralidad, sino por «partes»: en el trabajo, en los espacios públicos, en contexto intrafamiliar, en relaciones de noviazgo, etcétera. También vemos que estos dispositivos no contemplan una política de prevención. Para nosotras en la Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres, es evidente que la raíz de todas estas manifestaciones de la violencia es la misma: la creencia cultural profunda de que las mujeres somos objetos subordinados a lo masculino. La fragmentación de las manifestaciones de la violencia hace que atendemos aquel hecho puntual, ya sea en la calle, en el trabajo o en las familias. Sin embargo, atender al hecho puntual no terminará con la violencia que vivimos en tanto mujeres, pues el sustrato de esas acciones se abonará a otros hechos y circunstancias en las que continuará brotando violencia.

3. VIOLENCIA CONTRA LAS MUJERES: UNA MIRADA DESDE EL MOVIMIENTO DE MUJERES Y FEMINISTA

Ya en los albores de la democracia, el pliego de demandas de las mujeres reclamaba una «sanción pronta y eficaz para la violencia sexual y violencia doméstica»⁹. Desde su creación en 1991, la Red

9. En 1986, la organización Mujeres por la Vida, una de las principales agrupaciones de mujeres nacida durante la dictadura, redactó un *Pliego de las mujeres* que recogía las principales demandas que emanaban de las organizaciones de mujeres opuestas a la dictadura. El texto fue presentado a la Asamblea Nacional de la Civilidad –una instancia en que reunía los diferentes movimientos

Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres –ex Red Chilena contra la Violencia Doméstica y Sexual– y otras organizaciones del movimiento de mujeres y feminista en Chile contribuyeron a sensibilizar la opinión pública acerca de este problema. Tuvieron un papel clave en la amplia difusión del concepto de «femicidio». En 2004 se lanzó el primer estudio sobre femicidio en Chile, en una colaboración entre integrantes de la Red y de la Corporación La Morada. Paralelamente, la Red se desplegaba en acciones públicas para llamar la atención de las personas en los espacios de alta afluencia, como el centro de Santiago, y organizaba marchas conmemorativas, entre otras acciones.

Desde el primer estudio han aparecido diez libros más, la mayoría organizados en artículos escritos por mujeres que se encuentran trabajando en organizaciones de migrantes, lesbianas, campesinas, intelectuales, artistas, entre otras. Son trabajos colectivos en torno a uno o varios conceptos relacionados que tienen como punto de partida las inquietudes de la asamblea de la Red, instancia en la que se reúnen mujeres de todo el país, representando a sus organizaciones sociales o políticas.

Tempranamente en la historia de la Red, hemos sabido que la violencia no se puede fragmentar, tal como ha sido la respuesta estatal hasta ahora. Por lo mismo, recurrimos al concepto de «continuo de la violencia», para abordar la violencia hacia las mujeres como una sola: la violencia machista o patriarcal. Esta violencia tiene múltiples manifestaciones, que están presentes a lo largo de la vida de las mujeres, es decir, en sus trayectorias vitales, pero no es solo la sumatoria de historias individuales, sino que también hacemos referencia a que es una violencia que se vive colectivamente en tanto sujetas feminizadas; es la cultura la que nos dicta pautas de subordinación que no son elegibles. Este continuo además es histórico, por cuanto en la historia de la humanidad se repiten estos patrones. Hay variaciones claras,

y organizaciones sociales del país, entre las cuales Mujeres por la Vida– para que lo incorporara a su *Demanda para Chile*.

tanto en lo histórico-cultural como en lo individual, sin embargo, coincidimos en que la violencia contra las mujeres es un rasgo fundacional de nuestra cultura occidental, que se imbrica con otras violencias, por ejemplo, la violencia de capitalismo y del colonialismo.

A continuación se desarrollarán brevemente los conceptos de violencia estructural y violencia femicida, conceptos en los que hemos estado trabajando como organización.

3.1. Violencia estructural

Uno de los últimos trabajos de la Red abordó el concepto de violencia estructural y su relación con el feminismo (Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres, 2019). Reconocemos que hay una necesidad política y conceptual de conectar las manifestaciones de la violencia; si bien la encontramos y la analizamos en espacios diferenciados, entendemos que responden a procesos de estratificación y estructuración social. Por lo mismo, la violencia estructural se hace mucho menos evidente que la violencia directa, como los femicidios o la violencia al interior de las familias. La violencia estructural tiene un carácter transversal, nos supera como individuos o grupos.

Uno de los hilos de esta madeja es la relación entre patriarcado y capitalismo en su fase neoliberal. Entendemos que las dinámicas de acumulación transforman y mantienen actuales las relaciones de opresión y mecanismos jerárquicos de control.

No podemos olvidar la historia colonial: el movimiento feminista latinoamericano ha sido enfático en señalar que la tierra y los cuerpos de las mujeres han sido territorio de conquista. Al estar imbricados con el capitalismo y el patriarcado, el colonialismo opera fuertemente en la separación naturaleza/cultura, donde la naturaleza es algo a dominar. Las mujeres estamos asignadas en el lado de la naturaleza, mientras que lo masculino es lo civilizatorio, lo dominante.

De estas imbricaciones aparece el extractivismo, un modo de acumulación capitalista en el cual en centro está en la extracción y producción intensiva de materias primas, el cual despoja de bienes comunes a las comunidades para su exportación; hablar de extractivismo implica hablar de economías masculinizadas, pues el trabajo asalariado y las dinámicas de las faenas extractivas configuran las relaciones entre los géneros y la naturaleza de manera tal que repercuten en el disciplinamiento de los cuerpos y control de los territorios (Fernández Droguett, 2019).

Chile es una economía basada en la extracción de materias primas, principalmente cobre y celulosa, además de frutas y verduras. Una de las consecuencias principales de esta economía extractivista es que se ha vulnerado el derecho a la disposición de agua suficiente y salubre para el consumo humano y los cultivos de pequeños agricultores, con varias comunas y provincias en el país donde no se dispone de ella. A ello se suman las zonas en sacrificio, en especial la emblemática zona de Puchuncaví-Quintero en la Región de Valparaíso; una zona con un cordón industrial donde 17 empresas desarrollan actividades altamente contaminantes, como refinería de petróleo, fundición de cobre, entre otras (Muñoz y Molina, 2019).

En el sur de Chile, el avance de las plantaciones de pino y eucalipto, especies introducidas, se han tomado los terrenos ancestrales del pueblo Mapuche (literalmente «gente de la tierra»), secando los suelos y modificando el ecosistema. Las comunidades indígenas se han opuesto tenazmente a las represas, el despojo y la destrucción de la tierra, recibiendo represión, militarización del territorio, persecución política y la aplicación de la Ley de Seguridad Interior del Estado en varios casos.

3.2. Violencia femicida

Desde el año 2001 se utiliza el término «femicidio» en Chile, impulsado por la campaña de la Red Feminista Latinoamericana y del Caribe contra la Violencia Doméstica y Sexual. A partir

de ahí, la Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres ha desarrollado el concepto de femicidio aplicado al contexto chileno, recalcando en todo el quehacer de la Red que el femicidio es una forma de violencia extrema hacia las mujeres, parte del continuo de violencia:

En este sentido, situar el femicidio como manifestación extrema de un continuo de violencia hacia las mujeres permite comprender que un crimen de tal naturaleza está estrechamente relacionado con prácticas y símbolos que, individual, institucional y socialmente, reproducen en el cotidiano la discriminación y la violencia. Tanto las agresiones directas, físicas, sexuales o psicológicas, como los mensajes, imágenes y prácticas sexistas que transmiten diversos medios de comunicación e instituciones escolares, entre otras, forman parte del continuo de violencia presente en la vida de todas las mujeres (Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres, 2014, p. 13).

Además de señalar el carácter histórico y cultural del femicidio, la Red ha sido enfática en señalar la responsabilidad que incumbe al Estado en esta materia, por cuanto no se han realizado esfuerzos que sean consistentes, sistemáticos e integrales para la sanción, prevención y erradicación de la violencia contra las mujeres, manteniendo leyes que segmentan el problema. Las instituciones participantes en la protección de las mujeres –Carabineros, Policía de Investigaciones, Fiscalías, Centros de la Mujer, Servicio Nacional de la Mujer, Ministerio de la Mujer, Tribunales de Familia, entre otros– no han estado exentas de producir y reproducir la violencia contra las mujeres, incluso en casos de femicidios consumados. Se tiende a juzgar a las víctimas después de su muerte: se las cuestiona por haberse defendido con violencia, por no haber realizado denuncias previas, por haber abandonado el hogar o haber perdido la tuición de sus hijos o hijas. Este empeño en evaluar la conducta de las víctimas es una manera de responsabilizarlas por lo ocurrido o de relativizar su condición de víctimas en el caso de que su actitud previa al crimen no se considere ejemplar.

A diferencia de la ley chilena que tiene una definición restrictiva del femicidio, el movimiento feminista y algunas intelectuales como Diana Russell han señalado que el femicidio incluye «situaciones en las cuales se acepta que las mujeres mueran como resultado de actitudes misóginas o de prácticas sociales» (Radford & Russell, 1992). Siguiendo aquello, el registro de femicidios cometidos en Chile se incrementa ampliamente. Actualmente, en la Red incorporamos a los registros los femicidios íntimos (relación afectiva, sexual, familiar de convivencia o afines), no íntimos (en las que no existía esa relación), por conexión (asesinadas en la línea de fuego por un hombre que intentaba matar a otra mujer), los castigos femicidas (personas con vínculo familiar o afectivo que son asesinadas a modo de venganza y para destruir psíquicamente a una mujer), los suicidios femicidas (suicidios de mujeres impulsados por la violencia de la que fueron víctimas en sus vidas), los lesbofemicidios y transfemicidios.

4. VIOLENCIA INTRAFAMILIAR DURANTE 2020

En Chile, los confinamientos permitieron que, en general, los delitos disminuyeran en un 5% en 2020 respecto a 2019, y los delitos de alta connotación social disminuyeran en un 33,5%, comparado con los meses entre marzo y diciembre de 2019 (Fiscalía Nacional, 2021). Si bien el total de delitos enmarcados en la violencia intrafamiliar disminuyeron en un 6% respecto al 2019, el abuso sexual a mayores de 14 años es uno de los delitos cuya frecuencia se vio notoriamente incrementada en relación con el período anterior. También hubo un incremento del 14% en el delito de maltrato habitual¹⁰ y del 46% en los femicidios. Del

10. El delito de maltrato habitual se define en nuestra legislación como «todo maltrato constitutivo de violencia física o psicológica acaecido en el seno de la familia que se perpetre de manera habitual» (Ley 20.066). Esta definición ha generado controversias entre legisladores, expertos/as y organizaciones de la sociedad civil, por cuanto la «habitualidad» es interpretada de diversas maneras por los operadores de justicia; la complejidad de su aplicación hace que termine como un delito residual. Para profundizar, consultar en Villegas Díaz

total de los delitos por violencia intrafamiliar, 78% corresponde lesiones y amenazas.

Tal y como lo señalamos al inicio de este texto, frente a esta situación, las medidas gubernamentales han sido débiles. Una de ellas fue la implementación de un canal de ayuda silencioso, vía Whatsapp, para que las mujeres pudiesen comunicarse con alguien que les prestara orientación. Sumado a ello, existen números telefónicos de emergencia, tanto del Ministerio de la Mujer como de Carabineros.

En estos últimos, durante los primeros meses de iniciados los confinamientos comunales, hubo una variación al alza de un 60% en promedio. Según los datos de la Fiscalía Nacional, es justamente en este período de alza explosiva de consultas telefónicas que la disminución de las denuncias por violencia intrafamiliar tiene su caída más pronunciada, con un 14,23% menos respecto al mismo período del año anterior. Es decir, en confinamiento se consultó más y se denunció menos.

A finales de abril de 2020, el Ministerio de la Mujer anunció por televisión y otros medios de comunicación una iniciativa llamada «Mascarilla 19». Consistía en que las mujeres que estuviesen viviendo violencia durante los confinamientos, pudiesen ir a una farmacia y solicitar una «mascarilla 19», como quién realmente va a comprar insumos o medicamentos. La persona detrás del mesón de atención debía simular una venta y enviar los datos de la afectada a uno de los canales telefónicos mencionados. Sin embargo, nunca hubo claridad sobre la implementación de la iniciativa. El medio periodístico CIPER realizó una simulación para uno de sus reportajes: una periodista solicitó una «mascarilla 19» en una farmacia, pero la respuesta fue «no nos quedan» (Albert, 2020).

Myrna (2012), «El delito de maltrato habitual en la Ley N° 20.066 a la luz del derecho comparado», *Política criminal*, vol. 7, n° 14, art. 2, p. 276-317.

5. LA RED EN ESTE ESCENARIO

Las acciones de la Red siempre han pretendido tener un impacto público a través de distintos soportes: las calles, muros, material de distribución como libros o cartillas, programas radiales, entre otras. En el contexto de los confinamientos, nuestro funcionamiento varió con énfasis en acciones virtuales, los principales hitos fueron:

- a. Campaña «¡Cuidado! El Machismo Mata» en su 14^o versión, cuyo mensaje central la consigna «Feministas por la dignidad ¡y mucho más!», junto a otros 7 mensajes diseñados en carteles amarillo-negro. Los carteles se pegaron en las calles de numerosas localidades a partir del mes de julio.
- b. 4^o temporada del programa «Mujeres en Sintonía»: 12 capítulos transmitidos a través de radios locales y las plataformas de redes sociales.
- c. Ciclo de Reflexión y Autoformación Feminista, con invitadas para 4 temas.
- d. Ciclo «Miradas feministas sobre el proceso constituyente», organizado con Abogadas Feministas de Chile (ABOFEM).
- e. Seminario Internacional «Propuestas feministas para el mundo que queremos», transmitido en vivo por las redes sociales de la Red.
- f. Lanzamiento del estudio exploratorio «Denuncié violencia y Carabineros me dijo», sobre la respuesta de la policía uniformada a las mujeres que acuden a denunciar violencia.
- g. Evento de lanzamiento de la campaña «¡Cuidado! El Machismo Mata» en agosto de 2020, que consistió en una transmisión en vivo por las redes sociales de la Red, de 3 horas de duración. Los contenidos se enfocaron en la historia de la campaña, en la participación de distintas agrupaciones participantes de la Red y los mensajes de esta versión.

- h. Acción pública en las afueras de la Corte Suprema de Justicia.
- i. Marchas y acciones públicas por el Día Internacional contra la Violencia hacia las Mujeres, desplegadas en 90 puntos del país. La marcha en Santiago es organizada tradicionalmente por la coordinación de la Red. El 2020 se realizó junto a la Coordinadora Feminista 8 de Marzo.
- j. Otras campañas contingentes vía redes sociales como «Absolución Para Sara»¹¹ o «Exigir justicia no es delito»¹², entre otras.

Así conmemoramos 30 años de organización feminista, en medio de una pandemia mundial. La virtualidad nos permitió realizar nueve asambleas nacionales, en contraste a las dos asambleas

11. En 2020, esta mujer que había denunciado la situación de violencia que vivía sin recibir protección de las autoridades mató a su ex pareja al defenderse contra una nueva agresión. De momento, no se ha reconocido oficialmente la legítima defensa. Su abogada solicitará el sobreseimiento definitivo, ya que en febrero de 2021 la Fiscalía decidió no perseverar.

12. Nicole Saavedra Bahamondes fue asesinada en junio de 2016 en la localidad de Quillota. Todas las pistas indicaban que se trató de un crimen de odio, pues Nicole era lesbiana. En 2019, su prima María Bahamondes y otras cuatro mujeres ingresaron a las oficinas de la Fiscalía de Quillota denunciando los escasos avances en la investigación. Por esta razón, las cinco mujeres enfrentan actualmente un juicio por los delitos de daños calificados y desórdenes públicos. La abogada Silvana del Valle, integrante de la Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres, lleva la defensa de las cinco mujeres. La campaña virtual se centró en denunciar las escasas diligencias que a junio de 2019 la Fiscalía había realizado para esclarecer el crimen de lesboodio, lo que llevó a las acusadas a manifestarse de esa manera para exigir que la investigación no siguiera dilatándose y se prestara atención a las pistas proporcionadas por la propia familia de la víctima. Algunos meses después de la acción, la investigación de la Fiscalía dio con el asesino de Nicole, Víctor Pulgar Vidal, quien se encuentra actualmente en prisión condenado por los delitos de violación y abuso sexual a dos menores de edad. Uno de esos delitos ocurrió algunos meses después del asesinato de Nicole. Para este caso aún no hay condena, y se está a la espera de la fecha del juicio.

realizamos los años anteriores, y mantener un contacto más fluido con distintos territorios.

El trabajo que la Red ha desarrollado en estos 30 años se ha enfocado en impulsar cambios culturales, políticos y sociales en favor de las mujeres, especialmente los relativos a la violencia específica que vivimos solo por el hecho de ser mujeres. Este tema es tanto un campo de acción como de constante reflexión. En ese sentido, el trabajo en red nos recuerda que las maneras que tenemos de ser mujeres y de habitar en este país son diversas, así como también nos impacta de manera diferente la pandemia. Si bien las condiciones son complejas para todas en distinta medida y en distintos aspectos, las resistencias también se han ido multiplicando: proliferan las organizaciones de mujeres, las ollas comunes, y otras formas de solidaridad; nosotras nos sentimos parte de tejido de rebeldías.

BIBLIOGRAFÍA

Albert Catalina (15 de mayo de 2020), «Mascarilla 19: Los vacíos de las políticas para enfrentar el aumento de la violencia contra la mujer en la cuarentena», *CIPER Chile*. <https://www.ciperchile.cl/2020/05/15/mascarilla-19-los-vacios-de-las-politicas-para-enfrentar-el-aumento-de-la-violencia-contra-la-mujer-en-la-cuarentena/>

Cádiz Pablo (16 de octubre de 2020), «“Estamos pasando al olvido”: el lamento de las víctimas de trauma ocular tras el 18-O», *T13*. <https://www.t13.cl/noticia/nacional/estamos-pasando-al-olvido-dolor-victimas-trauma-ocular-estallido-social>

El Mostrador Braga (15 de mayo de 2020), «Ministerio de la Mujer oficia al fiscal nacional por aumento en las denuncias por violencia intrafamiliar», *El Mostrador*. <https://www.elmostrador.cl/braga/2020/05/15/ministerio-de-la-mujer-oficia-al-fiscal-nacional-por-aumento-en-las-denuncias-por-violencia-intrafamiliar/>

Fernández Droguett Francisca (2019), «Extractivismo y patriarcado: la defensa de los territorios como defensa de la soberanía de los cuerpos», en *Violencia estructural y feminismo: apuntes para una discusión*, Santiago de Chile, Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres, p. 29-37.

Fiscalía Nacional (2021), *Informe estadístico 2020*.

Fuentes Fernando (14 de septiembre de 2020), «La evolución en la mirada del mundo al manejo de la pandemia en Chile», *La Tercera*. <https://www.latercera.com/mundo/noticia/la-evolucion-en-la-mirada-del-mundo-al-manejo-de-la-pandemia-en-chile/M7HFUPX4N5DGNNJSXXJKMDLOBU/>

López Lucía (20 de enero de 2021), «Cómo el actual manejo de la pandemia podría enfrentarnos a un escenario igual o peor que el del invierno pasado», *CIPER Chile*. <https://www.ciperchile.cl/2021/01/21/como-el-actual-manejo-de-la-pandemia-podria-enfrentarnos-a-un-escenario-igual-o-peor-que-el-del-invierno-pasado/>

Muñoz Corina & Molina Johanna (2019), «El extractivismo como arma del capitalismo contra las mujeres y sus comunidades», en *Violencia estructural y feminismo: apuntes para una discusión*, Santiago de Chile, Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres, p. 39-49.

Muñoz David (8 de marzo de 2020), «Coordinadora Feminista 8M cifró en más de 2 millones las mujeres que participaron en marcha de Santiago», *ADN*. <https://www.adnradio.cl/nacional/2020/03/08/coordinadora-feminista-8m-cifro-en-mas-de-2-millones-las-mujeres-que-participaron-en-marcha-de-santiago.html>

Radford Jill & Russell E.H. Diana (1992), *Femicide: The Politics of Woman Killing*, New York, Twayne Publishers.

Red Chilena contra la Violencia Doméstica y Sexual (2012), *Mujeres y violencia: silencios y resistencias*, Santiago de Chile, Red Chilena contra la Violencia Doméstica y Sexual.

Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres (2019), *Violencia estructural y feminismo: apuntes para una discusión*, Santiago de Chile, Red Chilena contra la Violencia Doméstica y Sexual.

Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres (2020), *Dossier informativo: 2019-2020. Violencia contra mujeres en Chile*: <http://www.nomasviolenciacontramujeres.cl/wp-content/uploads/2020/08/dossier-red-corre.pdf>

Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres (2021), *Campaña «¡Cuidado! El Machismo Mata»*: <http://www.nomasviolenciacontramujeres.cl/cuidad-el-machismo-mata/>

Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres (11 de febrero de 2021), *Registro de femicidios*: <http://www.nomasviolenciacontramujeres.cl/registro-de-femicidios/>

Santana Nazarit Paula & Astudillo Pérez Lorena (coord.) (2014), *Violencia extrema hacia las mujeres en Chile (2010-2012)*, Santiago de Chile, Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres.

Toro Agurto Ivonne (27 de enero de 2020), «Fabiola Campillai: “Para mí no hay justicia. Tus ojos, no puede haber nada que te los devuelva”», *CIPER Chile*. <https://www.ciperchile.cl/2020/01/27/fabiola-campillai-para-mi-no-hay-justicia-tus-ojos-no-puede-haber-nada-que-te-los-devuelva/>

Villegas Díaz Myrna (2012), «El delito de maltrato habitual en la Ley N° 20.066 a la luz del derecho comparado», *Política criminal*, vol. 7, n° 14, art. 2, p. 276-317. https://scielo.conicyt.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0718-33992012000200002

8. WOMEN SAFE & CHILDREN : ACCOMPAGNER LA RECONSTRUCTION DES FEMMES ET DES ENFANTS

FRÉDÉRIQUE MARTZ

Présidente de l'Institut en Santé Génésique et directrice générale de Women Safe & Children, Saint-Germain-en-Laye

INTRODUCTION

À l'origine de la création de l'Institut Women Safe, il y a un constat : celui de la globalité des violences. Celles-ci, tout en s'épanouissant sur le terreau fertile de certains facteurs de risques, demeurent protéiformes, cumulables et universelles. Elles sévissent partout, tout le temps, et vraisemblablement d'autant plus diversement que ses victimes se trouvent du mauvais côté des rapports de domination systémiques. Que les femmes soient les premières victimes de ces violences n'est plus à démontrer, et les études qui en dressent le constat sont chaque semaine plus nombreuses et univoques.

1. GENÈSE D'UN DISPOSITIF PIONNIER

1.1. Un constat implacable

La dernière étude nationale relative aux morts violentes au sein du couple montre que pour la seule année 2019, en France, 146 femmes ont été tuées par leur partenaire ou ex-partenaire. 84 % des morts au sein du couple sont des femmes. Parmi les femmes tuées par leur conjoint, 41 % étaient victimes de violences

antérieures de la part de leur compagnon (Ministère de l'Intérieur, Délégation aux victimes, 2020). Concernant les violences n'allant pas jusqu'à entraîner la mort, l'enquête annuelle pour l'année 2019 du ministère de l'Intérieur intitulée « Cadre de vie et sécurité » (CVS) estime que le nombre de femmes âgées de 18 à 75 ans qui, au cours d'une année, sont victimes de violences physiques et/ou sexuelles commises par leur conjoint ou ex-conjoint, s'élève à 213 000. 7 femmes victimes sur 10 déclarent avoir subi des faits répétés. 8 femmes victimes sur 10 déclarent avoir également été soumises à des atteintes psychologiques ou à des agressions verbales. Parmi ces femmes victimes, 18 % déclarent avoir déposé une plainte en gendarmerie ou dans un commissariat de police à la suite de ces violences¹.

En matière de violences sexuelles, toujours selon la même enquête, le nombre moyen de femmes âgées de 18 à 75 ans qui, au cours d'une année, sont victimes de viols et/ou de tentatives de viol est estimé à 94 000. De la même manière que pour les chiffres des violences au sein du couple présentés ci-dessus, il s'agit d'une estimation minimale.

Dans 91 % des cas, ces agressions ont été perpétrées par une personne connue de la victime. Dans 47 % des cas, c'est le conjoint ou l'ex-conjoint qui est l'auteur des faits. À la suite des viols ou tentatives de viol qu'elles ont subis, seules 12 % des victimes ont porté plainte (qu'elles aient ensuite maintenu ou retiré cette plainte).

Par ailleurs, en 2016, l'enquête « Violences et rapports de genre » (Virage) menée par l'Institut national d'études démographiques (Ined) a permis de mesurer le nombre de personnes ayant subi des violences sexuelles (viols, tentatives de viol, attouchements

1. Ces estimations sont issues des résultats de l'enquête de victimation annuelle « Cadre de vie et sécurité » 2019, conduite chaque année depuis 2007 par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), en partenariat avec l'Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale (ONDRP) et avec le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI).

du sexe, des seins ou des fesses, baisers imposés par la force, pelotage) au cours de leur vie. Ces violences ont concerné 14,5 % des femmes et 3,9 % des hommes âgés de 20 à 69 ans (Brown *et al.*, 2021). On estime en outre qu'au début des années 2010, la France comptait environ 125 000 femmes adultes ayant subi des mutilations sexuelles (Lesclingand *et al.*, 2019).

Ces chiffres, émanant des autorités françaises, constituent la fourchette basse de la réalité des violences. Si glaçants soient-ils, ils ont le mérite de donner à voir la partie émergée de l'iceberg, et de montrer combien ces violences sont globales et cumulables sur le fond comme sur la forme. Aussi l'Institut Women Safe & Children a-t-il mis un point d'honneur à traiter toutes les violences (sexuelles, physiques, psychologiques, économiques, rituelles...), quel que soit le lieu de leur perpétration.

1.2. L'impact des violences sur la santé, mécanisme méprisé

En sus du constat du caractère systémique de ces violences, une autre observation a incité les co-fondateurs à ouvrir les portes de Women Safe & Children : l'impact des violences sur la santé des victimes. En effet, les sévices infligés n'ont pas seulement un effet immédiat ; ils ont aussi des conséquences désastreuses sur la santé physique, psychique et comportementale des victimes. En 2012, l'Organisation mondiale de la Santé alertait déjà à propos de ce phénomène alors méprisé, recensant ses conséquences fréquentes (OMS & OPS, 2012) :

- Les violences physiques impliquent des traumatismes physiques aigus, susceptibles d'entraîner des invalidités, mais aussi des troubles gastro-intestinaux, des syndromes de douleur chronique.
- Les violences sexuelles et génésiques induisent des grossesses indésirées, des avortements (dans des conditions plus ou moins satisfaisantes), des IST/MST, des complications de grossesse pouvant déboucher

sur une fausse-couche, des infections (pelviennes, urinaires), des fistules, des troubles sexuels, des douleurs lors des rapports.

- Les violences psychologiques peuvent découler sur des comportements à risque, des troubles dépressifs, des TCA, des troubles du sommeil, des conduites suicidaires et/ou auto-destructrices, une perte totale de confiance en soi, des tendances addictives.

Dès lors, les violences ne peuvent plus être considérées seulement comme un problème sociétal mais bel et bien également comme un enjeu majeur de santé publique.

2. WOMEN SAFE & CHILDREN : RÉPONSE GLOBALE À FLÉAU GLOBAL

2.1. De la nécessité d'un Institut

Bien que la question des inégalités femmes-hommes ait bénéficié ces dernières années en France d'un éclairage nouveau et d'initiatives remarquables (beaucoup émanant de la société civile), il n'en reste pas moins que le problème reste plus que préoccupant. Même si l'État tente de prendre ces questions à bras-le-corps, ces initiatives demeurent timides et isolées, notamment sur le plan de la santé. Aussi un effort de cohérence et de coordination s'avérerait indispensable, tant pour des raisons d'efficacité que de rentabilité et de dignité.

La France, malgré l'expertise de ses acteurs et un système de santé unique au monde, paraît être en peine pour rivaliser face à des initiatives internationales plus coordonnées et dotées de moyens importants, notamment côté anglo-saxon dont le leadership en la matière s'impose clairement. Il existait donc un besoin de constituer un centre de référence national dans les domaines de la santé génésique et des violences faites aux femmes.

2.2. La pluridisciplinarité au cœur du dispositif

L'Institut Women Safe a été créé en 2014 par un duo mixte composé de Frédérique Martz et du Dr Pierre Foldes, chirurgien urologue inventeur de la technique de réparation chirurgicale de l'excision. L'Institut est né de la volonté d'apporter une réponse globale et pérenne au fléau global précité, en injectant la pluridisciplinarité au cœur d'une méthode novatrice. La santé génésique, par exemple, implique la possibilité d'avoir une sexualité responsable, satisfaisante et sûre ; ainsi que la liberté pour les personnes de choisir d'avoir des enfants si elles le souhaitent et quand elles désirent. Cette conception de la santé génésique présuppose des individus en bonne santé physique et morale.

À une époque – non tout à fait révolue – où les violences tendaient plutôt à être traitées en silos (par type, par lieu de perpétration, etc.), cette méthodologie s'est avérée aussi pertinente que révolutionnaire. Sept ans plus tard, largement éprouvée, elle reste une référence nationale.

Très concrètement, l'Institut Women Safe a été le précurseur en France d'une organisation holistique permettant en un même lieu de faire travailler ensemble les professionnels de la santé et de la justice. Aujourd'hui, l'équipe compte 51 professionnels aux expertises complémentaires (médecins, infirmières, puéricultrices, juristes, avocats, psychologues, masseurs, ostéopathes...), tous unis par le secret partagé. Ensemble, ils proposent un accompagnement socio-médico-psycho-juridique ambulatoire coordonné, personnalisé, adaptable et 100 % gratuit, rendant l'Institut accessible à toutes et à tous, quel que soit l'origine, le niveau social, l'âge ou l'orientation sexuelle. Ce modèle unique de coopération sanitaire entre professionnels du soin (ville/hôpital) et représentants de la société civile permet de changer le « chemin de croix de la sortie des violences » en un parcours pérenne, sécurisant et éthique.

2.3. L'accompagnement des enfants, un enjeu sanitaire et stratégique majeur

La rhétorique autour des violences durant les différents épisodes de confinement et, plus récemment, le raz-de-marée #MeTooInceste rappellent combien les enfants sont les grands oubliés des systèmes de prise en charge.

Pourtant, loin d'être seuls « témoins de violences », les enfants en sont bien plutôt co-victimes. À l'expression « violences conjugales », préférons donc celle de « violences intrafamiliales »². Lorsqu'il y a des enfants dans les foyers où s'exerce la violence de genre, la psychologue clinicienne Karen Sadlier estime que ces derniers en sont les témoins oculaires et/ou auditifs dans plus de 80 % des cas (quand ils n'y sont pas directement confrontés).

Dans son rapport annuel sur l'analyse globale des données issues des appels au « 3919-Violences Femmes Info » portant sur l'année 2018, la Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF) signale que 94 % des mères de famille victimes de violence de genre dans le contexte conjugal qui appellent le 3919 considèrent que leurs enfants sont exposés à la violence³. L'organisation précise qu'il s'agit d'un chiffre stable au regard des données des années antérieures (FNSF, 2019, p. 18). Selon le même rapport, plus de 4 femmes sur 5 qui utilisent la ligne Violence Femmes Infos ont des enfants (FNSF, 2019, p. 16).

Les violences faites aux enfants sont des atteintes graves à leur intégrité physique et mentale, ainsi qu'à leurs droits. L'exposition

2. La dénomination des violences est un enjeu majeur car elle reflète des manières très diverses d'appréhender ce phénomène. Si en France la réflexion en la matière est à peine ébauchée, dans plusieurs pays hispanophones dont l'Espagne, cette question donne lieu à un véritable bras de fer entre mouvements féministes et secteurs conservateurs (voir la conclusion du présent ouvrage).

3. L'écart entre les données de Karen Sadlier et de la FNSF s'explique par le fait qu'il n'existe pas d'enquête officielle d'envergure mesurant l'exposition des enfants à la violence de genre qui s'exerce au sein des foyers français.

précoce à la violence a été reconnue par la communauté scientifique internationale comme la principale cause de mortalité infantile et du développement de maladies à l'âge adulte (Hillis *et al.*, 2016).

Une récente enquête montre également les lacunes de l'Aide sociale à l'enfance, censée se substituer aux déficiences éducatives des parents : une violence institutionnelle qui nécessite qu'une profonde refonte du système soit envisagée. 40 % des personnes sans domicile fixe en France sont issues de l'Aide sociale à l'enfance, faute de construction d'un parcours destiné à envisager un avenir professionnel (Frechon & Marpsat, 2016).

Chez Women Safe, l'accueil des enfants s'est rapidement avéré essentiel, quand il a été observé que 70 % des femmes accueillies avaient effectivement été victimes de violences durant la prime jeunesse. C'est la raison pour laquelle un pôle Enfants a ouvert ses portes en 2017 au sein de l'association, sur le même modèle et selon la même méthodologie pluridisciplinaire. À cette date, Women Safe est devenue « Women Safe & Children », s'illustrant à nouveau par la lucidité de ses constats, son approche visionnaire et la pertinence de son dispositif.

L'écoute et l'accueil de ces enfants, qu'ils soient pris en charge en même temps que leur mère ou qu'ils soient adressés par l'Aide sociale à l'enfance, sont d'autant plus importants qu'ils permettent de traiter les conséquences des violences et d'en atténuer les causes en brisant le cercle vicieux de la reproduction de ces comportements.

En effet, des travaux comme ceux de la psychologue Karen Sadlier ont contribué à montrer que les traumatismes de l'enfance déterminent largement leur santé d'adulte. Un enfant victime de violences sera, par exemple, plus enclin à mettre en place un processus dissociatif et à plonger dans un état de sidération, d'anesthésie émotionnelle. Les conduites à risques, addictions, pratiques sexuelles violentes, conduites hétéro ou

auto-agressives, TCA ou troubles dépressifs comptent parmi les phénomènes qui viendront plus probablement altérer la vie des victimes non-traitées⁴.

En les intégrant pleinement dans le système de réparation/reconstruction holistique, l'Institut a ouvert la voie. Les enfants ne sont aucunement les dommages collatéraux des violences, ils en sont pleinement victimes ; et il est nécessaire de traiter les séquelles physiques et psychiques pour qu'elles ne conditionnent pas de nouveaux destins violents.

2.4. L'intelligence collective au service des victimes et des territoires

2.4.1. Une mécanique interne innovante

L'impact des violences sur la santé des victimes étant souvent négligé voire méprisé, le pari de Women Safe & Children était d'organiser une coopération sanitaire destinée à paver aux bénéficiaires un chemin de sortie des violences réaliste, accessible et sécurisant.

Très concrètement, une infirmière d'accueil est chargée d'établir un premier diagnostic en s'entretenant initialement avec la nouvelle entrante. Aussi peut-elle, dans ce contexte, accueillir son témoignage dans un cadre bienveillant, sécurisé et en déduire quelles expertises sauraient lui convenir dans le cadre du processus de reconstruction.

Dans le domaine de la santé, médecins généralistes et gynécologues, psychologues (notamment spécialisées EMDR⁵),

4. Voir notamment Sadlier Karen (2016), « L'enfant co-victime de la violence dans le couple », dans Roland Coutanceau & Muriel Salmona (dir.), *Violences conjugales et famille*, Paris, Dunod, « Psychothérapies », p. 121-131.

5. Les initiales EMDR signifient *Eye Movement Desensitization and Reprocessing*, c'est-à-dire désensibilisation et retraitement par les mouvements oculaires. Cette thérapie utilise une stimulation sensorielle bi-alternée (droite-gauche) qui se pratique par mouvements oculaires ainsi que par stimuli auditifs.

infirmières, masseurs, ostéopathes, sage-femmes et conseillères conjugales du Centre de planification et d'éducation familiale, seront ainsi mobilisables pour la victime.

Sur le plan juridique, des juristes pourront informer la ou le bénéficiaire vis-à-vis de ses droits, tandis que des avocats pourront dispenser des conseils dans le cadre d'une judiciarisation du dossier.

En complément, des activités annexes existent – assurées par des intervenants extérieurs ou non – et permettent d'offrir des séances de yoga, de boxe, de krav-maga, des cours de chant, des ateliers d'écriture ou de théâtre, des cercles de parole, etc. Celles-ci permettent aux victimes de recouvrer une forme de confiance, de se réapproprier leur corps, de renouer avec la sensation de plaisir, de restaurer une image et une estime éventuellement perdues, et de se retrouver dans le rapport à l'altérité.

En interne, cette pluridisciplinarité s'incarne lors de réunions dites « staff » au cours desquelles les professionnels de ces différentes disciplines échangent sous la coupole du « secret partagé » afin d'envisager en permanence la meilleure solution pour les bénéficiaires. Ces métiers, qui n'échangent généralement jamais, se retrouvent ainsi confrontés à d'autres expertises aux motivations différentes, et leurs représentants trouvent alors dans le dialogue la meilleure voie pour accompagner la victime sur le chemin de sortie des violences.

2.4.2. Un rôle d'interface primordial

Au-delà de son organisation interne, l'Institut Women Safe & Children s'impose comme un maillon incontournable de la chaîne de prise en charge des victimes. Sur le plan de la santé, il joue un véritable rôle d'interface entre la ville et l'hôpital : grâce à des conventions avec l'Hôpital public de Saint-Germain-en-Laye et avec la Clinique privée Vivalto, il bénéficie tout à la fois de facilités dans l'adressage des victimes et sert de partenaire de

proximité. Aussi, une victime se déclarant dans un service de l'hôpital peut être aiguillée vers l'Institut pour bénéficier d'un accompagnement médico-psycho-juridique gratuit ; et une victime accueillie à l'Institut peut être conduite vers l'hôpital dans les meilleurs délais pour des soins plus approfondis.

De la même façon, des conventions et partenariats existent sur le volet justice. Celle signée avec le barreau de Versailles prévoit par exemple des permanences de ses dizaines d'avocats au sein de l'Institut. Concernant les juristes, ce sont principalement des affiliés du Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) des Yvelines qui interviennent.

Citons également les liens récurrents avec les Centres communaux d'action sociale (CCAS), les travailleurs sociaux, les services du conseil départemental, ceux de la Protection maternelle et infantile (PMI), ainsi qu'avec d'autres associations : autant de liens qui ont fait de Women Safe & Children un acteur majeur de l'accompagnement sur le territoire.

2.5. Plus qu'une action sociale : un projet de société

Outre son organisation opérationnelle de curation, l'Institut Women Safe & Children s'inscrit aussi dans un projet de société à long terme en mettant la prévention au cœur de ses actions. Pour servir la démocratie sanitaire, son équipe forme ainsi les professionnels de santé, du secteur social, de la justice et de la police/gendarmerie..., afin de les aider à évaluer les différents types de violences et leurs conséquences.

De la prévention au dépistage en passant par la détection, l'Institut Women Safe & Children sensibilise aussi un grand nombre d'acteurs aux violences sexistes et sexuelles et à leur impact. C'est le cas notamment dans l'enseignement supérieur puisque plusieurs universités franciliennes sont conventionnées avec la structure pour en faire leur dispositif externalisé sur ces questions cruciales.

Par son engagement auprès des jeunes, Women Safe & Children investit dans le dépistage et la prévention, en participant à des colloques, aux actions de sensibilisation au sein des classes (collège et lycée) et en contribuant à la réalisation d'outils de sensibilisation tels que des courts métrages ou campagnes de sensibilisation visuelle. L'Institut accompagne des professionnels au contact des jeunes en souffrance, dans l'Éducation nationale, les services médico-sociaux, les forces de l'ordre et les professionnels de l'aide sociale à l'enfance notamment.

CONCLUSION

La force de structure pluridisciplinaire Women Safe & Children repose sur une réelle expertise en psychotraumatologie et victimologie, mais aussi dans son approche Santé (incluant la réparation chirurgicale en cas de violences sexuelles) ; la prise en considération de toute la dimension médico-psychologique autour de ces situations ; l'éclairage juridique, l'expertise judiciaire et le recul nécessaire.

Cette intelligence holistique permet à la fois de fédérer et d'agir plus efficacement et en conscience. La pluridisciplinarité et l'engagement de ses professionnels constituent une richesse qui permet également d'éclairer les instances et les politiques vis-à-vis des actions à mener, de proposer du concret en co-construction et de mettre en œuvre de véritables démarches médicales et des politiques de soin.

L'Espagne, notamment, a de quoi être citée en exemple pour l'excellence de son engagement en la matière. En 2004, la péninsule ibérique a adopté à l'unanimité la loi de « protection intégrale » contre les violences de genre. À l'époque, ce texte se démarquait par son originalité venant de la globalité de l'accompagnement qu'il garantit aux femmes victimes. Y sont prévus une information, des mesures de protection et un certain nombre de droits spécifiques (en matière économique, de droit

du travail, de sécurité sociale, de répartition du préjudice subi...). Cette loi a été jugée comme étant l'une des plus efficaces au monde par ONU Femmes, World Future Council et l'Union interparlementaire.

Ces dernières années, à la faveur de fortes mobilisations autour de #MeToo ou #NiUnaMenos, le mouvement féministe et militant espagnol a exercé une pression constante sur les pouvoirs publics pour faire de la lutte contre les violences globales une priorité, exigeant un « Pacte d'État » qui garantisse la continuité et la stabilité d'une politique et du budget alloué, quel que soit le parti au pouvoir.

L'objectif est atteint depuis septembre 2017, avec l'adoption par tous les partis politiques d'un « Pacte d'État contre la violence de genre ». Il contient 292 mesures structurées en 10 lignes d'action, dotées d'un milliard d'euros supplémentaires budgétés sur cinq ans (2018-2022) et répartis entre l'administration centrale, les 17 communautés et villes autonomes et les municipalités. C'est sur le modèle espagnol que les associations françaises réclamaient ce même montant notamment lors du Grenelle de 2019.

À partir du modèle espagnol, il est possible d'isoler 10 préconisations clés, réparties en trois axes, pour améliorer les politiques publiques de lutte contre les violences en France :

- I. Renforcer le cadre législatif, administratif et budgétaire pour lutter plus efficacement contre les violences conjugales
 - a. Engager un travail législatif pour la mise en place en France d'une loi-cadre de lutte contre les violences conjugales.
 - b. Augmenter le budget interministériel consacré à la lutte contre les violences conjugales en France à un milliard d'euros par an.
 - c. Renforcer le Plan d'action interministériel en

France, à l'instar du Pacte espagnol, en précisant les indicateurs de suivi et d'évaluation.

- d. Rendre accessibles sur un même portail en ligne l'ensemble des statistiques sur les recours aux dispositifs de protection par les victimes et sur le nombre de victimes de féminicides, mis à jour en temps réel.

II. Renforcer le dispositif de protection des victimes et de prévention des féminicides

- a. Mettre en place un système de suivi des victimes et d'évaluation du danger partagé (police, justice, travail social) et actualisé régulièrement, à l'instar du système VioGén.
- b. Améliorer le recours et le taux d'attribution des ordonnances de protection pour garantir une protection rapide et multidimensionnelle à la victime, et poursuivre la mise en place des mesures anti-rapprochement (bracelet électronique).
- c. Créer un traitement spécialisé des violences conjugales par les juridictions françaises.
- d. Renforcer les équipes de police/gendarmerie spécialisées et formées.

III. Renforcer les droits sociaux et une prise en charge coordonnée des victimes

- a. Prévoir des dispositifs d'aménagements temporaires du contrat de travail ou des conditions de recherche d'emploi à la demande des victimes.
- b. Augmenter le nombre d'hébergements spécialisés en France.

BIBLIOGRAPHIE

Brown Elizabeth, Debauche Alice, Hamel Christelle & Mazuy Magali (dir.) (2021), *Violences et rapports de genre. Enquête sur les violences de genre en France*, Aubervilliers, Ined.

Fédération Nationale Solidarité Femmes (2019), « Extrait de l'Analyse Globale des données issues des appels au "3919-Violences Femmes Info", année 2018 ». <https://www.solidaritefemmes.org/upload/FNSF-donn%C3%A9es-chiffre%C3%A9es-3919-2018.pdf>

Frechon Isabelle & Marpsat Maryse (2016), « Placement dans l'enfance et précarité de la situation de logement », *Économie et statistiques*, n° 488-489, p. 37-68. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2123144?sommaire=2123156>

Hillis Susan, Mercy James, Amobi Adaugo, Kress Howard (2016), « Global Prevalence of Past-year Violence Against Children: A Systematic Review and Minimum Estimates », *Pediatrics. Official Journal of the American Academy of Pediatrics*, n° 137(3), art. 20154079. <https://doi.org/10.1542/peds.2015-4079>

Lesclingand Marie, Andro Armelle & Lombart Théo (2019), « Estimation du nombre de femmes adultes ayant subi une mutilation génitale féminine vivant en France », *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, n° 21, p. 392-399. http://beh.santepubliquefrance.fr/beh/2019/21/2019_21_1.html

Ministère de l'Intérieur, Délégation aux victimes (2020), *Étude nationale relative aux morts violentes au sein du couple en 2019*. <https://www.interieur.gouv.fr/Actualites/Communiqués/Etude-nationale-relative-aux-morts-violentes-au-sein-du-couple-en-20192>

Ministère de l'Intérieur (2019), *Rapport d'enquête « Cadre de vie et sécurité » 2019. Victimation, délinquance et sentiment d'insécurité*, Paris, SSMSI. <https://www.interieur.gouv.fr/Interstats/L-enquete-Cadre-de-vie-et-securite-CVS/Rapport-d-enquete-Cadre-de-vie-et-securite-2019>

Organisation mondiale de la Santé & Organisation panaméricaine de la Santé (2012), *Comprendre et lutter contre la violence à l'égard des femmes*, Genève, Éditions de l'OMS. <https://apps.who.int/iris/handle/10665/86232>

Sadler Karen (2016), « L'enfant co-victime de la violence dans le couple », dans Roland Coutanceau & Muriel Salmona (dir.), *Violences conjugales et famille*, Paris, Dunod, « Psychothérapies », p. 121-131.

9. VIOLENCE AGAINST WOMEN IN TRINIDAD AND TOBAGO: FROM ASSESSMENT TO ACTION

PATRICIA MOHAMMED

Emerita Professor of Gender and Cultural Studies, University of the West Indies (UWI) – St. Augustine, Trinidad and Tobago

INTRODUCTION

The *Trinidad Express Newspapers* Editorial of January 10, 2020, commented that “Between 2005 and 2015, the Trinidad and Tobago Coalition Against Domestic Violence (CADV) has reported that 300 women were murdered in this country. In 2017, 43 of the 52 women killed were victims of domestic violence. Up to 2015, the Coalition had listed 7,000 cases of domestic violence that were reported to the authorities”¹. The same newspaper reported by March 7th, 2020, on the occasion of International Women’s Day, that “Behind closed doors and often in silence, women are being brutalised night and day in this country. Already 13 women and girls have been killed this year, 11 of whom lost their lives in situations of domestic violence. This is a murder rate of one female being killed every five days”².

We all agree that violence is the act with the intent to cause harm and varies in a multitude of forms including both physical and

1. https://trinidadexpress.com/opinion/editorials/a-crisis-of-domestic-violence/article_1e443934-3410-11ea-ab2d-23fa629e5fb3.html

2. https://trinidadexpress.com/opinion/editorials/the-emergency-of-violence-against-women/article_dc543bae-60d4-11ea-8e5c-b3432ac229a5.html

psychological. It is also universally agreed that violence against women is a major social problem that can be viewed as a violation of one's human rights. We are also fully aware that the effect of violence on victims can be both physical and psychological (Kizilgol & Ipek, 2018). In my view, assessing violence against women since the second decade of the twentieth century needs no additional generic definitions although we have subsumed the different acts of sexual violence against the more vulnerable in society under gender-based violence, a term that is also used to address violence against women in Trinidad and Tobago. Within gender-based violence we confront not only the forms of violence that target solely women, but we also include rape, incest, domestic violence or physical and mental abuse of women and children, the buggery of young defenseless boys, the harassment of women in the workplace and the kidnapping of young girls whose bodies later turn up in forested or lonely areas. These acts of violence keep recurring despite the efforts of the state to create legislation or to impose tougher law enforcement practices. They appear to increase with creative forms of brutality as women become more and more resistant through activism and other forms of empowerment.

This paper briefly assesses the current status of women in Trinidad and Tobago with an overview of the most prevalent types of gender-based violence —focusing primarily on those targeting women and girls— that also identifies and examines the actions that have been taken within this society to mitigate the effects on the female and other vulnerable populations.

I. STATUS OF WOMEN IN TRINIDAD AND TOBAGO

Having large reserves of oil and gas which dominated its economy for several decades, from the 1980s onwards Trinidad and Tobago became one of the wealthiest countries in the Caribbean. With a decline in oil prices and crude oil production in the twenty-first century, the society can no longer rely on petroleum as its primary

source of income. Despite this, to this day, the twin island state is able to enjoy a per-capita income well above the average for Latin America and other Caribbean territories. However, as it is the case around the world, the gaps between the rich and the poor are widening and the middle-class is becoming increasingly impoverished. Trinidad and Tobago's twin island population is multi-racial with 41% being black or of African descent, 40% of East Indian descent and the remaining 19% is comprised of groups including Chinese, Western Europeans and people of Middle Eastern descent³. The island of Trinidad is approximately twenty miles from Tobago. Situated at the southern end of the Caribbean (Figure 1) and 11 km (or 6.8 miles) off the northeast coast of Venezuela, the most recent and prevalent migration stream has been from Venezuelans fleeing unemployment and unrest in that country, who now have become the latest targets for abuse because of their migrant status.

Figure 1. Proximity of Trinidad and Tobago vs Trinidad and Venezuela.



© iStockphoto/PeterHermesFurian.

3. <https://www.nationsencyclopedia.com/Americas/Trinidad-and-Tobago-ETHNIC-GROUPS.html>

Currently Trinidad and Tobago have a combined population of 1,228,691 who live in a geographical area of 5,228 square kilometers. With respect to education, girls have been drastically outperforming their male counterparts for at least two decades now. In 2013, the government published a list of the top 200 students in a secondary entrance exam, and only 26% of those on the list were male. At the tertiary level, the ratio is 70% females to 30% males⁴. Yet, as gleaned from Table 1 below, although females outnumber males, it is evident that males dominate females in several different sectors in society.

Table 1. Demographic overview of population of Trinidad and Tobago.

CATEGORY	FEMALE	MALE
Total Population	48%	52%
Proportion of seats held in national parliament 2014	29%	71%
Labor force participation over 15 years old	58%	78%
Unemployment Rate	6.2%	4.5%

Source: Demographic and Labour Force Participation Rates, <https://cso.gov.tt>

4. Ministry of Education, Trinidad and Tobago: <https://www.moe.gov.tt/news-release-22/>

A tradition of male dominance in employment, the paid labor force and in politics still persists in this society. Although not accounted for generally in formal labor force surveys and statistics, women make up a greater proportion of the informal sector. Women turn their hands to catering, selling imported goods and working as maids or caretakers in homes, in domestic situations where work and wages are unregulated. Watson and Sookram found sufficient evidence to show that formal sector workers earn more than informal sector workers and that men's wages still exceed those of women in the informal sector. They note that "Most of the observed difference may be attributed to wage discrimination rather than to human capital differences between males and females"⁵.

Are we to assume that women are among the more violated because of their lack of earning power, or because of the cultural attitudes towards femininity which still place females on the lower rung of the gender hierarchy? Do women themselves buy into this idea of a patriarchal dominance that must be kept in control through force?

2. ASSESSMENT OF GENDER BASED VIOLENCE IN TRINIDAD AND TOBAGO

The most prevalent types of gender-based violence that are reported against women are:

- Horrific wife or spouse murders
- Intimate partner violence
- Domestic violence in homes
- Rape and incest (less reported, but still prevalent)
- Sexual harassment in the workplace
- Violence against children

5. Sandra Sookram & Patrick Kent Watson (2008), "The Informal Sector and Gender in the Caribbean: The Case of Trinidad & Tobago", St. Augustin, University of the West Indies. https://www.researchgate.net/publication/228421617_The_Informal_Sector_and_Gender_in_the_Caribbean_The_Case_of_Trinidad_Tobago

The Government of Trinidad and Tobago has demonstrated its commitment to reducing violence through the project of a National Domestic Violence Hotline that is managed by the Ministry of Gender, Youth and Child Development.

The service also generates statistical data from the Hotline calls and interventions while understanding as all societies have come to grips with, that the statistics of domestic or sexual violence are generally under-reported due to shame and blame that the victims of these assaults attract.

According to their data from January to April 2020, there were 277 client calls to the Hotline. I discuss below the number of calls per year before and during the pandemic period in Trinidad and Tobago.

The Hotline for the period from January to April 2020 recorded a total of 1,071 reports that identified the different categories of abuse. While Hotline calls are those seeking immediate advice or help, reports are those filed in order to bring action against perpetrators and to seek the advice of this national service on domestic violence in order to do so.

Table 2 shows the different categories of abuse by sex which indicates a total of 990 or 92.4% of reports were from females and 81 or 7.6% were from persons who identified themselves as males.

The top three categories of abuse were emotional, physical and verbal, with emotional abuse accounting for 25.5%, verbal abuse accounting for 23% and physical abuse accounting for 19.23%.

Table 2. Categories of Abuse perpetrated against Clients of the National Domestic Violence Hotline.

TYPE OF ABUSE	FEMALE	MALE	TOTAL
Emotional	249	24	273
	<i>91.21%</i>	<i>8.79%</i>	<i>25.50%</i>
Physical	193	13	206
	<i>93.69%</i>	<i>6.31%</i>	<i>19.23%</i>
Verbal	225	21	246
	<i>91.46%</i>	<i>8.54%</i>	<i>23.00%</i>
Sexual	17	0	17
	<i>100.00%</i>	<i>0.00%</i>	<i>1.58%</i>
Financial	66	5	71
	<i>93.00%</i>	<i>7.00%</i>	<i>6.63%</i>
Threats	146	8	154
	<i>94.80%</i>	<i>5.20%</i>	<i>14.40%</i>
Neglect	6	4	10
	<i>60%</i>	<i>40%</i>	<i>0.93%</i>
Isolation	28	2	30
	<i>93.33%</i>	<i>6.66%</i>	<i>2.80%</i>
Eviction	12	0	12
	<i>100%</i>	<i>0%</i>	<i>1%</i>
Rape	6	0	6
	<i>100%</i>	<i>0%</i>	<i>0.56%</i>
Stalking	13	0	13
	<i>100%</i>	<i>0%</i>	<i>1.21%</i>
Harassment	29	4	33
	<i>87.87%</i>	<i>12.12%</i>	<i>3.08%</i>
TOTAL	990	81	1071

Source: Trinidad and Tobago National Domestic Violence Hotline Calls, Policy, Research and Planning Division, Office of the Prime Minister (Gender and Child Affairs Division), Government of Trinidad and Tobago.

2.1. Increase in violence since the Covid-19 pandemic

Table 3 shows the raw data of genuine calls to the Hotline for the years 2018, 2019 and 2020. The calls are categorized into data client calls, brief client calls and information requests.

Table 3. Calls to the Hotline for the years 2018, 2019 and 2020.

2018		
JANUARY	FEBRUARY	MARCH
209 genuine calls	204 genuine calls	292 genuine calls
<ul style="list-style-type: none"> • Data client calls-25 • Brief client calls-126 • Information requests-58 	<ul style="list-style-type: none"> • Data client calls-24 • Brief client calls-103 • Information requests-77 	<ul style="list-style-type: none"> • Data client calls-46 • Brief client calls-160 • Information requests-86

2019		
JANUARY	FEBRUARY	MARCH
185 genuine calls	201 genuine calls	181 genuine calls
<ul style="list-style-type: none"> • Data client calls-29 • Brief client calls-91 • Information requests-65 	<ul style="list-style-type: none"> • Data client calls-30 • Brief client calls-97 • Information requests-74 	<ul style="list-style-type: none"> • Data client calls-30 • Brief client calls-79 • Information requests-72

2020		
JANUARY	FEBRUARY	MARCH
418 genuine calls	486 genuine calls	419 genuine calls
<ul style="list-style-type: none"> • Data client calls-65 • Brief client calls-213 • Information requests-140 	<ul style="list-style-type: none"> • Data client calls-83 • Brief client calls-199 • Information requests-204 	<ul style="list-style-type: none"> • Data client calls-61 • Brief client calls-225 • Information requests-133

Source: A Comparison of calls to the National Domestic Violence Hotline, January to March 2018, 2019, 2020, Policy, Research and Planning Division, Office of the Prime Minister (Gender and Child Affairs Division), May 11, 2020.

Genuine calls are divided into 3 categories:

- Data client calls-refers to the sum of first time and repeat calls for which data sheets are prepared.
- Brief client calls-refers to calls to update listeners on the progress of the caller's situation
- Information requests-refers to requests for information which includes:
 - Information on how to obtain a protection order;
 - Telephone numbers of other agencies such as specific police stations, hospitals/health centers, NGOs, Social Services, Family Court and Drop-in Centers;
 - Telephone numbers of other hotline services such as Crime Stoppers, Lifeline and Childline.

Data from the comparison period for the years 2018, 2019 and 2020 reveals that the year 2020 recorded the highest number of genuine calls to the Hotline –1,323– while the year 2019 recorded

the lowest number of genuine calls –567. The report concludes that “[...] the month of February showed the highest increases in all categories of genuine calls and ... a very significant increase in data client calls for the month of February 2020 –245% increase”. This was the period in Trinidad and Tobago when lockdown rules confined families to households.

Since the occurrence of the Covid-19 pandemic, The Institute for Gender and Development Studies (IGDS), located in the University of the West Indies, St. Augustine campus, has observed a radical rise in domestic violence, reporting in March 2020 that there were 203 police reports made as compared to 42 reports in March 2019⁶. This drastic rise has been identified as part of a worldwide rise with other countries having similar experiences. Search engines such as Google are seeing the highest amounts of searches for domestic violence help in the last five years.

2.2. Recent acts of violence against women and men

To demonstrate the accuracy of the above a few examples of acts of violence against women occurring in 2020 are excerpted below, largely from newspaper reports:

1. Trinidad mother of two, Reshma Kanchan, 25, was chopped several times about the neck and shoulders by her attacker who attempted to take his own life while driving away from the murder scene (Felmine, 2020).
2. Two women were murdered on the same day in different instances; one woman was shot dead in the district of Laventille, East Port of Spain and the other's nude, lifeless body was found by a passer-by in a car park in the heart of Port of Spain, the capital city of the country (Ramdass, 2020).

6. Marketing and Communications Department, The UWI, St. Augustine Campus 2020, Ramdass 2020.

3. Secondary school teacher, Suzette Sylvester, 48, beaten and bludgeoned to death by a male relative (Mohammed, 2021).
4. A video of a male being beaten by a female while adults laughed, and children looked on in shock had been circulating on social media (Taitt, 2020).

While it was relatively easy to find multiple examples of specific incidents and acts of violence against women, the search for acts of violence against men by women was much more difficult, with only two examples being found. The above examples prove not only that acts of violence against women are drastically superseding acts of violence against men, but also that many acts of violence against women end fatally as compared to those of men.

Although in Table 1 it is observed that men dominate women in each category, indicating that men generally hold higher statuses than women in society, women are consistently advancing in education as compared to men. However, it is unfortunate that even when women are becoming champions, contributing significantly to society and advancing culture, this does not discourage the amounts and severity of violence against women. Instead, the question that this raises is whether violence against women has increased due to the possibility that men may feel less superior to women due to general advancement in today's society. Bearing in mind that many women are now the sole breadwinners in their families due to the effects of the Covid-19 pandemic and the rise in unemployment, one can make a connection between such and the spike in violence against women.

3. FROM ASSESSMENT TO ACTION

I deal here with several measures rolled out at different levels which have been put in place to reduce or prevent acts of violence against women in Trinidad and Tobago. The main actors here are:

- 1) the State through enforcement of laws as well as programs for change;
- 2) the parallel intervention of activism by non-governmental groups of activists;
- 3) civil society mobilization and initiatives of private sector corporations.

The private sector operates largely through their Corporate Social Responsible programs, thus supporting the efforts of other non-governmental organizations (NGO) and professional groups.

These actions or interventions have been fairly consistent for at least four decades, increasing in intensity and public reach with the advent of social media and other more accessible means of communication by the second decade of the twenty-first century.

3.1. State Actions

3.1.1. Legislation

One of the earliest protections was being offered through changes in legislation that placed women in more vulnerable positions. There were a series of what was referred to as first and second-generation laws that were passed in Trinidad and Tobago, including:

- The Succession Act 1981 provided recognition for common-law wives i.e. women who were living in non-marital relationships with partners.
- The Sexual Offences Act 1986 which created an offense of marital rape within marriage, an act that was revolutionary in signaling rights of women and which has consistently been amended up to 2019.
- The Domestic Violence Act 1991 which was recent-

ly amended in 2020, expanding the range of persons who can seek relief and establishing greater support for survivors of domestic violence such as shelters. Additionally, clause 3 of the Act widens the scope of non-physical abuse such as emotional and psychological abuse to include unwelcome contact by all means including online bullying and stalking (Taitt, 2020).

- The Status of Children and Children’s Authority Act implements protection for children by court.
- The Muslim and Hindu Marriage and Divorce Acts were established in 1936 and 1945 respectively and were updated in 2016 to outlaw child marriage. Previously girls could have been married from the ages of 14 and 12 respectively.

3.1.2. National Gender Machinery

From the 1980s onwards with the setting up of a Women’s Bureau which later evolved into a Bureau of Gender Affairs now located in the Office of the Prime Minister —combining Gender and Child Affairs— the State has supported *inter alia* the following:

- Drafting of the National Gender Policy that also includes provisions for mitigating gender-based violence.
- National Domestic Violence Hotline as demonstrated above in this paper.
- Training and setting up of offices for Regional Police Gender Violence Units.
- Providing subventions to homes and shelters run by non-governmental organizations.

3.2. Non-Governmental Organization

3.2.1. *Feminist activism*

If early efforts of women to help those in need tended to emerge from welfare organizations and religious bodies, since the late 1970s a vibrant second-wave feminist movement placed the issues of violence against women firmly on the platforms for struggle. These have never faltered. There is a parallel call and response between the feminist/women's movement and the State so that actions spearheaded by the State are also informed by demands raised by NGO action.

I focus here only on one current NGO, The Trinidad and Tobago Coalition Against Domestic Violence (CADV) which was formed in 1988. It incorporates a range of organizations and individuals, including the Rape Crisis Centre. The CADV is involved in the following:

- Lobbying and advocacy for human rights issues
- Victim support especially through counseling
- Research
- Public education
- Educational aid to victims of domestic and gender-based violence
- Witness support and legal aid
- Prevention program

3.2.2. *Institutional Feminist Activism*

Founded in 1993, the Institute for Gender and Development Studies (IGDS) contributes to the fight against violence through the following:

- Research, analysis, publications and media advocacy
- Promotion of national consciousness raising (e.g.,

commemorating International Women's Day, and November 25th, the International Day for the Elimination of Violence against Women)

- Advocating for LGBTI rights
- Contribution to national policy change
- Activist projects (e.g., Break the Silence project against child incest)

Unlike other teaching and research in gender and women's studies departments, the IGDS, a department of the University of the West Indies has research activism and community engagement as a major component of its mandate although situated within a university structure. It is a clearing house for data, its scholars/activists are called upon for a host of interventions, including policy creation, community projects and as spokespersons for the media. The IGDS now has a three-decade history of involvement nationally as well as regionally, and is continuously training new advocates against violence in the society.

3.3. Corporate and Professional Bodies

Business and professional women along with religious organizations were able to set up thirteen shelters throughout the country as homes for battered women as well as shelters for women and children. The First Citizens Financial Group of Companies (FC), embraces corporate best practice through the Advancement of the Women Committee Fund (AOW) bolstered by a FC purple bank credit card. The cardholder is both obligated to pay a sum each month to the Fund through an automatic deduction and through use of the card. The AOW Committee supports expenses of shelters including counseling services and equipment needs.

Table 4 below provides information on a selection of these shelters that the fund supports to ensure that they continue to provide a service to women who are in need.

Table 4. Shelter for Women in Trinidad and Tobago 2020.

NAME	DETAILS
The Half-Way House	One of the earliest homes to be established in south Trinidad by the Business and Professional women and other associates, this home can accommodate 14 persons (8 adults and 6 children).
The Shelter for Battered Women	Located in Tobago, this facility can accommodate 19 persons (adults and children with provision for up to 6 babies (separate cots)).
Myrtle's Place	Capacity to house 20 persons (adults and children), but they do not accept unaccompanied minors.
Vision of Hope	This facility houses up to 24 persons (adults and children).
Goshen	Can accommodate 17 persons (adults and children).
Government Shelters	The Office of the Prime Minister has constructed two facilities. One has 19 bed spaces which can accommodate 34 persons (mothers and children). The second one has a 24 bed space and can accommodate about 50 (mothers and children). All rooms are air-conditioned with Wi-Fi and internet access. All rooms are self-contained with their own bathroom facilities. These shelters are not officially opened as of yet and are still in the process of recruiting staff.
Tobago Shelter	A temporary facility has been made available in Tobago until August. This can accommodate 4 families.

Source: First Citizens Advancement of Women Fund.

Additionally, the AOW Committee partnered with Douglas and Associates Limited, a professional group of clinical and behavioral psychologists in two court-based projects called HOPE for Women (HfW) and HOPE for Girls (HfG). The target group for these projects are women ages 18-30 and girls ages 13-17 respectively. Women and girls who are involved in the court system due to family violence, domestic abuse and who are at risk for or have experienced gender-based violence (GBV), particularly intimate partner violence are the beneficiaries of these prevention and intervention projects for one year.

The Hope for Women program is intended to accomplish the following:

- 1) Help participants take ownership of their lives and choose a life free of violence.
- 2) Assist participants to create a safety plan for themselves and for their children.
- 3) Assist participants in making a critical and objective assessment of their role and position in relationships, to teach decision-making skills and to grasp the concept of choice.
- 4) Aid participants in understanding their legal rights and the work of the police when there is domestic violence.
- 5) Encourage participants to take an objective look at their family history, develop a sense of self-worth, self-value and self-responsibility.
- 6) Teach participants how to deal with conflict and manage anger.
- 7) Teach participants skills for communicating and being assertive.
- 8) Assist participants in understanding the negative impact of domestic violence on the lives of their children and to teach effective parenting skills.

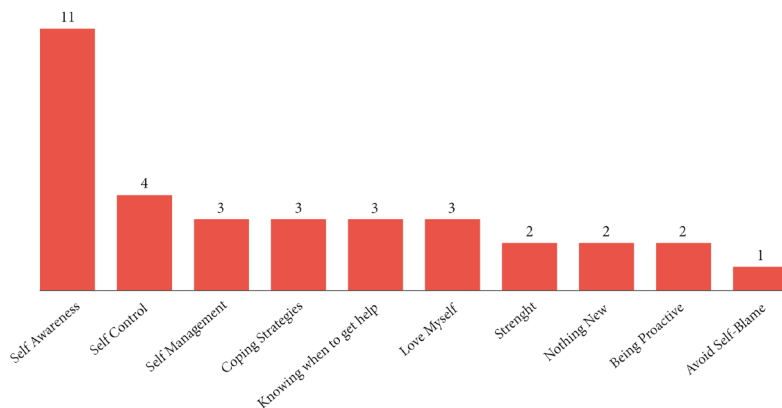
- 9) Promote healthy lifestyles, including leading a life free of alcohol and other drugs as well as to manage stressful life situations.
- 10) Assist participants to develop financial literacy skills.
- 11) Guide participants in recognizing the role of spirituality as an avenue of empowerment.
- 12) Assist participants to develop positive and meaningful relationships with men.
- 13) Create a network of women who have survived domestic violence and are committed to supporting each other.
- 14) Insure program fidelity and evaluate program effectiveness.

Among the major findings from the HOPE for Women (HfW) project during the Covid-19 pandemic are:

- Forty women who were before the court due to acts of violence/intimate partner violence received five counseling sessions from April 6th to August 31st, 2020, where 77% of participants attended all sessions.
- Fifty-seven percent of participants were between the ages of thirty and forty years old and were divorced, single or widowed.
- Ninety percent of perpetrators were husbands, common law spouses and fathers of their children.
- Thirty-nine percent of women expected to learn how to handle their problems.
- Eighty-two percent of the participants had good experiences in the program.
- One third of the participants learned the importance of self-awareness.

Based on participants' feedback, Diagram 1 depicts the top ten key lessons learned from the program.

Diagram 1. Top ten key lessons learnt from the program.



Source: Hope for Women Programme, 2020.

CONCLUSIONS

Despite this fairly concerted set of actions in Trinidad and Tobago demonstrated above for over four decades, the assumption that empowerment through education, jobs, wages, salaries and the like which were meant to give women more bargaining power in their households, on the streets and in the workplace has created a paradox. On the one hand, women have relative freedom and equal access to jobs and opportunities, yet on the other hand, they are prey to consistent violence of two primary forms: horrific murders and perhaps increasing domestic violence in homes. It is argued by journalists and other commentators that the society needs a far more aggressive response to the problem. The government has before it a whole range of well-thought-out strategies for change from women's rights and advocacy groups. The Equal Opportunity Commission has also detailed a list of proposals for closing further loopholes within the Domestic Violence Act. There is also a pressing need for creating more safe havens for women and their children who have nowhere to turn to in times of danger.

The recommendations on paper are always sensible and well-intentioned. In order to address the plague of domestic violence, legislation and programming must complement each other (Taitt, 2020). The *Express* newspaper urges that the need for intervention is urgent and should be pushed to the top of the government's legislative agenda with the same speed that was applied to international tax compliance and anti-gang laws⁷. What perhaps is more difficult to deal with, not only in Trinidad and Tobago but globally, is the single most daunting hurdle. We continue to inhabit societies where other institutions like religion and customary traditions reinforce a patriarchal culture that still sees females as property and possessions. This culture reproduces itself as it conditions the minds of the victims themselves and blinds even those who see themselves as progressive. Trinidad and Tobago has made a valiant step in the right direction and with each decade more progressive bodies join the battle to end violence of all kinds. We must be optimistic that one day "better mus' come".

REFERENCES

Felmine Kevon (2020), "Woman killed in domestic dispute", *Trinidad & Tobago Guardian*, <https://www.guardian.co.tt/news/woman-killed-in-domestic-dispute-6.2.1224323.cc4bbe5864>

Kizilgol Ozlem Ayvaz, Ipek Evren (2018), "An Analysis on Domestic Violence against Women in Turkey: Multinomial Logit Model", *Business & Economics Research Journal*, 9(3), p. 715-733, <https://www.berjournal.com/an-analysis-on-domestic-violence-against-women-in-turkey-multinomial-logit-model>

The University of the West Indies (2020), "Addressing Gender-Based Violence is essential to COVID-19 response and recovery", St. Augustine Campus, <https://sta.uwi.edu/news/releases/release.asp?id=22082>

7. https://trinidadexpress.com/opinion/editorials/the-emergency-of-violence-against-women/article_dc543bae-60d4-11ea-8e5c-b3432ac229a5.html

Mohammed Susan (2021), “Miss’ murdered at home”, *Daily Express*, https://trinidadexpress.com/newsextra/miss-murdered-at-home/article_a59d929a-4e8b-11eb-90d5-e32b8089b744.html

Ramdass Anna (2020), “Hell at Home: Domestic violence reports skyrocket in March”, *Trinidad Express*, https://trinidadexpress.com/news/local/hell-at-home/article_6a096292-84fe-11ea-8438-a7da4d4403c1.html

Ramdass Rickie (2020), “Two women killed in Port of Spain”, *Daily Express*, https://trinidadexpress.com/newsextra/two-women-killed-in-port-of-spain/article_62cdf53a-26c8-11eb-8106-a31e48f52283.html

Stabroek News (2020), “Trinidad: Missing Venezuelan woman killed, dumped in cesspit”, *Stabroek News*, <https://www.stabroeknews.com/2020/09/06/news/regional/trinidad/trinidad-missing-venezuelan-woman-killed-dumped-in-cesspit/>

Stabroek News (2020), “Trinidad woman murdered on way to make police report”, *Stabroek News*, <https://www.stabroeknews.com/2020/07/02/news/regional/trinidad/tt-woman-murdered-on-way-to-make-police-report/>

Taitt Ria (2020), “ ‘Domestic violence as entertainment’ Minister knocks ‘alarming’ social media trend during debate on bill...”, *Daily Express*, https://trinidadexpress.com/news/local/domestic-violence-as-entertainment/article_5129af5a-b688-11ea-adee-473beec7728e.html#utm_campaign=blox&utm_source=facebook&utm_medium=social

Thompson-Forbes Casandra (2020), “3 women charged with beating Tobago man”, *Trinidad & Tobago Guardian*, <https://www.guardian.co.tt/news/3-women-charged-with-beating-tobago-man-6.2.1236630.7201affc0d>

CONCLUSIONS

LISSELL QUIROZ

Professeure en études latino-américaines, CY Cergy Paris Université

DIANA BURGOS-VIGNA

Professeure en études latino-américaines, Université Paris Nanterre

ANNE-CLAIRE SANZ-GAVILLON

Maîtresse de conférences en études hispaniques, Université de Rouen Normandie

Cette publication, avec pour toile de fond les présentations orales et les échanges développés lors du colloque « Femmes en mouvement en Amérique latine, dans la Caraïbe et en Europe », a réuni un panel d'expert-e-s venant d'horizons géographiques différents et de divers champs de l'espace social (universitaires, personnel politique, militant-e-s associatifs, professionnel-e-s de l'urbanisme, etc.). Les problématiques soulevées ont suscité un grand intérêt face à un public élargi grâce au format virtuel, retenu en raison de la pandémie de Covid-19. Les webinaires, autant que les présentes contributions écrites, ont ainsi montré la force des femmes, leur engagement dans différents domaines de la vie sociale, politique et culturelle, et surtout la grande variété des actions concrètes menées dans les divers secteurs.

I. S'ORGANISER AU FÉMININ

Le premier séminaire en ligne a été l'occasion d'entendre des femmes actrices d'évolutions politiques, économiques et sociales récentes. Le panel a présenté différentes initiatives qui passent souvent inaperçues car elles émanent des concernées elles-mêmes. Ainsi Diariatou Kebe a expliqué comment son association est née d'un besoin formulé par plusieurs parents – et notamment de mères – qui se sentaient démunis face au manque de représentation de la diversité dans la production culturelle française. Partant de ce constat, l'association Divéka agit comme espace de rassemblement d'information, de formation, de communication et d'interaction avec les auteur·ices et éditeur·ices pour faire évoluer l'offre en matière de littérature et d'audiovisuel. L'entretien « Diversité et littérature jeunesse » réalisé à la suite du webinaire a permis de retracer les grandes lignes de cette initiative.

L'association CERALE est elle composée de femmes entrepreneures latino-américaines qui développent des actions qui se distinguent de celles proposées par les hommes, en mettant l'accent sur le lien, la solidarité et le soin d'autrui et de l'environnement. Dans l'entretien « Dinámicas del Emprendimiento Femenino Innovador (EFI) en América Latina: Investigación intercultural Colombia, Argentina y Perú », Luz Marina Ferro Cortés est revenu sur ses recherches menées en collaboration avec Rosa Nancy Matos Reyes et Florence Pinot de Villechenon sur l'entrepreneuriat féminin innovant en Amérique latine. La députée Paula Forteza a par ailleurs montré que l'action politique en réseau constituait une initiative politique efficace pour lutter contre le sexisme présent dans deux chambres parlementaires françaises. De son côté, la Secrétaire de la Femme à la mairie de Bogota, Diana Rodríguez Franco, a détaillé les actions mises en place par la maire Claudia López Hernández depuis qu'elle a pris ses fonctions en janvier 2020. La mairie bogotane se distingue en effet par une politique très active en matière de parité et de lutte pour les droits des femmes et des minorités sexuelles. Diana

Rodríguez Franco a ainsi détaillé les actions menées comme celle en faveur de l'accompagnement des femmes victimes de violences sexuelles.

En somme, s'il reste encore beaucoup à faire pour en finir avec le sexisme et les discriminations vis-à-vis des femmes des deux côtés de l'Atlantique, les actions présentées durant ce webinaire et lors des entretiens qui ont suivi ont permis de voir les femmes en mouvement, en tant qu'agents, en fournissant des réponses et des solutions à des problèmes concrets qui se posent à elles en tant que femmes, mères, travailleuses. Cette séance a ouvert le cycle des conférences avec une note d'espoir en montrant que, malgré l'adversité, il est toujours possible de faire bouger les lignes pour accéder à un monde plus juste.

2. GENRE, URBANISME ET POLITIQUES PUBLIQUES

La discussion autour des questions urbaines a permis de dégager trois grands axes de conclusions. En premier lieu, en croisant les expériences menées sur les deux continents pour rendre les villes plus inclusives (comme Paris, Barcelone, Buenos Aires, Santiago, Ciudad de México ou encore Mendoza en Argentine), elle a montré que la question du genre est désormais intégrée aux politiques de planification et d'aménagement urbain dans de nombreuses villes latino-américaines et européennes.

En deuxième lieu, elle a permis de confirmer que ces processus se font à des échelles variées, du local à l'international. Ce sont en effet des processus multi-niveaux qui impliquent bien évidemment la contribution d'acteurs dans les villes (autorités locales mais aussi des associations issues de la société civile comme Ciudad Feminista au Chili ou Col·lectiu Punt 6 à Barcelone). Toutefois, pour une plus grande efficacité et pour l'institutionnalisation de certaines avancées, les actions doivent également être menées à l'échelle nationale. Les intervenant·e·s ont rappelé des principes inscrits dans certaines constitutions latino-américaines par exemple, ou encore dans des textes de loi en Europe. De plus,

dans de nombreux cas, l'échelon international est sollicité via des organisations non gouvernementales ou des organismes internationaux.

Enfin, l'une des principales conclusions de cet atelier a été la mise en lumière d'une exigence : celle de penser la question du genre dans les politiques publiques de façon globale et selon une approche intersectionnelle. Les inégalités en termes de « droit à la ville » pour les femmes ne peuvent en effet être pensées uniquement sous le prisme des questions de sécurité. Il faut y ajouter d'autres discriminations que subissent les femmes de façon plus accentuée que les hommes comme : le racisme, la précarité (précarité en termes de logement ou précarité de l'emploi) ou encore le changement climatique. Sans cela, certaines politiques publiques, en apparence inclusives, conduiraient en réalité à perpétuer de nouvelles inégalités, voire de nouvelles violences, envers les femmes les plus exclues.

Les politiques urbaines, si elles se veulent véritablement inclusives, ne doivent donc pas penser la question du genre comme une donnée de plus mais comme une problématique transversale à l'ensemble des autres domaines des politiques publiques. Penser la question des femmes dans la ville, c'est penser la question de la sécurité mais aussi celle de l'emploi, de l'éducation, des loisirs, des personnes âgées, des transports, des soins à domicile, etc. Et cela, en impliquant le plus grand nombre d'acteurs possibles à diverses échelles. Construire une ville inclusive à partir du genre, ce n'est donc pas construire une ville pour les femmes ; c'est construire une ville plus juste, plus sûre, participative, ludique aussi, et surtout accessible au plus grand nombre.

3. VIOLENCES CONTRE LES FEMMES : DU CONSTAT À L'ACTION

Ce webinaire a permis de dresser un état des lieux des violences de genre et des mobilisations, en France et dans les Amériques, et de mettre en lumière la dimension systémique et protéiforme de la violence contre les femmes. Il est également venu rappeler

à quel point les violences de genre demeurent enracinées dans tous les contextes nationaux et espaces géographiques qui y étaient représentés. Les interventions ont surtout été l'occasion de mettre en avant les différentes formes de l'engagement contre les violences perpétrées envers les femmes, entre activisme et institutions. Mônica Benício nous a expliqué pourquoi et comment, depuis l'assassinat de sa compagne Marielle Franco, elle a repris ses combats, caractérisés par une approche intersectionnelle de la violence et des mobilisations. En tant que femme, non blanche, lesbienne, issue des favelas, elle incarne littéralement le corps de la résistance à Jair Bolsonaro. Sa quête de vérité, de justice et d'égalité, son combat pour le respect des droits humains s'opposent en tous points au modèle de société promu par l'actuel président du Brésil. Mônica Benício a ancré son engagement à l'échelle communautaire et a décidé d'entrer dans l'arène politique pour tenter de faire bouger les choses de l'intérieur.

Priscila González Badilla, universitaire et militante, théorise son engagement et les combats qu'elle mène au sein de la plus ancienne organisation chilienne de lutte contre les violences de genre. Elle fait apparaître la nécessité de penser la violence contre les femmes en relation avec d'autres formes de violences exercées par les institutions et par les forces de l'ordre contre l'ensemble des corps vulnérables – les corps racisés de la communauté mapuche mais également les corps des manifestant·e·s lors du récent soulèvement social. Cette lecture amène à questionner les logiques d'occupation et de domination sur lesquelles s'est construite la société chilienne et que la dictature, qui a marqué l'histoire récente du pays, a légitimées et renforcées.

Un autre élément à retenir de l'intervention de Priscila González Badilla, et qui a constitué le cœur de l'intervention de Frédérique Martz, est la question d'une compréhension et d'une prise en charge intégrale des violences. La troisième intervenante se positionne délibérément en marge des mobilisations et des théories féministes et défend une action définie comme non

politique, pragmatique et au service immédiat des victimes. Dans le centre d'accueil des femmes et enfants victimes de violences qu'elle a co-fondé, la priorité est de travailler en collaboration avec les différents acteurs pour améliorer la qualité des réponses apportées aux victimes.

Enfin, chez Patricia Mohammed, qui incarne la tendance la plus institutionnelle de ce panel, l'engagement a pris deux formes : une carrière universitaire dédiée à l'étude du genre et du féminisme et plusieurs collaborations avec les institutions trinitadiennes pour lesquelles elle a rédigé quatre politiques publiques en lien avec les questions de genre. Son intervention a permis d'évoquer deux points cruciaux : la nécessité de travailler en réseau et celle de développer des outils pour prendre en charge les agresseurs et pour éduquer les garçons suivant d'autres codes ; une réflexion qui rejoint la démarche de prévention et de sensibilisation portée par le Centre Women Safe en complément de son travail auprès des victimes, qui rejoint également l'analyse de Priscila González Badilla sur la nécessité de penser globalement la violence et d'y apporter une réponse globale.

Cette variété d'approches se retrouve également dans les différents mots et expressions utilisés pour désigner les violences subies par les femmes. Loin d'être anecdotique, cette diversité des vocables révèle une compréhension différente du problème. Depuis 2004, l'État espagnol – souvent érigé en exemple en matière de lutte contre ces violences – a consacré dans le Droit l'expression *violence de genre*, soulignant ainsi l'apport des études de genre à la compréhension du problème. Cette expression, si elle peut sembler peu transparente à qui n'est pas familier des études de genre, a le mérite de mettre l'accent sur la cause des violences et non pas sur le cadre de ces dernières, comme c'est le cas avec les expressions *violence domestique*, *violence intrafamiliale* ou encore *violence conjugale* – respectivement reprises dans les législations trinitadienne, chilienne et française – qui invisibilisent la dimension systémique et les rapports de domination à l'origine de cette violence. Ces termes sont d'ailleurs fortement

questionnés par les mouvements féministes actifs dans les pays hispanophones qui préfèrent parler de *violence envers les femmes*, *violence de genre*, *violence machiste* ou *violence patriarcale*. Ces quatre expressions permettent de politiser ces violences en pointant leur origine commune et en englobant l'ensemble des agressions subies par les femmes.

Ce n'est donc pas un hasard si, dans la lignée des discours et des mouvances conservatrices qui critiquent âprement l'*idéologie du genre*¹, le parti d'extrême droite Vox, dont le succès en Espagne a été fulgurant, fait de la dérogation de la loi de 2004 un de ses principaux chevaux de bataille. Ce parti, qui nie ouvertement l'existence de violences spécifiques à l'égard des femmes, propose ainsi de remplacer la loi actuelle par une loi sur la *violence intrafamiliale* qui engloberait également les violences commises sur les personnes âgées et mineures. Dans la mesure où ces agressions sont déjà prises en charge par le Code pénal espagnol, il est clair que cette proposition a pour but premier de faire disparaître des écrans radar un phénomène qui a eu tant de mal à émerger, sans doute parce qu'il interroge les fondements mêmes de nos sociétés.

En France, où le terme *genre* et la légitimité des études qui en découlent demeurent sujet à caution – comme le montrent les actuelles remises en cause des études de genre et décoloniales –, la réflexion sur la dénomination des violences n'en est qu'à ses débuts². La pertinence de l'expression *violence conjugale*, la plus couramment utilisée, commence à être remise en cause, notamment car elle ne permet pas d'inclure les enfants, aujourd'hui considérés comme co-victimes des violences subies par leur mère. Dans ce contexte, le recours à l'expression *violence*

1. Cette expression est utilisée dans les milieux conservateurs pour remettre en cause la qualité scientifique des études de genre et ainsi décrédibiliser toutes les actions et revendications qui en découlent.
2. Preuve de ce retard, même si elle tend à disparaître, il arrive encore de trouver dans les médias français l'expression « crime passionnel » pourtant fortement décriée car elle *romantise* les féminicides.

intrafamiliale est de plus en plus fréquent. Pourtant, l'histoire de cette expression et la promotion qu'en font unanimement les secteurs conservateurs, de part et d'autre de l'Atlantique, invite à la plus grande prudence dans la mesure où elle continue d'invisibiliser le rôle de l'ordre patriarcal et des rapports de domination dans l'origine des violences.

Après des siècles de normalisation, la réflexion sur la violence à l'égard des femmes demeure récente : il reste encore beaucoup à découvrir, à analyser, à faire et à dire. Malgré les menaces qui planent, gageons que les femmes en mouvement mises en lumière dans ce volume, et les générations qui les suivront, continueront de livrer bataille et sauront inventer les mots et les pratiques qui viendront transformer en profondeur nos sociétés et nos relations.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Les trois axes d'étude retenus ont mis en lumière le rôle clé que devraient jouer les États aux côtés des femmes et ont montré que, dans de très nombreux cas, l'absence de volonté voire le déni du monde politique face aux discriminations et à la violence, comme au Brésil, met les femmes en danger. Ils nous ont également donné un aperçu de la diversité et de la créativité des réponses que les femmes elles-mêmes apportent face aux difficultés qu'elles rencontrent dans la sphère « privée », dans l'espace public, au travail, en politique, etc. Qu'il s'agisse d'actions symboliques comme la performance du collectif chilien Las Tesis qui a fait le tour du monde ou comme les colleuses de Paris, de s'engager politiquement pour faire advenir le changement de l'intérieur, de construire des espaces sûrs pour compenser l'indifférence de l'État, ou encore de travailler avec les pouvoirs publics pour articuler de nouvelles politiques publiques à l'échelle locale ou nationale, les femmes s'organisent et luttent quotidiennement. Elles ne sont donc pas seulement victimes, elles sont aussi et surtout les principales actrices du changement. Cette série de

webinaires, tout comme les réseaux sociaux via lesquels ils ont été diffusés, et désormais cette publication, sont l'occasion de relayer la pluralité et la richesse de leurs combats d'une rive à l'autre de l'Atlantique. Ce genre d'espace est donc essentiel pour permettre un dialogue : se réunir pour consolider une sororité transnationale qui contribuera à faire évoluer les mentalités, les pratiques et les lois à l'échelle locale, nationale et globale.

RAPPORT EXÉCUTIF

Série de webinaires

Femmes en mouvement en Amérique latine, dans la Caraïbe et en Europe

**6, 13 et 27 novembre 2020
dans le cadre de la
Semaine de l'Amérique latine
et des Caraïbes**

**Sous la coordination de
Lissell Quiroz**

SÉANCE 1

S'organiser au féminin

6 NOVEMBRE 2020

Coordination scientifique

Lissell Quiroz

Professeure en études latino-américaines
à CY Cergy Paris Université

Rapport exécutif rédigé par Ophélie Parent

Doctorante au Césor (EHESS/CNRS)

Cette première séance du webinaire « Femmes en mouvement » cherchait à mettre en lumière la capacité d'action des femmes. Quatre projets d'ordre socio-politique, économique et scientifique mis en place entre l'Amérique latine et la France ont été présentés à cette occasion. Sont ainsi intervenues Paula Forteza, députée de la deuxième circonscription des Françaises et Français de l'étranger, Diariatou Kebe, fondatrice et présidente de l'association Divéka (Diversité & Kids), Nancy Matos, Professeure associée de marketing à ESAN (Pérou) et Présidente du Comité Académique CLADEA, et Diana Rodríguez Franco, Secrétaire aux femmes du district de Bogota (Mairie de Bogota, Colombie). Le webinaire décliné en trois temps (interventions, échanges entre les intervenantes et questions/réponses avec le public) a été réalisé en français et en espagnol.

PAULA FORTEZA

Députée de la deuxième circonscription des Françaises et Français de l'étranger

Paula Forteza est intervenue en premier lieu sur la place des femmes en politique en France. En effet, on observe de nombreuses avancées en termes de participation au sein des sphères du pouvoir en France avec une augmentation des postes à responsabilité occupés par des femmes, notamment depuis le début du quinquennat où le nombre de postes de députées est passé de 27 % à 40 %. Il existe toutefois un plafond de verre, les postes les plus stratégiques (présidents des partis, ministres, ministères régaliens, etc.) étant occupés majoritairement par des hommes.

Dans le monde, seulement 4 % des parlementaires sont des femmes. Toutefois, l'Amérique latine se situe en bonne position au niveau international. Cinq pays figurent dans le groupe des dix premiers pays disposant du nombre de femmes le plus élevé dans les parlements (Cuba, Bolivie, Mexique, Costa Rica, Nicaragua), devant la France située à la dix-septième place. Selon Paula Forteza, il existe des solutions pour remédier à ce faible taux de participation en France, comme élaborer des politiques de parité plus strictes, avancer sur le partage des tâches ménagères, mettre en place des logiques de coprésidence et de partage des responsabilités, rompre avec la division genrée des affaires destinées aux hommes (finances, lois, affaires internationales, régaliennes) et celles destinées aux femmes (affaires sociales, culture, famille, écologie).

En politique, Paula Forteza relève une prise de parole moindre chez les femmes qui ont intégré un manque de légitimité, alors que l'on observe chez les hommes une tendance à monopoliser la parole et à couper celle de leurs homologues féminines. Dans les médias, Paula Forteza soulève que seulement 18 % des personnes invitées à prendre la parole aux horaires de grande écoute à la

radio sont des femmes. Pour pallier cela, Paula Forteza propose une collaboration au niveau européen avec certains alliés masculins comme dans le cas de l'initiative « No Women No Panel » qui consiste à refuser d'intervenir dans des événements de participation exclusivement masculine.

La députée dénote l'existence d'un sexisme ordinaire très présent dans le milieu politique. Le commentaire « tu te débrouilles bien pour une femme » est très fréquent. Selon Paula Forteza, les femmes doivent s'organiser afin de rendre visible ce genre de paroles et d'actes. Elle propose différentes solutions telles que la création de *girls-clubs* pour contrecarrer la logique des *boys-clubs*, de réseaux d'entraide et de soutien mutuel entre femmes, et surtout préconise de faire preuve d'humour pour délégitimer les comportements sexistes.

La question de la représentativité est un enjeu clef dans la lutte pour l'égalité femmes-hommes car les femmes sont à la pointe de nombreux combats dont certains sont partagés avec l'Amérique latine comme la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Paula Forteza a souligné l'apport des féministes latino-américaines dans la troisième vague du féminisme, avec le mouvement « Ni una menos » ou encore le concept de féminicide qui n'avait pas d'existence juridique en France il y a encore un an. Pour la députée, la France et l'Amérique latine doivent avancer main dans la main dans la défense des droits sexuels et reproductifs tels que le droit à l'IVG dans de nombreux pays latino-américains ou encore sur des questions telles que l'accès aux soins, le congé paternité et l'égalité de salaires.

DIARIATOU KEBE

Présidente et fondatrice de l'association Divéka (Diversité & Kids)

Diariatou Kebe est intervenue pour présenter les actions de Divéka, une association militant pour l'élargissement de la représentation de la diversité dans les productions culturelles destinées

au jeune public en France. L'association propose des événements tels que des rencontres d'auteur.e.s ou encore des ateliers sur le thème de l'esclavage. En parallèle, l'association réalise une étude sur la place de la diversité dans la littérature jeunesse en France et propose une grille d'évaluation des productions culturelles autour des questions de race, de classe, de genre, d'âge et de handicap.

Selon une étude réalisée aux États-Unis en 2018, 50 % des personnages présents dans la littérature jeunesse sont des personnages blancs et masculins ; les personnages d'origine asiatique, latino-américaine ou encore afro-américaine étant moins représentés que les animaux et objets inanimés. Cependant, on observe une légère amélioration car, en 2015, 70 % des ouvrages ne contenaient que des personnages masculins blancs. De la même façon, excepté dans la littérature africaine ou encore dans les ouvrages traitant de la question du racisme, Diariatou Kebe observe que la représentation des enfants non-blancs ne va pas de soi dans la littérature jeunesse française et que le sexisme est également très présent.

C'est à partir d'une expérience personnelle et à la suite de la naissance de son fils il y a dix ans que Diariatou Kebe prend conscience de ce phénomène, ne trouvant pas d'ouvrage avec des personnages ressemblant à son fils. Aujourd'hui, bien que la diversité soit beaucoup mieux représentée dans la littérature jeunesse française, la question est encore loin d'être résolue. D'autre part, les productions mettant en avant la diversité et – bien qu'il y ait un marché et une importante demande – les livres afrocaribéens restent introuvables en grande surface. L'ouvrage *Comme un million de papillons noirs*, qui a bénéficié d'un énorme succès, illustre ce propos. Pour remédier à cette invisibilisation, l'association D'un Livre à l'Autre, alliée de Divéka, se charge de mettre en avant les productions afro-caribéennes.

L'association Divéka a également élaboré une grille d'évaluation avec l'objectif de lutter contre les préjugés racistes et les clichés au

sein de la littérature jeunesse, l'imaginaire colonial étant encore fortement ancré. Cette observation pose des questions d'ordre éducatif et éthique, ces matériaux se retrouvant par la suite dans les écoles et les bibliothèques. Diariatou Kebe prend comme exemple le livre *Petit oursin* sorti il y a quelques années et dans lequel la protagoniste, qui est une petite fille noire aux cheveux crépus, se fait lisser les cheveux au fer à repasser par sa mère. Pour Diariatou Kebe, il est important pour les femmes noires de lutter en faveur de l'acceptation des cheveux crépus et de sortir du canon hégémonique blanc des cheveux lisses.

La grille Divéka permet d'analyser les productions culturelles à partir du prisme de la race, du genre, de la classe, de l'âge et de la capacité, en posant certaines questions telles que « Ces personnages apparaissent-ils au premier plan ? Ces personnages ont-ils un nom ? Sont-ils décrits de façon détaillée ? ». Elle permet ainsi d'analyser les discriminations indirectes et les formes de discriminations systémiques.

NANCY MATOS

Professeure associée en marketing à l'ESAN (Pérou) et présidente du Comité académique CLADEA (Conseil latino-américain des Écoles d'administration)

Nancy Matos est intervenue au sujet d'une recherche menée en collaboration avec Luz Marina Ferro Cortés (professeure associée dans le domaine de la stratégie et de l'entrepreneuriat à Universidad de los Andes) et Florence Pinot de Villechenon (professeure associée à ESCP Business School et directrice du CERALE) sur l'entrepreneuriat innovateur féminin au Pérou, en Argentine et en Colombie.

Pour ce faire, l'équipe de chercheuses a étudié cinquante-six cas d'entrepreneuses investissant dans différents domaines, non seulement dans le secteur social mais également dans des secteurs d'activité tels que les finances ou encore les sciences expérimentales,

où les femmes sont traditionnellement moins présentes. La recherche s'est déroulée en trois étapes : à partir de 2013 a été réalisée une révision de la littérature autour de l'entrepreneuriat féminin ; en 2016, les chercheuses se sont intéressées à la création des projets et réseaux de collaborations des entrepreneuses, puis au processus d'internationalisation des entreprises.

Les résultats obtenus montrent que la motivation première des entrepreneuses repose sur la nécessité de transformer la société. Autrement dit, leur démarche entrepreneuriale allant au-delà d'un simple intérêt économique s'inscrit au sein d'une dynamique transformationnelle plus vaste au niveau sociétal et environnemental. Tout au long de leur carrière, les entrepreneuses acquièrent des valeurs qu'elles mettent à profit afin de transformer la société ; elles construisent ensuite leur réseau (processus de cocréation de valeur) jusqu'à parvenir à la réalisation de leur projet.

Nancy Matos a par ailleurs souligné les difficultés rencontrées pour catégoriser les différents types de projets entrepreneuriaux des cas étudiés car il s'agit, pour la plupart, d'industries encore inexistantes et, par conséquent, innovantes.

Pour Nancy Matos, cette recherche scientifique doit maintenant s'ouvrir au processus de création de confiance, c'est-à-dire à la manière dont les femmes parviennent à convaincre leurs partenaires économiques pour la réalisation de leurs projets.

Nancy Matos considère qu'il faut soutenir l'entrepreneuriat féminin innovant orienté vers des projets d'ordre socio-environnemental et visant à transformer la société, car ils requièrent davantage d'investissement personnel et de réseaux de collaboration. Elle insiste sur la nécessité de poursuivre les recherches sur les projets à caractère transformationnel des entrepreneuses latino-américaines et, en conclusion, partage une vidéo présentant différents projets d'entrepreneuriat innovateur féminin étudiés dans le cadre de l'enquête.

DIANA RODRÍGUEZ FRANCO

*Secrétaire aux femmes du district de Bogota
(Mairie de Bogota, Colombie)*

Diana Rodríguez Franco est intervenue au sujet des politiques publiques destinées aux femmes dans la ville de Bogota, et notamment celles mises en place durant la crise sanitaire actuelle. La période de confinement a eu comme conséquence l'augmentation des inégalités femmes-hommes (augmentation des violences faites aux femmes, de la charge de travail de *care* ; féminisation de la pauvreté).

À Bogota, les mesures de confinement ont été particulièrement drastiques ; le temps consacré au travail de *care* non rémunéré (laver, repasser, prendre soin des personnes âgées, des enfants) est passé à cinq heures quotidiennes pour les femmes contre deux heures pour les hommes. Ces inégalités sont d'autant plus marquées pour les femmes vivant dans des conditions de pauvreté, n'ayant pas la possibilité de bénéficier d'employées domestiques.

Au niveau des violences faites aux femmes, il existe un hiatus entre le nombre de dénonciations faites par téléphone et le nombre de plaintes effectuées auprès des services de police. En effet, les dénonciations ont fortement augmenté durant le confinement. Or cette augmentation ne s'est pas reflétée dans le nombre de dépôts de plaintes. La mairie de Bogota a pu traiter 70 % des vingt-deux mille appels reçus ; la communication avec les femmes violentées a été effectuée par le biais de l'application WhatsApp, leur permettant ainsi de communiquer sans s'exposer. Les inégalités économiques se sont également creusées avec l'augmentation du taux de chômage touchant particulièrement les femmes et notamment celles travaillant dans le secteur informel, ne disposant, par conséquent, d'aucune sécurité de l'emploi.

Afin de répondre à ces inégalités, la mairie de Bogota a mis en place une série d'initiatives inédites, comme le Premier système latinoaméricain d'attention et de soin au niveau du District, afin

de reconnaître, redistribuer et réduire le travail de *care* non rémunéré des femmes. Elle a prévu d'ouvrir des unités mobiles dans les zones les plus vulnérables avec peu d'accès aux soins et d'octroyer des programmes d'aide destinés aux femmes. Le premier espace d'accueil et de soins a été ouvert, où peuvent être reçues des personnes âgées, mineures ou tout type de personne habituellement à la charge des femmes.

Un nouveau programme stratégique de sécurité (*estrategia de seguro*) a également été mis en place, permettant aux femmes violentées de se rendre dans les pharmacies, les supermarchés ou encore les stations essence pour demander de l'aide et ainsi être redirigées vers les services de police ou encore le ministère de la Femme. Des services de protection et de prévention des féminicides ont été mis en place et des équipes de travail créées, afin de trouver des solutions concrètes pour la lutte contre les violences et les inégalités femmes-hommes.

SÉANCE 2

Genre, urbanisme et politiques publiques

13 NOVEMBRE 2020

Coordination scientifique

Diana Burgos-Vigna

Professeure en études latino-américaines
à l'Université Paris Nanterre

Rapport exécutif rédigé par Sarah Fleury

Doctorante à l'IFG Lab (Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis)

Ce deuxième webinaire du colloque « Femmes en mouvement » s'intéresse à l'inclusion des femmes dans les villes européennes et latino-américaines. Diana Burgos-Vigna, coordinatrice scientifique de cette séance, souligne une double marginalisation des femmes qui se retrouvent à la fois exclues des espaces publics et des processus d'élaboration des aménagements urbains. Les villes demeurent majoritairement planifiées « par et pour les hommes ». Pour autant, il ne s'agit pas de dresser un constat fataliste mais d'exposer les stratégies des actrices et acteurs de la société civile (urbanistes, architectes, associations féministes...), car leurs propositions originales renforcent la place des femmes dans les territoires urbains. La

prise en considération de la question du genre par les institutions et les organismes internationaux dans le domaine des politiques publiques poursuit alors l'objectif d'une construction de villes « plus justes et plus inclusives ».

Les experts invités à participer à ce webinaire présentent des méthodes et des actions concrètes expérimentées dans leur domaine respectif pour atteindre une plus grande égalité de genre dans des contextes urbains variés, permettant ainsi un regard comparatiste Amérique latine/Europe.

CLAIRE HANCOCK

Professeure de géographie et membre du LAB'URBA à l'Université Paris Est-Créteil

Première intervenante de cette session, Claire Hancock présente l'inscription de la problématique du genre au prisme d'une citoyenneté inclusive, à l'échelle européenne (1996) puis plus précisément française (2012) et parisienne (2016). Elle décrit les avancées réalisées dans certaines villes européennes (Vienne, Berlin, Barcelone) et note, par rapport à ces dernières, le retard de la France sur cette thématique.

Au niveau national, le genre trouve aujourd'hui sa place dans le droit français : « L'État et les collectivités territoriales, ainsi que leurs établissements publics, mettent en œuvre une politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes selon une approche intégrée » (article 1, loi de 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes). Des initiatives et des projets découlent de cette volonté d'intégration des femmes, notamment la réalisation par la mairie de Paris d'un guide méthodologique ayant pour but de construire « un environnement urbain égalitaire » (2016).

En parallèle de ces évolutions récentes et des efforts institutionnels fournis par les organismes européens, nationaux et locaux, Claire Hancock signale les limites de certaines politiques publiques qui,

en apparence inclusives, conduiraient en réalité à perpétrer de nouvelles violences envers les femmes les plus exclues (ouvrières, migrantes, musulmanes, homosexuelles, travailleuses du sexe, etc.). Selon son analyse, si les politiques urbaines ne s'attachent qu'à une dimension sécuritaire, alors elles pourraient engendrer des déplacements de populations vulnérables, par un phénomène de gentrification des territoires, et une potentielle récupération des projets féministes par des mouvements xénophobes.

Elle préconise donc le recours à une approche intersectionnelle du genre. Selon elle, des politiques publiques inclusives exigent une définition des femmes qui ne peut se montrer exclusive (femmes blanches, de classe moyenne). Cet élargissement de la vision des femmes permettrait de les observer en tenant compte de leur diversité (ethnie, religion, classe sociale, orientation sexuelle) et de mieux répondre à leurs besoins d'intégration urbaine.

En tant que coordinatrice scientifique du projet comparatif « Le(s) Pari(s) du genre », mené en partenariat avec la mairie de Paris, Claire Hancock insiste sur l'importance de ne pas circonscrire les inégalités au harcèlement de rue, car ce dernier éclipserait d'autres enjeux fondamentaux comme les travaux et les violences domestiques, les mobilités, l'accès au logement, etc. Pour penser le genre en milieu urbain, elle recommande une ouverture à des domaines d'actions qui, en France, se retrouvent bien souvent réduits à une problématique sécuritaire.

ZAIDA MUXÍ MARTÍNEZ

Architecte et professeure à l'École technique supérieure d'architecture de Barcelone

Zaida Muxí, deuxième intervenante de ce webinaire, utilise l'exemple de la capitale catalane pour démontrer qu'elle constitue un territoire innovant. Les politiques publiques y associent en effet le genre à l'urbanisme par une adaptation des environnements

urbains depuis une perspective intersectionnelle. Dans le cas de Barcelone, ce cheminement s'est initié par le bas dans les années 1960-1970, où les femmes s'organisaient à travers les mouvements de quartiers pour faire valoir des « demandes urbaines concrètes » (parcs, garderies, amélioration des transports publics). Les politiques publiques ont accordé par la suite une attention toute particulière à la vie quotidienne en la plaçant au cœur de leur réflexion. Cette évolution s'est concrétisée par une politique du gouvernement de Catalogne dans le domaine de la transversalité et du genre, et l'activation d'un Plan pour la justice de genre (2016-2020).

Les femmes restent les plus concernées par la charge des tâches domestiques. Dans le contexte espagnol, elles en effectuent 70 % et consacrent, par rapport aux hommes, deux fois plus de temps à la famille et au foyer. Les femmes étant donc les principales actrices du *care*, améliorer leur quotidien revient à reconnaître l'importance des inégalités de genre dans ce travail, en intégrant, par exemple, des services urbains visant à réduire ces inégalités.

En tant que fondatrice du réseau « Un día, una arquitecta » (« Un jour, une architecte ») et créatrice du blog Col·lectiu Punt 6, Zaida Muxí considère que « sans ces services [d'aménagements urbains inclusifs], il est impossible d'être mère et de travailler dans le monde productif ». Par une série d'exemples de travaux d'urbanisme menés à Barcelone, elle articule sa réflexion autour de la nécessité d'aménagements inclusifs qui facilitent le quotidien de toutes les populations sans distinction de genre, d'âge ou de capacité.

Elle souligne l'efficacité méthodologique des démarches exploratoires et de la participation des populations dans la planification pour identifier leurs besoins spécifiques. Le développement de garderies et de crèches pour les enfants en bas âge, la construction d'aires de jeux ou l'installation de bancs pour les personnes âgées constituent des possibilités concrètes pour mieux adapter la ville aux femmes.

Si l'espace est au cœur de l'urbanisme, Zaida Muxí insiste au moins autant sur l'intégration du temps de vie dans la conception des villes. Les bancs, par exemple, permettent la détente mais peuvent aussi être considérés comme un « élément d'autonomie » des personnes âgées, leur offrant la possibilité d'allonger leurs trajets quotidiens. À Barcelone, modèle européen de ville inclusive, les politiques publiques féministes ont reconnu le besoin en infrastructures douces qui ont débouché sur de nouvelles manières d'organiser la vie quotidienne des populations.

PATRICIA RETAMAL GARRIDO

Co-fondatrice de Ciudad Feminista et professeure d'histoire et de géographie à l'Université de Concepción

La troisième intervenante, Patricia Retamal Garrido, offre une analyse de l'effervescence des mouvements féministes, réclamant leur droit à la ville, en lien avec l'actualité chilienne. Elle décrit le contexte des mouvements sociaux depuis le 18 octobre 2019, réprimés par des violences d'État, tout en insistant sur l'aggravation de la situation causée par la pandémie de la Covid-19.

D'une part, le couvre-feu entraîne une continuité de l'état d'urgence et un renforcement de la militarisation des territoires. D'autre part, la « précarisation de la vie » s'accompagne d'une visibilisation d'un grand nombre de problématiques comme les inégalités territoriales, le manque d'accès au logement, à la mobilité et à la santé, ou encore l'augmentation des violences domestiques. Sans procéder à un simple constat fataliste, Patricia Retamal Garrido considère le contexte chilien comme une opportunité, une ouverture à de nouvelles propositions, une invitation à repenser les politiques publiques traditionnelles.

En effet, les mouvements sociaux ont favorisé l'approbation du changement de Constitution comme en attestent les résultats du référendum du 25 octobre 2020 où 78 % des votants se sont exprimés en faveur de ce projet. La consolidation locale

des liens sociaux, l'organisation des réseaux de femmes et le réinvestissement des espaces publics pourraient constituer un terreau fertile à une évolution des politiques urbaines. À l'image des autres exemples évoqués pendant ce webinaire, les revendications entraînent un effet *bottum-up* partant des réalités du terrain, portées par les activistes féministes, pour influencer ensuite sur les politiques nationales.

Par une approche intersectionnelle et une éducation populaire féministe, les actions du collectif visent le développement de processus et d'outils pédagogiques pour les femmes. Dans ce but, elles ont mené des travaux concrets sur le sentiment d'insécurité et sur la géographie de la peur dans la zone Sud de Santiago du Chili, ou encore sur la question des corps féminins dans l'espace à travers les écoles de sport, les mobilités des cyclistes, etc.

Les principales demandes de Ciudad Feminista concernent les droits des femmes, le droit à la ville, à la propriété, à l'habitat digne et la promotion de territoires communs de *care* multi-générationnel. Dans le contexte latino-américain, le droit à la ville étant déjà inscrit dans la Constitution mexicaine (réformée en 2011) et prôné par les assemblées constituantes colombienne (1991) ou équatorienne (2008), la prochaine Constitution chilienne en cours de rédaction incarne les espoirs féministes d'une intégration, dans le texte final et dans les futures politiques urbaines, de ce droit pour les femmes et les enfants.

HORACIO TERRAZA

Expert en développement urbain à la Banque mondiale

Le quatrième et dernier intervenant, Horacio Terraza, présente un manuel intitulé *Handbook for Gender-Inclusive Urban Planning and Design (Guide pour une conception et une planification urbaine inclusives)*, publié par cette organisation internationale au début de l'année 2020. Il fait le constat d'une exclusion systémique des femmes dans les villes du monde en termes de mobilité, de santé

ou encore d'accès à la propriété, ainsi que de leur vulnérabilité aux violences domestiques et au changement climatique.

Les difficultés que les femmes rencontrent pour accéder à une indépendance économique et foncière augmentent ces vulnérabilités, le droit à la terre représentant un moteur d'émancipation face aux exclusions socio-économiques des femmes. Pour Horacio Terraza, cette exclusion découle d'une division genrée du travail où les femmes occupent traditionnellement l'espace privé tandis que les hommes dominent l'espace public. En conséquence, les femmes se retrouvent écartées des prises de décisions d'aménagement car seulement 10 % d'entre elles occupent des postes de pouvoir dans les grands cabinets d'architectes mondiaux.

Au-delà de ces constats, la Banque mondiale développe des méthodes de planification inclusive, pour donner une place aux femmes dans l'espace public mais surtout intégrer leurs idées à la création des aménagements urbains. Il ne s'agit pas de concevoir la ville « comme des femmes le feraient » mais plutôt « que ce soit elles qui la conçoivent ». Ainsi, pour mieux saisir et intégrer les visions féminines, la Banque mondiale a mis en œuvre plusieurs projets aux thématiques larges en donnant aux femmes une participation active tout au long des processus d'élaboration.

À Mexico (Mexique), ces ateliers ont pour objectif la récupération de la sécurité dans les transports publics, contre le harcèlement sexuel. À Vienne (Autriche), ces actions sont si avancées dans le domaine de l'espace public, des bâtiments publics, du logement et des transports, que la ville est aujourd'hui un modèle d'aménagement inclusif qui peut être exporté dans d'autres territoires. À Mendoza (Argentine), des groupes de femmes ont imaginé une place publique en fonction de leurs besoins (sentiment de sécurité, terrains de jeux pour les enfants).

Pour bâtir une ville plus juste pour tous, la participation est un outil fondamental permettant aux femmes de trouver un espace

où elles « se sentent légitimes à exprimer leurs besoins ». Une ville inclusive leur offrirait une meilleure accessibilité, une meilleure connexion, un système de santé qui protégerait leurs droits, et des aménagements conçus pour les situations de crise causées notamment par le changement climatique.

SÉANCE 3

Violences contre les femmes : du constat à l'action

27 NOVEMBRE 2020

Coordination scientifique

Anne-Claire Sanz-Gavillon

Maîtresse de conférences en études hispaniques et latino-américaines
à l'Université de Rouen-Normandie

Rapport exécutif rédigé par Mélanie Toulhoat

Chercheuse post-doctorante au LabEx HASTEC (EPHE)/IMAF

Cette troisième et dernière séance du cycle de webinaires proposait plusieurs regards sur les violences que subissent spécifiquement les femmes, avec une focale toute particulière sur les féminicides. Il s'agissait également de formuler des constats, de transmettre et partager des expériences, de présenter des formes d'actions pour lutter contre ces violences de genre. Quatre intervenantes ont participé aux discussions : Mônica Tereza Benício, élue et militante brésilienne en faveur des droits humains, activiste en faveur des causes LGBTI+ (portugais du Brésil), Priscila González Badilla, universitaire et membre de la coordination du Réseau chilien contre les violences faites aux femmes (espagnol), Frédérique Martz, directrice et co-fondatrice

de l'Institut Women Safe accueillant depuis 2014 des femmes et enfants victimes de violences (français), et Patricia Mohammed, professeure émérite en études de genre et études culturelles à l'Université West Indies – UWI de Trinité-et-Tobago (anglais).

Anne-Claire Sanz-Gavillon introduit cet état des lieux comparatif des violences de genre et des mobilisations en France et dans les Amériques en insistant sur la continuité entre les différentes séances du webinaire coordonné par Lissell Quiroz. Elle a également soulevé, de manière transversale, le dynamisme, la créativité et la grande diversité des mouvements et groupes féministes qui s'organisent pour lutter contre les difficultés qu'affrontent les femmes.

MÔNICA BENÍCIO

Urbaniste, activiste brésilienne pour les droits humains et la cause LGBTI+, ancienne compagne de Marielle Franco (assassinée le 14 mars 2018)

Mônica Benício est devenue une référence en matière de lutte contre les inégalités et les discriminations depuis son engagement public à la suite de l'assassinat de sa compagne. À ce titre, elle a été élue le 15 novembre 2020 conseillère municipale de Rio de Janeiro. S'exprimant pour la première fois depuis sa victoire électorale et son élection, elle a rappelé ses origines – elle a grandi dans la favela de la Maré, dans la zone nord de Rio de Janeiro, d'où était également originaire Marielle Franco –, le machisme et le fondamentalisme prégnants dans la société brésilienne et l'importance du combat contre le gouvernement de Jair Bolsonaro. Elle évoque le taux extrêmement élevé de féminicides que connaît le Brésil (le 5^e pays au monde pour le taux de féminicides), dans un contexte politique marqué par le discours haineux, misogyne, raciste et dangereux du Président.

Après l'assassinat de sa compagne – une femme noire, féministe, lesbienne, de gauche et originaire d'une favela –, crime resté

impuni, elle a trouvé des forces pour mener un combat politique contre la violence raciste et machiste au Brésil. Elle s'est exprimée sur les politiques publiques à mettre en place, liées notamment au droit à l'avortement qui devrait être garanti par les pouvoirs publics, et au projet de société à construire en partenariat avec la communauté internationale.

Cette dimension globale lui semble fondamentale, pour un féminisme antiraciste, anticapitaliste, soucieux de l'environnement, en lutte contre la transphobie, qui protège le corps de toutes les femmes. Revenant sur l'assassinat de Marielle Franco, elle a rappelé que les commanditaires du crime n'ont toujours pas été identifiés, que la symbolique de cet acte barbare est immense et lui confère une dimension globale qui dépasse les statistiques : il s'agit de parler de vraies politiques contre les féminicides, et de la démocratie au Brésil.

Dans un contexte dramatique de lutte contre la Covid-19, elle a insisté sur sa propre responsabilité à l'échelle du territoire, au sein d'un conseil municipal très masculin, fondamentaliste, machiste, dans lequel les débats concernant la vie des femmes, leur droit de circuler librement et en sécurité dans un espace public éclairé et protecteur, de prendre sans danger les transports publics, sont très souvent ignorés. Pour elle, « il ne suffit pas d'être une femme, il faut être une femme engagée et féministe », et elle compte bien le prouver pendant son mandat.

PRISCILA GONZÁLEZ BADILLA

Membre de la coordination nationale du Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres, professeure adjointe à l'Université Bernardo O'Higgins au Chili, spécialiste des violences faites aux femmes dans le Chili contemporain

Priscila González Badilla a entamé sa prise de parole par un bref état des lieux de la situation chilienne en rappelant l'importance des mobilisations de la dernière décennie et du mouvement

social d'octobre 2019 au Chili, le référendum de 2020 pour changer la Constitution qui datait de la dictature de Pinochet, mais également les mouvements étudiants des années 2010-2011 contre les politiques néo-libérales, et enfin le mouvement féministe universitaire de 2018.

La chercheuse et militante a ensuite abordé la question des violences de genre, en rappelant que le Chili ne les considère pas de manière intégrale et holistique : le dispositif légal, très segmenté, ne propose pas de prise en charge globale, mais aborde de manière séparée violence de rue, violence familiale, violence au travail. Les dispositifs sont largement insuffisants, malgré quelques progrès. La répression de 2019 a montré le caractère genré et sexuel des violences de l'État, qui s'exercent également dans les domaines de l'accès aux soins et du pouvoir judiciaire.

Pour les mouvements féministes, la définition des violences contre les femmes est bien différente de celle proposée par l'État : en effet, la théorie féministe chilienne insiste sur les liens profonds entre le patriarcat, le capitalisme et le racisme, luttant ainsi contre une exploitation et une oppression des corps marginalisés et colonisés, notamment ceux des communautés mapuches dans le sud du Chili.

L'intervenante a ensuite présenté les enjeux et actions de la Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres (Réseau chilien contre les violences faites aux femmes), combattues à tous les niveaux de la société. L'un des enjeux pour le réseau est l'élaboration de politiques publiques concertées, couplée à une amélioration drastique du système judiciaire.

Le collectif travaille également à la prévention des violences, en faisant la promotion d'actions de sensibilisation comme la campagne « Le machisme tue », la diffusion de programmes radiophoniques, l'utilisation des réseaux sociaux, la promotion d'événements et de publications, et enfin l'organisation d'une grande marche, tous les 25 novembre, contre les violences faites aux femmes.

FRÉDÉRIQUE MARTZ

Présidente de l'Institut en Santé Génésique et directrice générale de Women Safe & Children, Saint-Germain-en-Laye

L'Institut Women Safe & Children, basé à Saint-Germain-en-Laye, prend en charge les femmes victimes de divers types de violences depuis 2014. Frédérique Martz est à la tête d'une équipe de 51 professionnels issus des domaines médical, social et juridique. Elle veille à une prise en charge globale, active et bienveillante des femmes accueillies, luttant quotidiennement contre toutes les formes de violence faite aux femmes.

Retraçant son expérience pratique au quotidien, Frédérique Martz a rappelé le caractère structurel et systémique des violences combattues. Chiffres à l'appui, elle a dressé un bilan de la situation en France : 142 310 femmes victimes de violences conjugales en 2019 ; 213 000 femmes en moyenne déclarant être victimes de violences physiques ou sexuelles de la part d'un conjoint ou ex-conjoint ; 146 féminicides avérés en 2019. Les enfants, victimes collatérales de ces violences, ont été également évoqués par Madame Martz qui a rappelé l'ampleur des conséquences physiques et psychologiques de ces violences. C'est à la suite de ce constat qu'elle a co-fondé l'Institut Women Safe avec le Dr Pierre Foldes, afin de proposer une réponse globale pour les femmes et enfants accueilli-e-s.

Après avoir présenté de manière synthétique et didactique les activités et travaux de l'Institut, notamment via la diffusion d'un court reportage télévisé, elle a expliqué son objectif principal : proposer un accompagnement socio-médico-juridique ambulatoire, coordonné, personnalisé et gratuit, fondé sur la coopération entre professionnel-le-s de la santé et du social, afin de construire des chemins de sortie de la violence durables et vertueux.

L'Institut développe également d'importantes actions de prévention, notamment auprès des professionnel-le-s de la santé,

du social, du monde universitaire, de la police et de la justice. La structure espère pouvoir servir de modèle, comme une expérience à analyser et à reproduire, afin de développer ce genre d'initiatives partout en France.

PATRICIA MOHAMMED

Professeure émérite en études de genre et études culturelles à l'Université West Indies - St Augustine (Trinité-et-Tobago), lauréate du prix Trinidad and Tobago National Gold Award pour l'ensemble de ses travaux en faveur des femmes

En introduction, Patricia Mohammed a souligné que les femmes sont clairement sous-représentées dans les institutions politiques : elles occupent seulement 29 % des sièges au Parlement. Elles sont davantage soumises au chômage et à la précarité, malgré l'avance indéniable des filles dans le système scolaire, et sont massivement victimes de violences et d'assassinats. Patricia Mohammed a rappelé les précédents en matière législative, avec un premier ensemble de textes adoptés dans les années 1980 et 1990, notamment consacrés au délit de viol marital et à la violence domestique, et une seconde génération dans les années 2000.

De plus, elle a mentionné les organisations et mouvements issus de la société civile, à l'instar de la Coalition de Trinité-et-Tobago contre la violence domestique, créée en 1988 et qui lutte depuis pour soutenir et aider les victimes, mais également pour sensibiliser les publics et mettre en place des actions de prévention. L'universitaire a présenté l'Institut pour le genre et le développement, qui mène des actions au niveau institutionnel, et précisé qu'il existe depuis les années 1980 un secrétariat d'État aux Femmes, créé dans le cadre des prémices d'une politique de genre organisée par l'État afin de prendre en considération et lutter contre les violences de genre, avec notamment l'instauration d'une Unité régionale de police contre ces formes spécifiques de violence. Patricia Mohammed a également évoqué la mobilisation de certaines entreprises et différentes organisations religieuses

dans ce combat. L'une de ces initiatives est la création de foyers d'accueil pour la prise en charge des femmes battues et de leurs enfants.

Cela dit, malgré quatre décennies d'actions concertées que Patricia Mohammed a tenté de synthétiser brièvement, malgré les évolutions indéniables sur le plan de l'éducation, du travail, des politiques salariales et des opportunités professionnelles, les femmes sont toujours victimes de violences domestiques et de crimes liés au genre, qui ne cessent d'augmenter.

À la suite des questions posées par le public et aux réponses des participantes au webinaire, Anne-Claire Sanz-Gavillon a apporté quelques éléments de conclusion. Présentant des contextes très différents, les participantes ont démontré le profond ancrage des violences de genre dans les sociétés et la nécessité de la part des États de mener des actions globales, diversifiées et de longue haleine pour les combattre.

Elles ont également témoigné de la très grande diversité et de la créativité des mouvements, organisations et associations tentant de combattre ces violences, sur le plan symbolique, juridique, médical, institutionnel ou familial.

Enfin, toutes les interventions ont bien souligné, une fois de plus, la nécessité de penser des actions à l'échelle transnationale afin de lutter efficacement contre un fléau qui, malgré les particularités liées aux différents contextes, touche les femmes aux quatre coins de la planète.

EXECUTIVE REPORT

Series of webinars

Women in Movement in Latin America, the Caribbean and Europe

**November 6, 13 and 27 of 2020
within the
Week of Latin America
and the Caribbean**

**Under the coordination of
Lissell Quiroz**

SESSION 1

Women get organized

NOVEMBER 6TH OF 2020

Scientific coordination

Lissell Quiroz

Professor in Latin American Studies
at CY Cergy Paris Université

Executive report written by Ophélie Parent

PhD Student at Césor (EHESS/CNRS)

This first session of the webinars “Women in Movement” was coordinated by Lissell Quiroz, professor in Latin American studies at CY Cergy Paris Université (research unit AGORA - EA 7392). Entitled “Women get organized”, it sought to highlight women’s capacity of action. Four socio-political, economic and scientific projects set up between Latin America and France were presented on this occasion. Speakers included Paula Forteza, Member of French Parliament for the Second Constituency of French People Abroad, Diariatou Kebe, Founder and President of Divéka (Diversité & Kids), Nancy Matos, Associate Professor of Marketing at ESAN (Peru) and President of the CLADEA Academic Committee, and Diana Rodríguez Franco, Women’s Secretary for the District of Bogotá (Bogotá City Hall, Colombia). The webinar was divided into

three parts (presentations, exchanges between the speakers and questions/answers with the audience) and was held in French and Spanish.

PAULA FORTEZA

Member of the French Parliament for the Second Constituency of French People Abroad

Paula Forteza spoke first on the place of women in politics in France. Indeed, there have been many advances in terms of participation in the spheres of power in France with an increase in positions of responsibility held by women, particularly since the beginning of the five-year term where the number of women MPs has risen from 27% to 40%. There is, however, a glass ceiling, with the most strategic positions (party presidents, ministers, sovereign ministries, etc.) being occupied by a majority of men.

Worldwide, only 4% of parliamentarians are women; however, Latin America is in a good position internationally. Five countries are among the top ten countries with the highest number of women in parliament (Cuba, Bolivia, Mexico, Costa Rica, Nicaragua), ahead of France in seventeenth place. According to Paula Forteza, there are solutions to remedy this low participation rate in France, such as developing stricter gender parity policies, making progress on the sharing of household chores, putting in place a logic of co-presidency and sharing of responsibilities, breaking with the gendered division of affairs intended for men (finance, law, international affairs, sovereign matters) and those intended for women (social affairs, culture, family, ecology).

In politics, Paula Forteza notes that women's voices are less heard and have integrated a lack of legitimacy, while men tend to monopolize the voice and cut off their female counterparts. In the media, Paula Forteza points out that only 18% of those

invited to speak during prime-time radio listening hours are women. To overcome this, Paula Forteza proposes collaboration at the European level with some male allies, as in the case of the “No Women No Panel” initiative, which consists of refusing to speak at events with exclusively male participation.

She denotes the existence of an ordinary sexism that is very present in the political world. The comment “you’re doing well for a woman” is very common. According to Paula Forteza, women need to organize themselves to make these kinds of words and actions visible. She proposes various solutions such as the creation of girls’ clubs to counter the logic of boys’ clubs, networks of mutual aid and support between women, and above all, advocates knowing how to show humor to delegitimize sexist behavior.

The question of representativeness is a key issue in the fight for gender equality because women are at the forefront of many struggles, some of which are shared with Latin America, such as the fight against sexist and sexual violence. Paula Forteza highlighted the contribution of Latin American feminists in the third wave of feminism, with the movement “Ni una menos” or the concept of femicide, which had no legal existence in France until a year ago. For her, France and Latin America must move forward hand in hand in the defense of sexual and reproductive rights such as the right to abortion in many Latin American countries or on issues such as access to care, paternity leave and equal pay.

DIARIATOU KEBE

President and founder of the association Divéka (Diversité & kids)

Diariatou Kebe presented the actions of Divéka, an association campaigning for the broadening of the representation of diversity in cultural productions aimed at young audiences in France. The association offers events such as meetings with

authors or workshops on the theme of slavery. At the same time, the association is carrying out a study on the place of diversity in children's literature in France and is proposing an evaluation grid for cultural productions around questions of race, class, gender, age and disability.

According to a study carried out in the United States in 2018, 50% of characters in children's literature are white and male, with characters of Asian, Latin American or African American origin being less represented than animals and inanimate objects. However, there has been a slight improvement, because in 2015, 70% of books contained only white male characters. In the same way, except in African literature or in works dealing with the issue of racism, Diariatou Kebe observes that the representation of non-white children is not self-evident in French children's literature and that sexism is also very present.

It is from a personal experience and following the birth of her son ten years ago that Diariatou Kebe became aware of this phenomenon, not finding any book that counted the presence of characters resembling her son. Today, although diversity is much better represented in French children's literature, the issue is still far from being resolved. On the other hand, productions highlighting diversity –and although there is a market and an important demand– Afro Caribbean books remain impossible to find in supermarkets; the book *Comme un million de papillons noirs* (Like one Million Black Butterflies), which has enjoyed enormous success, illustrates this point. To remedy this invisibility, the association D'un Livre à l'Autre, an ally of Divéka, is promoting Afro Caribbean productions.

The Divéka association has also developed an evaluation grid with the aim of fighting against racist prejudices and clichés within children's literature, since the colonial imagination is still strongly rooted. This observation raises educational and ethical questions, as these materials are later found in schools and libraries. Diariatou Kebe takes as an example the book *Petit*

oursin (Little Sea Urchin), which was published a few years ago and in which the protagonist, a little black girl with frizzy hair, has her mother ironing her hair. For Diariatou Kebe, it is important for black women to fight for the acceptance of frizzy hair and to get out of the white hegemonic canon of straight hair.

The Divéka grid makes it possible to analyze cultural productions through the prism of race, gender, class, age and ability, by asking certain questions such as “Do these characters appear in the foreground? Do these characters have a name? Are they described in detail?”. In this way, it allows for the analysis of indirect and systemic forms of discrimination.

NANCY MATOS

Associate Professor of Marketing at ESAN (Peru) and President of the Academic Committee CLADEA (Latin American Council of Schools of Administration)

Nancy Matos spoke about research conducted in collaboration with Luz Marina Ferro Cortés (Associate Professor in Strategy and Entrepreneurship at Universidad de los Andes) and Florence Pinot de Villechenon (Associate Professor at ESCP Business School and Director of CERALE) on women’s innovative entrepreneurship in Peru, Argentina and Colombia.

To do so, the team of researchers studied fifty-six cases of women entrepreneurs investing in different areas, not only in the social sector but also in sectors such as finance or experimental sciences, traditionally less represented by women. The research was carried out in three stages. In 2013, it started with reviewing the literature on women entrepreneurship. In 2016, the researchers focused on the creation of projects and networks of collaboration of women entrepreneurs to finally end on the process of internationalization of enterprises.

The results obtained show that the primary motivation of women contractors is based on the need to transform society. In other words, their entrepreneurial approach goes beyond a simple economic interest and is part of a broader transformational dynamic at the societal and environmental levels. These entrepreneurs acquire values throughout their career that they use to transform society, then build their network (process of co-creation of value) until their project is completed.

Nancy Matos also highlighted the difficulties encountered in categorizing the different types of entrepreneurial projects in the cases studied, since in many cases they are still non-existent and, consequently, innovative industries.

For Nancy Matos, this scientific research must now open up to the process of confidence building, i.e. the way in which women manage to convince their economic partners towards the realization of their projects.

Nancy Matos considers that innovative female entrepreneurship oriented towards socio-environmental projects aimed at transforming society should be supported, as they require more personal investment and collaborative networks. Nancy Matos insisted on the need to continue researching transformational projects of Latin American women contractors and, in conclusion, shared a video presenting different projects of innovative female entrepreneurship studied in the investigation.

DIANA RODRÍGUEZ FRANCO

Women's Secretary of the District of Bogotá (City Hall of Bogotá, Colombia)

Diana Rodríguez Franco spoke about public policies for women in the city of Bogotá, Colombia, especially those implemented during the current health crisis. The lockdown period has resulted in increased gender inequalities (increased violence

against women, increased care workload, feminization of poverty). In Bogotá, the containment measures have been particularly drastic; the time devoted to unpaid care work (washing, ironing, and caring for the elderly and children) has increased to five hours a day for women against two hours for men. These inequalities are all the more marked for women living in conditions of poverty, who are not able to benefit from domestic workers.

With regard to violence against women, there was a discrepancy between the number of reports made by telephone and the number of complaints reported to the police. Indeed, the number of reports increased sharply during confinement. However, this increase was not reflected in the number of complaints filed.

The Bogotá City Hall was able to handle 70% of the twenty-two thousand calls received. Communication with abused women was done through the WhatsApp application, allowing them to communicate without exposing themselves. Economic inequalities also increased with the increase in the unemployment rate affecting women in particular, especially those working in the informal sector, and therefore with no job security.

In response to these inequalities, the City Council of Bogotá has implemented a series of initiatives such as the First District Level System of Care to recognize, redistribute and reduce women's unpaid care work. It has planned to open mobile units in the most vulnerable areas with little access to care and to provide support programs for women. The first space for attention and care has been opened, where the elderly, minors or any type of person usually dependent on women can be received.

A new security strategy (*estrategia de seguro*) was also implemented, allowing abused women to go to pharmacies, supermarkets or gas stations to ask for help and be redirected

to the police or the Ministry of Women's Affairs. Services for the protection and prevention of feminicides have been set up and work teams have been created to find concrete solutions for the fight against violence and gender inequalities.

SESSION 2

Gender, Urbanism and Public Policies

NOVEMBER 13TH OF 2020

Scientific coordination

Diana Burgos-Vigna

Professor in Latin American Studies
at the Université Paris Nanterre

Executive report written by Sarah Fleury

PhD Student at IFG Lab (University Paris 8 Vincennes – Saint-Denis)

This second webinar of the “Women on movement” event focuses on the inclusion of women in European and Latin American cities. Diana Burgos-Vigna, scientific coordinator of this session and a Latin American Studies Professor at the Paris Nanterre University, highlights the double marginalization of women who find themselves excluded from both public spaces and the processes of urban planning. Cities remain predominantly planned “by and for men”. However, this is not a fatalistic statement, but rather a presentation of the strategies of civil society actors (town planners, architects, feminist associations...) as their original proposals reinforce the place of women in urban territories. The consideration of gender

issues by international institutions and organizations in the field of public policies pursues the objective of building “fairer and more inclusive” cities.

The experts invited to participate in this webinar presented methods and concrete actions experimented in their respective fields to achieve greater gender equality in various urban contexts, thus allowing for a comparative view between Latin American and Europe.

CLAIRE HANCOCK

Professor of Geography and member of LAB'URBA at the Université Paris Est-Créteil

The first speaker of this conference, Claire Hancock, depicts the inclusion of gender issues by the prism of an inclusive citizenship, at the European scale (1996) and particularly at the French (2012) and Parisian (2016) scales. She describes the progress made in some European cities (Vienna, Berlin, Barcelona) but at the same time she emphasizes the gap between France and these cities improvement regarding this issue.

However, at national level, gender has now its own place in French law: “The State and local authorities, as well as their public establishments, implement a policy for equality between women and men according to an integrated approach” (Article 1, Law of 2014 for equality between women and men). Initiatives and projects derived from this desire to integrate women, notably the production by the Paris city council of a methodological guide aimed at building “an egalitarian urban environment” (2016).

Despite these recent developments and the institutional efforts made by European, national and local organizations, Claire Hancock outlines the limits of certain public policies that, while seeming inclusive, would in reality lead to the perpetration of new violence against the most excluded women such as workers,

migrants, Muslims, homosexuals, sex workers, etc. According to her analysis, if urban policies only focus on security, they could lead to the displacement of vulnerable populations through a phenomenon of gentrification of territories and a potential recuperation of feminist projects by xenophobic movements.

Therefore, she recommends the use of an intersectional approach. According to her, inclusive public policies require a definition of women that cannot be exclusive to white middle class women. This new definition of women would allow to take their diversity into account (ethnicity, religion, social class, sexual orientation) and to better respond to their need for urban integration.

Claire Hancock, as scientific coordinator of a comparative project called “Le(s) Pari(s) du genre”, (“Betting on the gender”, the French locution is a pun with the word “paris” which, while referring to the city also means bet), in partnership with the Paris City Council, stresses the importance of not confining inequalities to street harassment, as this would overshadow other fundamental issues such as domestic labour and violence, mobility, access to housing, etc. In order to think about gender in the urban environment, she advises opening up fields of action which, in France, are often reduced to a security concern.

ZAIDA MUXÍ MARTÍNEZ

Architect and professor at the Barcelona School of Architecture

The second panelist, Zaida Muxí, used the example of the Catalan city to demonstrate that it is a territory of innovation. Indeed, local public policies associate gender with urban planning by adapting urban environments through an intersectional perspective. In the case of Barcelona, this process started from the bottom in the 1960s and 1970s when women organized themselves through neighborhood movements to convey “concrete urban demands” regarding parks, childcare, improvement of public transport.

Subsequently, public policies paid particular attention to daily life by putting it at the center of their thinking. This evolution was implemented with a policy of the Government of Catalonia in the field of transversality and gender and the activation of a Gender Justice Plan (2016-2020).

Women are still the most affected by the responsibilities of household chores. In the Spanish context, they carry out 70% of these tasks, spending twice as much time on family and home as men. As women are the most involved in care, improving their daily life means recognizing the relevance of gender inequalities in this labour, for instance by integrating urban services to reduce these inequalities.

Zaida Muxí, founder of the network called “Un día, una arquitecta” (“One day, one female architect”) and creator of the blog Col·lectiu Punt 6, clearly states that “without these services, it is impossible to be a mother and to work in the productive world”. Through many urban planning projects achieved in Barcelona, she articulates her thinking around the need for inclusive developments which facilitate the daily life of all people regardless of gender, age or ability.

She depicts the methodological effectiveness of exploratory walks and the participation of populations in planning in order to identify their specific needs. The development of nurseries for young children, the construction of playgrounds or the installation of benches for the elderly are concrete possibilities making the city more suitable for women.

If urban planning roots itself in the notion of space, Zaida Muxí puts as much emphasis on the integration of life time in the design of cities. Benches, for example, allow relaxation but can also be considered as an “element of autonomy” for older people, offering them the possibility of extending their daily journeys. In Barcelona –a European model of the inclusive city– feminist public policies have recognized the need for

soft infrastructures which have led to new ways of organizing people's daily lives.

PATRICIA RETAMAL GARRIDO

Co-founder of Ciudad Feminista (Feminist City) and Professor of History and Geography at the University of Concepción

The third speaker, Patricia Retamal Garrido, offers an analysis of the feminist movements effervescence, demanding their right to the city in relation to current events in Chile. She reports the context of social movements since October 18th 2019 repressed by state violence, while insisting on the negative impact of the Covid-19 pandemic on the situation.

On one hand, the curfew leads to a continuation of the state of emergency and a reinforcement of the territories' militarization. On the other hand, following "life precariousness", a large number of problems arise such as territorial inequalities, lack of access to housing, mobility and health or the increase of domestic violence. Without submitting a simple fatalistic observation, Patricia Retamal Garrido considers the Chilean context as an opportunity, an opening to new proposals, an invitation to rethink traditional public policies.

In fact, social movements have favored the first step to change the Constitution as shown by the results of the October 25th 2020 referendum approved by 78% of voters. The local consolidation of social connections, the organization of women's networks and the reinvestment of public spaces could provide fertile ground for an evolution of urban policies. The demands carried by feminist activists have a bottom-up effect, starting from the realities on the field, and then influencing national policies just as the other examples discussed during this webinar.

Through an intersectional approach and feminist popular education, the collective's actions aim to develop educational

processes and tools for women. To this end, they have accomplished concrete progress on the feeling of insecurity, on the geography of fear in the southern zone of Santiago de Chile, or on the issue regarding women's bodies in space through sports schools, the mobility of cyclists, etc.

The main claims of Ciudad Feminista concern women's rights, the right to the city, to property, to dignified housing and the promotion of common territories of multi-generational care. In the Latin American context, as the right to the city is already included in the Mexican Constitution (reformed in 2011) and advocated by the Colombian (1991) and Ecuadorian (2008) constituent assemblies, the future Chilean Constitution embodies feminist hopes for the integration of this right for women and children in the final text and in future urban policies.

HORACIO TERRAZA

Urban development expert at the World Bank

Horacio Terraza, the fourth and last participant, presents a manual entitled *Handbook for Gender-Inclusive Urban Planning and Design* published by this international organization in early 2020. He portrays the systemic exclusion of women in the world's cities in terms of mobility, health and access to property, as well as their vulnerability to domestic violence and climate change.

The difficulties that women face when trying to reach economic and independence of land tenure increase these vulnerabilities, with land rights representing a motor for emancipation against women's socio-economic exclusion. According to Horacio Terraza, this exclusion results from a gendered division of labour where women traditionally occupy private space while men dominate public space. As a result, women find themselves excluded from decision-making in planning, for instance only

10% of women hold positions of power in the world's leading architectural firms.

Beyond these observations, the World Bank is developing methods to achieve inclusive planning, to give women a place in public space and, above all, to incorporate their ideas into the process of planning. It is not a question of designing the city "as women would do" but rather "let them design it". In order to better seize and integrate women's visions into these projects, the World Bank has executed several projects on a wide range of themes, allowing women to participate actively throughout the development process.

In Mexico City (Mexico), these workshops are based on the recovery of security in public transport to prevent sexual harassment. In Vienna (Austria), this work has been so advanced in the areas of public space, public buildings, housing and transport that the city is now a model of inclusive planning that can be exported to other territories. In Mendoza (Argentina), women's groups have designed a public square according to their needs (sense of security, playgrounds for children).

With the aim of building a fairer city for all, participation is a fundamental tool that allows women to find "a space where they feel legitimate to express their needs". An inclusive city would provide them with better accessibility, better connections, a health system that protects their rights and facilities designed for crisis situations caused by climate change and other factors.

SESSION 3

Violence Against Women: from Assessment to Action

NOVEMBER 27TH OF 2020

Scientific coordination

Anne-Claire Sanz-Gavillon

Lecturer in Latin American and Hispanic Studies
at the Université Rouen-Normandie

Executive report written by Mélanie Toulhoat

Post-doctoral researcher at LabEx HASTEC (EPHE)/IMAF

This third and last session of the cycle of webinars “Women in Movement” offered several perspectives on the violence specifically experienced by women, with a particular focus on feminicide. It was also a question of formulating observations, transmitting and sharing experiences, and presenting forms of action to fight against gender-based violence. The session was coordinated and moderated by Anne-Claire Sanz-Gavillon, lecturer in Hispanic studies at the University of Rouen-Normandy. Four speakers took part in the discussion: Mônica Tereza Benício, Brazilian human rights and LGBTI+ activist recently elected as City Councillor in Rio de Janeiro (Portuguese from Brazil); Priscila

González Badilla, academic and member of the National Coordination of the Chilean Network against Violence towards Women (Spanish); Frédérique Martz, Director and co-founder of the Women Safe Institute which, since 2014, is welcoming women and children victims of violence (French); and Patricia Mohammed, Emerita Professor of Gender and Cultural Studies at the University of the West Indies - UWI of Trinidad and Tobago (English).

Anne-Claire Sanz-Gavillon introduced this comparative overview of gender violence and mobilisations in France and the Americas, insisting on the continuity between the different sessions of the series of webinars coordinated by Lissell Quiroz. She also raised, in a cross-cutting manner, the dynamism, creativity and great diversity of feminist movements and groups that are organising themselves to fight the difficulties faced by initiatives combating gender violence.

MÔNICA BENÍCIO

Urban planner, Brazilian activist for human rights and the LGBTI+ cause, former companion of Marielle Franco (assassinated on March 14th of 2018)

Mônica Benício has become a reference in the fight against inequality and discrimination, as such elected on November 15th 2020 as Rio de Janeiro City Councillor. Speaking for the first time since her electoral victory, she recalled her origins –she grew up in the Maré favela, in the northern zone of Rio de Janeiro, also Marielle Franco’s place of origin–, the machismo and fundamentalism pervasive in Brazilian society and the importance of the fight against the government of Jair Bolsonaro. She pointed out the enormous rate of feminicides in Brazil (the 5th country with the highest rate of feminicides), in a political context marked by the President’s hateful, misogynistic, racist and dangerous speech.

From the murder of her partner –a black, feminist, lesbian, left-wing woman from a favela–, a crime that remains unpunished, she has found the strength to lead a political fight against racist and macho violence in Brazil. She expressed her views on the public policies to be put in place, particularly in relation to the right to abortion, which should be guaranteed by the public authorities, and the project for a society to be built in partnership with the international community.

This global dimension seems fundamental to her, for an anti-racist, anti-capitalist feminism, concerned about the environment, in the fight against transphobia, which protects the bodies of all women. Coming back to the murder of Marielle Franco, she recalled that the instigators of the crime have still not been identified, that the symbolism behind this barbaric act is immense and gives it a global dimension that goes beyond statistics: it is a question of talking about real policies against feminicides, and about democracy in Brazil.

In the dramatic context of the fight against Covid-19, she insisted on her own responsibility at the territorial level, within a very masculine, fundamentalist, macho municipal chamber, in which debates concerning the lives of women, their right to move freely and safely in an enlightened and protective public space, to use public transport safely, are very often ignored. For her, “it is not enough to be a woman, you have to be a committed and feminist woman”, and she will intend to prove it during her term of office.

PRISCILA GONZÁLEZ BADILLA

Member of the National Coordination of the Chilean Network against Violence towards Women and Assistant Professor at the Bernardo O’Higgins University (Chile), specialist in violence against women in contemporary Chile

Priscila González Badilla began her speech with a brief overview of the situation in Chile recalling the importance of

the mobilisations of the last decade: the social movement of October 2019 in Chile, the vote of Chileans in 2020 to change the Constitution that dated back to the Pinochet dictatorship, but also the student movements of 2010-2011 against neoliberal policies and the university feminist movement in 2018.

The researcher and activist then tackled the issue of gender violence, underlining that Chile does not consider it in an integral and holistic way: the legal system is very segmented and does not offer a comprehensive approach. It distinguishes street violence, domestic violence and violence at work. The systems are largely insufficient, despite some progress. The repression of 2019 has shown the gendered and sexual nature of state violence, which also occurs in the areas of access to healthcare and the judicial system.

For feminist movements, the definition of violence against women is very different from that proposed by the state. Indeed, Chilean feminist theory emphasizes the deep links between patriarchy, capitalism and racism, thus fighting against the exploitation and oppression of marginalized and colonized bodies, particularly those of the Mapuche communities in the south of Chile.

The speaker then presented the challenges and actions of the Chilean Network against Violence towards Women, that fights at all levels of the society. One of the challenges for the network is the development of concerted public policies, coupled with a drastic improvement of the judicial system.

The collective also works on the prevention of violence by promoting awareness actions such as the campaign “Machismo kills”, the broadcasting of radio programmes, the use of social networks, the promotion of events, publications and, finally, the organisation of a big march each year on November 25th against violence towards women.

FRÉDÉRIQUE MARTZ

President of the Institute of Reproductive Health and Executive Director of Women Safe & Children (Saint-Germain-en-Laye, France)

The Women Safe & Children Institute is caring for women victims of various types of violence since 2014. Frédérique Martz heads a team of 51 professionals from the medical, social and legal fields. She ensures comprehensive, active and benevolent care for the women that come for help, fighting day after day against violence towards women.

Based on her daily practical experience, Frédérique Martz recalled the structural and systemic nature of the violence she fights against. With figures to back up her speech, she gave an overview of the situation in France: 142,310 women victims of domestic violence in 2019; 213,000 women on average declaring themselves to be victims of physical or sexual violence by a spouse or ex-spouse; 146 feminicides proven in 2019. Children, collateral victims of this violence, were also mentioned by Ms Martz, who emphasized the extent of the physical and psychological consequences for them. It was in response to this observation that she co-founded with Dr Pierre Foldes the Women Safe Institute, in order to propose a global response for women and children.

After a synthetic and didactic presentation of the activities and work of the Institute, including a short television report, she explained its main objective: to offer coordinated, personalized and free outpatient socio-medical and legal support, based on cooperation between health and social professionals, in order to build sustainable and virtuous paths out of violence.

The Institute also develops important prevention actions, particularly among health, social and academic professionals, the police and the judiciary. The structure hopes to serve as a model, an experiment to be analysed and reproduced, in order to develop this type of initiative throughout France.

PATRICIA MOHAMMED

Emerita Professor of Gender and Cultural Studies at the University of the West Indies - St Augustine, Trinidad and Tobago. Trinidad and Tobago National Gold Award for her work on behalf of women

In her introduction, Patricia Mohammed pointed out that women are clearly under-represented in political institutions: they occupy only 29% of the seats in Parliament. They are more subject to unemployment and insecurity, despite the undeniable advance of girls in the school system. They are also massive victims of violence and murder. Patricia Mohammed recalled the precedents in terms of legislation, with a first set of texts adopted in the 1980s and 1990s devoted to different questions as the crime of marital rape and domestic violence, and a second generation in the 2000s.

She also mentioned civil society organisations and movements, such as the Trinidad and Tobago Coalition against Domestic Violence, created in 1988, which has been fighting since then to support and help victims, but also to raise public awareness and carry out prevention actions. The academic presented the Institute for Gender and Development, which carries out actions at the institutional level, and pointed out that, since the 1980s, there has been a Secretariat of State for Women, created in the framework of the beginnings of a gender policy organized by the State to take into consideration and fight against gender-based violence, including the establishment of a regional police unit against these specific types of violence. Gender based violence is also fought against by certain companies and various religious organisations. One of the initiatives highlighted is the creation of shelters for the care of battered women and their children.

That said, despite the four decades of concerted action she has attempted to briefly summarize, despite the undeniable changes in education, work, wage policies and professional opportunities,

women are still victims of domestic violence and gender-related crimes, which are continuously increasing.

Following the questions asked by the audience and the answers of the webinar participants, Anne-Claire Sanz-Gavillon provided some concluding remarks. Presenting very different contexts, the participants demonstrated the deep-rooted nature of gender-based violence in societies and the need for States to carry out global, diversified and long-term actions to combat it.

They also show the great diversity and creativity of movements, organisations and associations trying to fight such violence, on a symbolic, legal, medical, institutional or family level.

Finally, all the interventions underlined, once again, the need to think about actions on a transnational scale in order to fight effectively against a scourge which, despite the particularities of the different contexts, affects women all over the world.

REPORTE EJECUTIVO

Serie de webinarios

Mujeres en movimiento en América Latina, el Caribe y Europa

**6, 13 y 27 de noviembre de 2020
dentro de la
Semana de América Latina
y del Caribe**

**Bajo la coordinación de
Lissell Quiroz**

PANEL 1

Organizarse en femenino

6 DE NOVIEMBRE DE 2020

Coordinación científica

Lissell Quiroz

Catedrática en estudios latinoamericanos
en CY Cergy Paris Université

Resumen ejecutivo redactado por Ophélie Parent

Doctoranda en el CéSor (EHESS/CNRS)

Esta primera sesión del webinar de «Mujeres en movimiento» ha sido coordinada por Lissell Quiroz, catedrática en estudios latinoamericanos en CY Cergy Paris Université (laboratorio AGORA - EA 7392). Se titulaba «Organizarse en femenino», buscaba poner de relieve la capacidad de acción de las mujeres. En esta ocasión se presentaron cuatro proyectos sociopolíticos, económicos y científicos establecidos entre América Latina y Francia. Entre los ponentes figuraron Paula Forteza, diputada de la segunda circunscripción de francesas y franceses en el extranjero, Diariatou Kebe, fundadora y presidenta de la asociación Divéka (Diversité & Kids), Nancy Matos, profesora adjunta de marketing de la Escuela de Administración de Negocios para Graduados-ESAN (Perú) y presidenta del Comité Académico de CLADEA (Consejo Latinoamericano de Escuelas de Administración), y

Diana Rodríguez Franco, Secretaria de la Mujer del Distrito de Bogotá (alcaldía de Bogotá, Colombia). El seminario web se dividió en tres partes (presentaciones, intercambios entre los ponentes y preguntas/respuestas con el público) y se llevó a cabo en francés y en español.

PAULA FORTEZA

Diputada de la segunda circunscripción de francesas y franceses en el extranjero

Paula Forteza habló primero sobre el lugar de las mujeres en la política en Francia. De hecho, se han producido muchos avances en cuanto a la participación en las esferas de poder en Francia, con un aumento del número de puestos de responsabilidad ocupados por mujeres, en particular desde el comienzo del quinquenio, cuando el número de mujeres parlamentarias ha pasado del 27% al 40%. Sin embargo, hay un techo de cristal con los puestos más estratégicos (presidentes de partido, ministros, los ministerios regios, etc.) ocupados por una mayoría de hombres.

En todo el mundo, sólo el 4% de los parlamentarios son mujeres, aunque América Latina ocupa una buena posición a nivel internacional. Cinco países latinoamericanos se encuentran entre los diez primeros países con mayor número de mujeres en el parlamento (Cuba, Bolivia, México, Costa Rica, Nicaragua), por delante de Francia que ocupa el decimoséptimo lugar. Según Paula Forteza, existen soluciones para subsanar esta baja tasa de participación en Francia, como la elaboración de políticas más estrictas de paridad entre los sexos, el avance en el reparto de las tareas domésticas, la introducción de un sistema de copresidencia y de responsabilidades compartidas y la ruptura de la división por sexos entre los asuntos de los hombres (finanzas, derecho, asuntos internacionales, asuntos de regalía) y de las mujeres (asuntos sociales, cultura, familia, ecología).

En política, Paula Forteza señala que las voces de las mujeres se escuchan menos porque han interiorizado el sentimiento de falta de legitimidad, mientras que los hombres tienden a monopolizar la palabra y a cortar la palabra de sus interlocutoras. En los medios de comunicación, la diputada señala que sólo el 18% de las personas invitadas a hablar en las horas de mayor audiencia en la radio son mujeres. Para superar esto, Paula Forteza propone la colaboración a nivel europeo con algunos aliados masculinos, como es el caso de la iniciativa «No Women No Panel», que consiste en negarse a hablar en eventos con participación exclusivamente masculina.

Ella denota la existencia de un sexismo ordinario que está muy presente en la arena política. El comentario «siendo mujer, no lo haces mal» es muy común. Según Paula Forteza, las mujeres necesitan organizarse para hacer visible este tipo de palabras y acciones. Propone varias soluciones como la creación de «girls clubs» para contrarrestar la lógica de los «boys clubs», redes de ayuda mutua y apoyo entre mujeres y, sobre todo, aboga por mostrar humor para deslegitimar los comportamientos sexistas.

La cuestión de la representatividad es un tema clave en la lucha por la igualdad de género porque las mujeres están al frente de muchas luchas, algunas de las cuales son compartidas con América Latina, como la lucha contra la violencia sexista y sexual. Paula Forteza destacó la contribución de las feministas latinoamericanas en la tercera ola del feminismo, con el movimiento «Ni una menos» o el concepto de feminicidio, que no tenía existencia legal en Francia hasta hace un año. Para la diputada, Francia y América Latina deben ir de la mano en la defensa de los derechos sexuales y reproductivos, como el derecho al aborto en muchos países de América Latina o en cuestiones como el acceso a la atención médica, la licencia de paternidad y la igualdad de salarios.

DIARIATOU KEBE

Presidenta y fundadora de la asociación Divéka (Diversité & Kids)

Diariatou Kebe intervino para presentar las acciones de Divéka, una asociación que lucha por ampliar la representación de la diversidad en las producciones culturales dirigidas al público joven en Francia. La asociación propone eventos como reuniones de autores o talleres sobre el tema de la esclavitud. Paralelamente, la asociación realiza un estudio sobre el lugar de la diversidad en la literatura infantil en Francia y propone una tabla de evaluación de las producciones culturales en torno a cuestiones de raza, clase, sexo, edad y discapacidad.

Según un estudio realizado en Estados Unidos en 2018, el 50% de los personajes de la literatura infantil son blancos y masculinos, y los personajes de origen asiático, latinoamericano o afroamericano están menos representados que los animales y objetos inanimados. Sin embargo, se ha producido una ligera mejora, ya que en 2015 el 70% de los libros contenían sólo personajes masculinos blancos. Asimismo, con excepción de la literatura africana y de las obras que tratan de la cuestión del racismo, Diariatou Kebe observa que la representación de los niños no blancos no es frecuente en la literatura infantil francesa y que el sexismo también está muy presente.

Es a partir de la experiencia personal y tras el nacimiento de su hijo hace diez años que Diariatou Kebe se dio cuenta de este fenómeno, porque no encontraba ninguna obra que incluyera la presencia de personajes parecidos a su hijo. Hoy en día, aunque la diversidad está mucho mejor representada en la literatura infantil francesa, la cuestión está aún lejos de ser resuelta. Por otra parte, las producciones que ponen de relieve la diversidad –y aunque existen un mercado y una gran demanda– los libros afrocaribeños siguen siendo imposibles de encontrar en los supermercados; la obra *Comme un million de papillons noirs* (Como un millón de mariposas negras), que ha tenido un enorme

éxito, ilustra este punto. Para subsanar esta invisibilización, la asociación D'un Livre à l'autre, aliada de Divéka, se encarga de poner de relieve las producciones afrocaribeñas.

La asociación Divéka también ha elaborado una tabla de evaluación con el fin de combatir los prejuicios y clichés racistas en la literatura infantil, ya que el imaginario colonial sigue estando muy arraigado. Esta observación plantea cuestiones educativas y éticas, ya que estos materiales se encuentran posteriormente en escuelas y bibliotecas. Diariatou Kebe toma como ejemplo el libro *Petit Oursin* (Pequeño erizo de mar), que salió hace unos años y en el que la protagonista, una niña negra con el pelo rizado, hace que su madre le planche el cabello. Para Diariatou Kebe, es importante que las mujeres negras luchen por la aceptación del cabello crespo y se salgan del canon hegemónico blanco de cabello liso.

La cuadrícula de Divéka permite analizar las producciones culturales a través del prisma de la raza, el género, la clase, la edad y la capacidad, haciendo ciertas preguntas como: ¿Aparecen estos personajes en primer plano? ¿Estos personajes tienen un nombre? ¿Están descritos en detalle? De esta manera, permite analizar la discriminación indirecta y las formas de discriminación sistémica.

NANCY MATOS

Profesora Asociada de Marketing en la Escuela de Administración de Negocios para Graduados-ESAN (Perú) y Presidenta del Comité Académico CLADEA (Consejo Latinoamericano de Escuelas de Administración)

Nancy Matos habló de la investigación realizada en colaboración con Luz Marina Ferro Cortés (Profesora Adjunta de Estrategia y Emprendimiento de la Universidad de los Andes) y Florence Pinot de Villechenon (Profesora Adjunta de la Escuela de Negocios ESCP y directora del CERALE) sobre el emprendimiento femenino innovador en Perú, Argentina y Colombia.

El equipo de investigación estudió cincuenta y seis casos de mujeres empresarias que invirtieron en diferentes áreas, no sólo en el sector social sino también en sectores como las finanzas y las ciencias experimentales, que tradicionalmente han estado menos representados por mujeres. La investigación se llevó a cabo en tres etapas: 2013 se hizo la revisión de la literatura sobre emprendimiento femenino; en 2016 las investigadoras se centraron en la creación de proyectos y redes de colaboración y, por último, terminaron analizando el proceso de internacionalización de los proyectos de emprendimiento.

Los resultados obtenidos muestran que la motivación principal de las mujeres empresarias se basa en la necesidad de transformar la sociedad. En otras palabras, su enfoque empresarial va más allá de un simple interés económico y forma parte de una dinámica de transformación más amplia a nivel social y ambiental. Estas empresarias adquieren valores a lo largo de su carrera profesional que utilizan para transformar la sociedad, luego construyen su red (proceso de co-creación de valor) hasta que su proyecto se complete.

Nancy Matos también destacó las dificultades con que se había tropezado para clasificar los diferentes tipos de proyectos empresariales en los casos estudiados, ya que en muchos casos se trataba de industrias que todavía no existían y, por consiguiente, de industrias innovadoras.

Para Nancy Matos, esta investigación científica debe abrirse ahora al proceso de creación de confianza, es decir, a cómo las mujeres logran convencer a sus socios económicos para la realización de sus proyectos.

Ella cree que se debe apoyar la iniciativa empresarial femenina innovadora orientada a proyectos socio-ambientales y de transformación social, ya que requieren una inversión más personal y redes de colaboración. Por último, Nancy Matos subrayó la necesidad de seguir investigando los proyectos de transformación

de las mujeres empresarias de América Latina. En conclusión, compartió un vídeo en el que se presentaban diferentes proyectos innovadores de mujeres empresarias estudiados en la encuesta.

DIANA RODRÍGUEZ FRANCO

Secretaria de la Mujer de la alcaldía de Bogotá (Colombia)

Diana Rodríguez Franco trató del tema de las políticas públicas para las mujeres en la ciudad de Bogotá, Colombia, en particular de las que se aplicaron durante la actual crisis sanitaria. El período de confinamiento dio lugar a un aumento de las desigualdades entre los géneros (aumento de la violencia contra la mujer, aumento del trabajo de cuidado, feminización de la pobreza).

En Bogotá, las medidas de contención fueron particularmente drásticas, ya que el tiempo dedicado a las tareas de cuidado no remuneradas (lavar, planchar, cuidar de los ancianos y los niños) aumentó a cinco horas diarias en el caso de las mujeres, en comparación con dos horas en el caso de los hombres. Estas desigualdades son aún más marcadas en el caso de las mujeres que viven en condiciones de pobreza, que no pueden beneficiarse de empleadas domésticas.

Respecto a la violencia contra la mujer, existe una discrepancia entre el número de denuncias realizadas por teléfono y el número de denuncias presentadas a la policía. De hecho, el número de quejas ha aumentado considerablemente durante el período de confinamiento. Sin embargo, este aumento no se reflejó en el número de denuncias presentadas. La alcaldía de Bogotá pudo manejar el 70% de las veintidós mil llamadas recibidas. La comunicación con las mujeres maltratadas se llevó a cabo a través de la aplicación WhatsApp, lo que les permitió comunicarse sin exponerse. Las desigualdades económicas también han aumentado al incrementarse la tasa de desempleo, lo que afecta en particular a las mujeres, sobre todo a las que trabajan en el sector informal, por consecuencia, sin seguridad en el empleo.

Para hacer frente a estas desigualdades, la alcaldía de Bogotá ha puesto en marcha una serie de iniciativas, como el Primer Sistema de Cuidado a nivel de Distrito en América Latina, para reconocer, redistribuir y reducir el trabajo de cuidado no remunerado de las mujeres. Tiene previsto abrir unidades móviles en las zonas más vulnerables con escaso acceso a la atención y ofrecer programas de apoyo a las mujeres. Se ha abierto el primer espacio de atención y cuidado, en el que se puede recibir a personas mayores, menores de edad o cualquier tipo de persona que sea habitualmente dependiente de las mujeres.

También se ha establecido un nuevo programa de estrategia de seguro que permite a las mujeres maltratadas acudir a farmacias, supermercados o gasolineras para pedir ayuda y así ser redirigidas a la policía o al Ministerio de Asuntos de la Mujer. Se han creado servicios de protección y prevención del feminicidio y se han creado equipos de trabajo para encontrar soluciones concretas para combatir la violencia y la desigualdad de género.

PANEL 2

Género, urbanismo y políticas públicas

13 DE NOVIEMBRE DE 2020

Coordinación científica

Diana Burgos-Vigna

Catedrática en estudios latinoamericanos
en la Université Paris Nanterre

Resumen ejecutivo redactado por Sarah Fleury

Doctoranda en el IFG Lab (Universidad París 8 Vincennes – Saint-Denis)

Este segundo webinario del coloquio «Mujeres en movimiento» trata de la inclusión de las mujeres en las ciudades europeas y latinoamericanas. Diana Burgos-Vigna, coordinadora científica de esta sesión y catedrática en estudios latinoamericanos en la Universidad Paris Nanterre, destaca una doble marginación de las mujeres porque ellas son excluidas tanto de los espacios públicos como de los procedimientos de planificación. Las ciudades siguen siendo planificadas «por y para los hombres». Sin embargo, superar esos resultados fatalistas es la meta de este coloquio donde se exponen las estrategias de los actores de la sociedad civil (urbanistas, arquitectos, asociaciones feministas) porque sus propuestas

novedosas fortalecen el lugar de las mujeres en los territorios urbanos. En el campo de las políticas públicas, el hecho de que las instituciones y los organismos internacionales consideren la problemática del género tiene como objetivo la construcción de ciudades «más justas e inclusivas».

Los expertos invitados a participar en este webinar presentan métodos y acciones concretas, experimentados en sus campos respectivos, para alcanzar una mayor igualdad de género en una variedad de contextos urbanos que permite así una visión comparativa América Latina/Europa.

CLAIRE HANCOCK

Catedrática de geografía y miembro del LAB'URBA en la Universidad Paris Est-Créteil

La primera participante de este coloquio, Claire Hancock, presenta la problemática del género, desde la perspectiva de una ciudadanía inclusiva, a escala europea (1996) y más precisamente a escala francesa (2012) y parisina (2016). Ella pone de relieve los avances realizados en ciertas ciudades de Europa (Viena, Berlín, Barcelona) y enfatiza un retraso francés respecto a ellas en esta área.

Actualmente, a nivel nacional, el género está presente en el derecho francés: «El Estado y las colectividades territoriales y establecimientos públicos tienen que aplicar una política de igualdad entre mujeres y hombres según un enfoque integrado» (Artículo 1, Ley de 2014 para la igualdad entre mujeres y hombres). Esa voluntad de integración de las mujeres dio origen a iniciativas y proyectos, en particular la elaboración por el ayuntamiento de París de una guía metodológica dedicada a construir «un entorno urbano igualitario» (2016).

A pesar de esas evoluciones recientes y de los esfuerzos institucionales por parte de los organismos europeos, nacionales y

locales, Claire Hancock subraya los límites de ciertas políticas públicas que, aparentemente inclusivas, en realidad conducirán crear nuevas violencias contra las mujeres más excluidas (obreras, migrantes, musulmanas, homosexuales, trabajadoras sexuales, etc.). Según su análisis, cuando las políticas urbanas solo se enfocan en la seguridad, podrían provocar un desplazamiento de las poblaciones más vulnerables, mediante un proceso de gentrificación, y una potencial recuperación de los proyectos feministas por parte de movimientos xenófobos.

Por eso, recomienda un enfoque interseccional en relación con el género. Según ella, las políticas públicas inclusivas exigen una definición de las mujeres que no puede ser exclusiva (mujeres blancas, de clase media). Esta ampliación de la visión de las mujeres autorizaría su observación tomando en cuenta sus diversidades (etnia, religión, clase social, orientación sexual) para satisfacer mejor sus necesidades de integración urbana.

Claire Hancock en su calidad de coordinadora científica del proyecto comparativo llamado «Le(s) Pari(s) du genre», («Las apuestas del género», la expresión francesa implica un juego de palabra con «pari» que significa apuesta), en colaboración con el ayuntamiento de París, insiste en la importancia de no limitar las desigualdades al acoso callejero ya que esto ocultaría otras cuestiones fundamentales como el trabajo en el hogar y la violencia doméstica, la movilidad, el acceso a la vivienda, etc. Para reflexionar sobre el género en el medio urbano, aconseja una apertura de los ámbitos de acción, los cuales se reducen muchas veces a una cuestión de seguridad en Francia.

ZAIDA MUXÍ MARTÍNEZ

Arquitecta y profesora en la Escuela Técnica Superior de Arquitectura de Barcelona

La segunda panelista, Zaida Muxí, utiliza el ejemplo de la ciudad catalana para demostrar que constituye un territorio

innovador. De hecho, las políticas públicas vinculan el género al urbanismo con una adaptación de los entornos urbanos desde una perspectiva interseccional. En el caso de Barcelona, el proceso empezó desde abajo, en los años 1960-1970, cuando las mujeres se organizaban en los movimientos vecinales para hacer valer unas «demandas urbanas concretas» (parques, guarderías, mejora del transporte público). Las políticas urbanas prestaron después una atención particular a la vida cotidiana, ubicándola en el centro de la reflexión. Esta evolución se materializó dentro de una política del gobierno catalán en el campo de la transversalidad y del género y de la activación de un Plan para la Justicia de Género (2016-2020).

Las mujeres siguen siendo las más afectadas por la carga de tareas domésticas. En el contexto español, realizan el 70% de dichas tareas dedicándoles así el doble de tiempo que los hombres. Las mujeres son las principales actrices del *care* y por eso mejorar su cotidiano significa reconocer la importancia de las desigualdades de género en esta labor, integrando, por ejemplo, servicios urbanos que reduzcan esas desigualdades.

Zaida Muxí, fundadora de la red denominada «Un día, una arquitecta» y autora del blog «Col·lectiu Punt 6», plantea que «sin esos servicios, es imposible ser madre y trabajar en el mundo productivo». Desarrollando una serie de ejemplos, orienta su reflexión hacia la necesidad de infraestructuras inclusivas que simplifiquen la vida cotidiana de toda la población sin discriminación de género, edad o capacidad.

Hace hincapié en la eficiencia metodológica de las marchas exploratorias y de la participación de las poblaciones en la planificación porque eso permite una identificación de sus necesidades específicas. El desarrollo de las guarderías para los niños pequeños, la construcción de áreas de juegos o la instalación de bancos para los ancianos son posibilidades concretas para adaptar mejor la ciudad a las mujeres.

Dado que el espacio está en el centro de la planificación urbana, Zaida Muxí insiste tanto en la integración del tiempo de vida como en el diseño de las ciudades. Los bancos, por ejemplo, permiten descansar, pero también pueden considerarse como «un elemento de autonomía» para las personas mayores, ofreciéndoles la posibilidad de alargar sus paseos diarios. En Barcelona, modelo europeo de ciudad inclusiva, las políticas públicas feministas han reconocido la necesidad de una infraestructura dúctil, lo que ha generado nuevas formas de organizar la vida cotidiana de las personas.

PATRICIA RETAMAL GARRIDO

Co-fundadora de Ciudad Feminista y profesora de historia y geografía en la Universidad de Concepción

La tercera panelista, Patricia Retamal Garrido, comparte un análisis de la efervescencia de los movimientos feministas que reclaman su derecho a la ciudad en relación con la actualidad chilena. Describe el contexto de los movimientos sociales reprimidos con violencia por el Estado desde el 18 de octubre de 2019 y recuerda que la situación se está empeorando en consecuencia de la pandemia de Covid-19.

Por una parte, el toque de queda establece una continuidad del estado de emergencia y un fortalecimiento de la militarización de los territorios. Por otra parte, la «precariedad de la vida» conlleva la visibilidad de un montón de problemas como las desigualdades territoriales, la falta de acceso a la vivienda, la movilidad y la salud, y el aumento de la violencia doméstica. Evitando un análisis fatalista, Patricia Retamal Garrido considera el contexto chileno como una oportunidad, una apertura a nuevas propuestas, una invitación a pensar de otra forma las políticas públicas tradicionales.

En efecto, los movimientos sociales han favorecido la aprobación del proceso constituyente como lo demuestran los resultados

del reciente referéndum del 25 de octubre de 2020 con un 78% de los votantes a favor del cambio. La consolidación local de las relaciones sociales, la organización de redes de mujeres y la re-ocupación de los espacios públicos podrían constituir un terreno fértil para la evolución de las políticas urbanas. Al igual que los demás ejemplos propuestos en este webinar, las reivindicaciones tienen un efecto *bottum-up*, desde las realidades locales llevadas por las activistas feministas hasta una influencia en las políticas nacionales.

Mediante un enfoque interseccional y con una educación popular feminista, las acciones del colectivo tienen como objetivo el desarrollo de procesos y herramientas pedagógicas para las mujeres. Con este objetivo, Ciudad Feminista llevó a cabo trabajos concretos sobre el sentimiento de inseguridad y la geografía del miedo en la zona Sur de Santiago de Chile, o sobre el tema del cuerpo de la mujer en el espacio a través de las escuelas deportivas, la movilidad de los ciclistas, etc.

Las principales demandas de Ciudad Feminista tratan de los derechos de las mujeres, del derecho a la ciudad, a la propiedad, a una vivienda digna y de la promoción de espacios comunes de cuidado multigeneracional. En el contexto latinoamericano, el derecho a la ciudad ya está incluido en la Constitución mexicana (reformada en 2011) y fue promovido por las asambleas constituyentes de Colombia (1991) y Ecuador (2008); por ese motivo, la próxima Constitución chilena encarna las esperanzas feministas de integración de este derecho de las mujeres y los niños no sólo en el texto final sino también en las futuras políticas urbanas.

HORACIO TERRAZA

Experto en desarrollo urbano del Banco Mundial

Horacio Terraza, el cuarto y último panelista, presenta un manual titulado *Handbook for Gender-Inclusive Urban Planning*

and Design (Guía para una planificación y un diseño urbano con perspectiva de género), publicado por esta organización internacional a principios de 2020. Saca a la luz la exclusión sistémica de las mujeres en las ciudades del mundo en materia de movilidad, salud y acceso a la propiedad, así como su vulnerabilidad a la violencia doméstica y al cambio climático.

Las dificultades que sufren las mujeres para lograr ser independientes económicamente y para ser propietarias aumentan esas vulnerabilidades, el derecho a la tierra representa aquí un vector de emancipación frente a la exclusión socioeconómica de la mujer. Para Horacio Terraza, esta exclusión deriva de una división del trabajo por género en la que las mujeres ocupan tradicionalmente el espacio privado mientras que los hombres dominan el espacio público. Como consecuencia, las mujeres están excluidas de la toma de decisiones en la planificación ya que sólo el 10% de las mujeres, por ejemplo, ocupa puestos de poder en las firmas de arquitectura más potentes del mundo.

Más allá de estas observaciones, el Banco Mundial está desarrollando métodos para lograr una planificación inclusiva y para que las mujeres tengan un lugar en el espacio público, pero sobre todo para incluir sus ideas en el ordenamiento territorial. No se trata de diseñar la ciudad «como lo harían las mujeres» sino de «dejar que ellas la diseñen». Para entender mejor e incluir las visiones de la mujer en esos proyectos, el Banco Mundial ha llevado a cabo varios proyectos con temas amplios, que permiten a las mujeres una participación activa a lo largo del proceso de desarrollo.

En la Ciudad de México (México), estos talleres se basan en la recuperación de la seguridad en el transporte público para evitar el acoso sexual. En Viena (Austria), la labor ha avanzado tanto en los ámbitos de espacio público, edificios públicos, vivienda y transporte que la ciudad ahora representa un modelo de planificación integradora que se puede exportar hasta otros territorios. En Mendoza (Argentina), los grupos de mujeres han

diseñado una plaza pública según sus necesidades (sentimiento de seguridad, estas áreas de juego infantiles).

Para construir una ciudad más justa para todos, la participación es una herramienta fundamental que permite a las mujeres encontrar un espacio «en el que se sientan legítimas para expresar sus necesidades». Una ciudad inclusiva permitiría una mejor accesibilidad, conectividad, un sistema de salud que proteja sus derechos, y por último instalaciones diseñadas para situaciones de crisis causadas por el cambio climático y otros factores.

PANEL 3

Violencias hacia las mujeres: balance y acción

27 DE NOVIEMBRE DE 2020

Coordinación científica

Anne-Claire Sanz-Gavillon

Profesora titular en estudios hispánicos y latinoamericanos
en la Université Rouen-Normandie

Resumen ejecutivo redactado por Mélanie Toulhoat

Investigadora postdoctoral del LabEx HASTEC (EPHE)/IMAF

En esta tercera y última sesión del ciclo de webinarios «Mujeres en movimiento», se ofrecieron varias perspectivas sobre las violencias que sufren específicamente las mujeres, con especial atención a los feminicidios. También se trataba de formular observaciones, transmitir y compartir experiencias y presentar distintas formas de acción para luchar contra la violencia de género. La sesión fue coordinada y moderada por Anne-Claire Sanz-Gavillon. Cuatro oradoras participaron en los debates: Mónica Tereza Benício, recién elegida consejera de la ciudad de Rio de Janeiro, activista brasileña de derechos humanos y de las causas LGBTI+ (en portugués); Priscila González Badilla, académica y miembro de la coordinación de la Red Chilena

contra la Violencia hacia las Mujeres (en español); Frédérique Martz, directora y cofundadora del Instituto Women Safe & Children, que desde 2014 acoge a mujeres y niños víctimas de la violencia (en francés); y Patricia Mohammed, profesora emérita de estudios de género y cultura de la Universidad de las Indias Occidentales - UWI de Trinidad y Tobago (en inglés).

Anne-Claire Sanz-Gavillon presentó este panorama comparativo de la violencia de género y las movilizaciones en Francia y en América, insistiendo en la continuidad entre las diferentes sesiones del webinar coordinado por Lissell Quiroz. También planteó, de manera transversal, el dinamismo, la creatividad y la gran diversidad de los movimientos y grupos feministas que se están organizando para luchar contra las dificultades que enfrentan las iniciativas para combatir la violencia de género.

MÔNICA BENÍCIO

Urbanista, activista brasileña de los derechos humanos y de la causa LGBTI+, ex compañera de Marielle Franco (asesinada el 14 de marzo de 2018)

Mônica Benício se ha convertido en una referencia en la lucha contra la desigualdad y la discriminación, por lo que fue elegida el 15 de noviembre de 2020 concejala de la ciudad de Río de Janeiro. Hablando por primera vez desde su victoria electoral, recordó sus orígenes –creció en la favela de La Maré, en la zona norte de Río de Janeiro, también el lugar de origen de Marielle Franco–, el machismo y el fundamentalismo que invade la sociedad brasileña y la importancia de la lucha contra el gobierno de Jair Bolsonaro. Mencionó la enorme tasa de feminicidios en Brasil (el quinto país con la tasa más alta en el mundo), en un contexto político marcado por el discurso de odio, misógino, racista y peligroso del Presidente.

A partir del asesinato de su pareja –una mujer negra, feminista, lesbiana, socialista y de favela–, crimen que ha quedado impune,

ha encontrado la fuerza para liderar una lucha política contra la violencia racista y machista en Brasil. Expresó su opinión sobre las políticas públicas que se han de aplicar, en particular en relación con el derecho al aborto, que debe ser garantizado por los poderes públicos, y el proyecto social que se ha de construir en colaboración con la comunidad internacional.

Esta dimensión global le parece fundamental para liderar un feminismo antirracista, anticapitalista y con conciencia ecológica, que lucha contra la transfobia y protege el cuerpo de todas las mujeres. Volviendo al asesinato de Marielle Franco, recordó que aún no se ha identificado a los instigadores del crimen, que el simbolismo de este acto de barbarie es inmenso y le da una dimensión global que va más allá de las estadísticas: se trata de hablar de políticas reales contra el feminicidio y también de la democracia en Brasil.

En el dramático contexto de la lucha contra el Covid-19, insistió en su propia responsabilidad a nivel territorial, dentro de una cámara municipal muy masculina, fundamentalista y machista, en la que los debates sobre la vida de las mujeres, su derecho a circular libremente y con seguridad en un espacio público iluminado y protector, a utilizar el transporte público con seguridad, son a menudo ignorados. Para ella, «no basta con ser mujer, hay que ser una mujer comprometida y feminista», y tiene la intención de demostrarlo durante su mandato.

PRISCILA GONZÁLEZ BADILLA

Miembro de la Coordinación Nacional de la Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres y Profesora adjunta de la Universidad Bernardo O'Higgins de Chile, especialista en violencia contra las mujeres en el Chile contemporáneo

Priscila González Badilla comenzó su intervención con una breve reseña de la situación chilena, recordando la importancia

de las movilizaciones de la última década: el movimiento social de octubre de 2019 en Chile, el voto de las chilenas y los chilenos en 2020 para cambiar la Constitución redactada y aprobada durante la dictadura de Pinochet, pero también los movimientos estudiantiles de 2010-2011 contra las políticas neoliberales y el movimiento feminista universitario en 2018.

A continuación, la investigadora y activista abordó el tema de la violencia de género, recordando que Chile no la considera de manera integral y holística: el sistema jurídico está muy segmentado, no ofrece una atención global y distingue entre violencia callejera, violencia doméstica y violencia laboral. Las medidas son insuficientes, a pesar de algunos progresos. La represión de 2019 ha demostrado la naturaleza sexual y de género de la violencia estatal, que también se produce en las áreas de acceso a la atención sanitaria y del poder judicial.

Para los movimientos feministas, la definición de la violencia contra la mujer es muy diferente de la propuesta por el Estado: en efecto, la teoría feminista chilena insiste en los profundos vínculos entre el patriarcado, el capitalismo y el racismo, luchando así contra la explotación y la opresión de los cuerpos marginalizados y colonizados, especialmente los de las comunidades mapuches del sur de Chile.

Luego, presentó los desafíos y las acciones de la Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres, que lucha en todos los niveles de la sociedad. Uno de los objetivos de la red es el desarrollo de políticas públicas concertadas, junto con una mejora drástica del sistema judicial.

El colectivo también trabaja en la prevención de la violencia mediante la promoción de actividades de sensibilización como la campaña «El machismo mata», la difusión de programas de radio, el uso de las redes sociales, la promoción de eventos, publicaciones y, por último, la organización de una gran marcha cada 25 de noviembre contra la violencia hacia las mujeres.

FRÉDÉRIQUE MARTZ

Presidenta del Instituto de Salud Reproductiva y directora ejecutiva de Women Safe & Children (Saint-Germain-en-Laye, Francia)

El Instituto Women Safe & Children atiende desde 2014 a mujeres víctimas de diversos tipos de violencia, dirige un equipo de 51 profesionales que pertenecen al ámbito médico, social y jurídico. Brinda una atención integral, activa y gratuita a las mujeres que acoge, luchando diariamente contra la violencia hacia las mujeres.

Volviendo a trazar su experiencia práctica diaria, Frédérique Martz recordó la naturaleza estructural y sistémica de la violencia combatida. Dio cifras para apoyar su visión de la situación en Francia: 142 310 mujeres víctimas de violencia doméstica en 2019; un promedio de 213 000 mujeres que denuncian violencia física o sexual por parte de un cónyuge o excónyuge; 146 feminicidios en 2019. La Sra. Martz también mencionó a las niñas y los niños, víctimas colaterales de esa violencia, y recordó el alcance de las consecuencias físicas y psicológicas. En respuesta, cofundó con el Dr Pierre Foldes el Instituto Woven Safe, con el fin de proponer una respuesta global para las mujeres, las niñas y los niños que están bajo su cuidado.

Tras una presentación sintética y didáctica de las actividades y la labor del Instituto, que incluyó un breve reportaje televisivo, explicó su principal objetivo: ofrecer un apoyo médico-social-jurídico ambulatorio, coordinado, personalizado y gratuito, basado en la cooperación entre los profesionales de la salud y los profesionales sociales, a fin de construir vías sostenibles y virtuosas para salir de la violencia.

El Instituto también desarrolla importantes acciones de prevención, en particular entre los profesionales sanitarios, sociales y académicos, la policía y la justicia. La estructura espera servir de modelo, un experimento que se analizará y reproducirá, para desarrollar este tipo de iniciativa en toda Francia.

PATRICIA MOHAMMED

Profesora emérita de estudios de género y Cultura en la Universidad de las Indias Occidentales (Campus de San Agustín, Trinidad y Tobago), galardonada con el Trinidad and Tobago National Gold Award por todo su trabajo en favor de las mujeres

En su introducción, Patricia Mohammed señaló que las mujeres están claramente subrepresentadas en las instituciones políticas: sólo ocupan el 29% de los asientos del Parlamento. Están más expuestas al desempleo y la inseguridad, a pesar del innegable avance de las niñas en el sistema escolar, y son víctimas masivas de la violencia y el asesinato. Patricia Mohammed recordó los sucesivos avances en el ámbito legislativo, con un primer conjunto de textos aprobados en los decenios de 1980 y 1990 sobre temas como el delito de violación conyugal y la violencia doméstica, y una segunda generación de leyes en el decenio de 2000.

También mencionó organizaciones y movimientos de la sociedad civil, como la Coalición de Trinidad y Tobago contra la Violencia Doméstica, que se creó en 1988 y que ha trabajado desde entonces para apoyar y ayudar a las víctimas, pero también para sensibilizar a la opinión pública y adoptar medidas preventivas. La académica presentó el Instituto de Género y Desarrollo, que lleva a cabo acciones a nivel institucional, y señaló que desde los años 1980 existe una Secretaría de Estado de la Mujer, creada en el marco de los inicios de una política de género organizada por el Estado para tomar en consideración y combatir la violencia de género, incluyendo la creación de una Unidad Regional de Policía contra estos tipos específicos de violencia. Mencionó también algunas empresas y diversas organizaciones religiosas que actúan contra la violencia hacia las mujeres. Una de las iniciativas destacadas es la creación de refugios para el cuidado de mujeres maltratadas, que atiende también a las hijas e hijos.

Dicho esto, a pesar de los cuatro decenios de acción concertada que ha tratado de resumir brevemente y a pesar de la innegable

evolución de la educación, el trabajo, las políticas salariales y las oportunidades profesionales, las mujeres siguen siendo víctimas de la violencia doméstica y los delitos relacionados con el género, que aumentan constantemente.

Tras las preguntas formuladas por el público y las respuestas de las participantes en el webinar, Anne-Claire Sanz-Gavillon formuló algunas observaciones finales. Al presentar contextos muy diferentes, las participantes demostraron el carácter profundamente arraigado de la violencia basada en el género en las sociedades y la necesidad de que los Estados lleven a cabo acciones globales, diversificadas y a largo plazo para combatirla.

También dieron testimonio de la gran diversidad y creatividad de los movimientos, organizaciones y asociaciones que tratan de combatir esa violencia, ya sea a nivel simbólico, jurídico, médico, institucional o familiar.

Por último, todas las intervenciones subrayaron claramente, una vez más, la necesidad de pensar en acciones a escala transnacional para luchar eficazmente contra un flagelo que, a pesar de las particularidades vinculadas a los diferentes contextos, afecta a las mujeres de todo el mundo.

PRÉSENTATION DES AUTEUR-E-S DE L'OUVRAGE

LISSELL QUIROZ

Coordinatrice scientifique de la série de webinaires et coordinatrice de la séance « S'organiser au féminin »

Professeure en études latino-américaines, CY Cergy Paris Université.

DIANA BURGOS-VIGNA

Coordinatrice scientifique de la séance « Genre, urbanisme et politiques publiques »

Professeure en études latino-américaines, Université Paris Nanterre.

ANNE-CLAIRE SANZ-GAVILLON

Coordinatrice scientifique de la séance « Violences contre les femmes : du constat à l'action »

Maîtresse de conférence en études hispaniques, Université de Rouen Normandie.

LUZ MARINA FERRO CORTÉS

Professeure associée dans le domaine de la stratégie et de l'entrepreneuriat, Universidad de los Andes/School of Management.

PRISCILA GONZÁLEZ BADILLA

Membre de la coordination de la « Red Chilena contra la violencia hacia las mujeres » et administratrice publique, Universidad de O'Higgins.

CLAIRE HANCOCK

Professeure de géographie et membre du Lab'Urba, Université Paris-Est Créteil.

DIARIATOU KEBE

Présidente de l'association « Diversité & Kids » (Divéka) et écrivaine.

CARINA LAKOVITS

Consultante en logement et développement urbain à la Banque mondiale.

FRÉDÉRIQUE MARTZ

Présidente de l'Institut en Santé Génésique et directrice générale de Women Safe & Children, Saint-Germain-en-Laye.

NANCY MATOS

Professeure associée de marketing, Universidad ESAN, et Présidente du Comité Académique du Conseil latino-américain des Écoles d'administration (CLADEA).

PATRICIA MOHAMMED

Professeure émérite en études de genre et culturelles, University West Indies (UWI - St. Augustine) de Trinité-et-Tobago.

ZAIDA MUXÍ MARTÍNEZ

Professeure à l'École supérieure d'architecture de Barcelone (ETSAB), Universitat Politècnica de Catalunya (UPC).

FLORENCE PINOT DE VILLECHENON

Professeure associée à ESCP Business School et Directrice du CERALE.

PATRICIA RETAMAL GARRIDO

Co-fondatrice de Ciudad Feminista, Professeure d'histoire et de géographie, Universidad de Concepción.

HORACIO TERRAZA

Spécialiste en charge de l'urbanisme pour la région Amérique latine à la Banque mondiale.

Achevé d'imprimer en mai 2021
par FILBLEU
79, rue Marcadet – 75018 Paris

Historiquement, les femmes ont toujours été des moteurs de la politique et de l'économie des sociétés en Amérique latine et dans la Caraïbe. Loin d'être des êtres dociles et soumis, elles ont pu développer leur capacité d'agir voire, pour certaines, un véritable *empowerment*.

Cet ouvrage se propose d'analyser comment s'est effectué ce processus dans une perspective comparative avec l'Europe à travers trois volets. Le premier envisage les différentes formes d'organisation au féminin en présentant des parcours divers, tant dans l'espace géographique que social des participant-e-s.

Le second s'intéresse à la ville comme espace vécu par les femmes qui, loin d'être confinées à l'espace domestique, sortent et y circulent quotidiennement. Or les espaces urbains, imaginés et construits par des hommes, ne tiennent pas compte des besoins spécifiques des femmes et participent de ce fait à perpétuer la domination masculine. Sont ici présentées des propositions et des actions urbanistiques novatrices qui rompent avec l'androcentrisme des villes tant en Europe qu'en Amérique latine et dans la Caraïbe.

Le troisième volet s'attache enfin à étudier un aspect central des mobilisations féministes de ces dernières décennies, à savoir la violence contre les femmes, en envisageant les actions des femmes et des pouvoirs publics pour lutter contre ce fléau. Car les femmes, présentes dans les mouvements sociaux et en première ligne dans la défense de leurs territoires et de leurs communautés, ont été les cibles privilégiées d'une violence machiste et patriarcale.



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

Liberté
Égalité
Fraternité



UNION EUROPÉENNE



EU-LAC Foundation
Fundación EU-LAC



CERGY PARIS
UNIVERSITÉ



AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

